

Le gouvernement refuse les licenciements chez Peugeot-Talbot

LIRE PAGE 33 L'ARTICLE DE BRUNO DETHOMAS

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,80 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 86 c. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 7,75 sh. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDIPAR 650572 F

C.C.P. 4207 - 23 PARIS

Tél. : 248-72-23

M. Tanaka condamné à quatre ans de prison

Une épreuve pour le gouvernement de Tokyo

Reconnu coupable de concussion, condamné à quatre ans de prison ferme, M. Tanaka peut jouer des procédures d'appel pour faire durer son procès plusieurs années encore. Aussi bien a-t-il déjà fait savoir qu'il n'avait aucune intention de renoncer à son siège de parlementaire.

L'ancien premier ministre japonais, M. Nakasone, est autorisé à moins de sécheresse, car le verdict prononcé à Tokyo ouvre pour le parti gouverneur, le parti libéral démocrate, une crise dont il est difficile de prévoir jusqu'où elle peut aller. Au plus, il n'est pas exclu que certaines factions de la majorité se joignent à l'opposition pour exiger la démission de M. Tanaka — autant d'ailleurs en raison des rivalités internes au P.L.D. qu'en raison de considérations morales. Le risque serait alors celui d'un éclatement de la formation gouvernementale.

Le principe ainsi proclamé de la culpabilité de l'ancien chef du gouvernement jette à tout le moins une ombre sur la personnalité de M. Nakasone — qui lui doit sa nomination il y a un an au poste de premier ministre — et sur son cabinet, dans lequel les hommes de M. Tanaka occupent des postes-clés.

L'opinion est largement répandue à Tokyo que M. Nakasone s'efforcera de reprendre son parti en main en provoquant des élections générales anticipées. Mais l'opposition est loin d'être sans risques.

Sans doute n'est-il pas question que le P.L.D. se préserve son unité, perde la majorité au Parlement. Mais le verdict prononcé contre l'homme qui, dans l'ombre, est resté le plus puissant patron du parti a toutes chances de lui coûter quelques sièges. Du moins si l'on en croit les sondages selon lesquels les trois quarts des Japonais souhaitent que M. Tanaka disparaisse de la Diète.

Un récent du P.L.D. porterait nécessairement atteinte à l'autorité de M. Nakasone, qui devrait alors faire face à une contestation accrue au sein de sa majorité, voire à des changements d'alliances susceptibles de compromettre sa position à la tête du gouvernement.

L'hypothèse est parfois envisagée d'un coup d'audace du premier ministre, qui se dédouanerait ouvertement de son ancien « parrain » afin d'apparaître comme un homme nouveau, décidé à purifier la vie politique de son pays. S'il a déjà donné quelques signes d'indépendance à l'égard de M. Tanaka, il ne faut cependant pas trop rêver ni négliger le poids dont pèsent toujours, dans les cercles restreints où se déterminent le pouvoir, les factions et l'argent qui les finance.

L'embaras de M. Nakasone est accru par d'autres facteurs : un calendrier diplomatique chargé — le président Reagan est l'un des hôtes attendus à Tokyo dans les prochaines semaines — et la nécessité de mesures d'austérité économiques, par définition impopulaires, qui figureront inévitablement au prochain budget. Le temps lui est donc compté, et les décisions qu'il doit prendre — à commencer par celle de la date des élections — ne sauront être longtemps ajournées.

L'ancien premier ministre japonais reconnu coupable de concussion

L'ancien premier ministre japonais, M. Kakuei Tanaka, a été condamné ce mercredi 12 octobre à quatre ans de prison ferme, et 500 millions de yens d'amende par le tribunal municipal de Tokyo pour son rôle dans l'affaire des pots-de-vin Lockheed, en 1976. M. Tanaka, qui a fait appel, a été laissé en liberté sous caution.

De notre correspondant

Tokyo. — *Coupable. Quatre ans de prison.* Comme il l'a régulièrement fait depuis bientôt sept ans, au fil de quelque deux cents audiences, M. Kakuei Tanaka a quitté, ce mercredi 12 octobre, sa résidence de Meiji pour le tribunal du district de Tokyo, dans le quartier des ministères, du pas assuré d'un homme qui en a vu d'autres et qui, coûte que coûte, ne s'avoue pas vaincu, loin de là.

Ne l'a-t-on pas vu hier encore à la télévision, saluer fièrement de la main, à l'occasion d'une promenade dans son jardin, les caméras de télévision qui restent jour et nuit en batterie autour de sa demeure ?

Les quelque quarante véhicules relatifs des chaînes de télévision japonaises qui guettent sa moindre apparition, recueillant et répétant dans des millions de foyers ses moindres gestes et les menus propos de ses assistants, troublent d'autant moins son existence privée qu'ils ajoutent quotidiennement, d'une façon ou d'une autre, à sa popularité. La centaine de policiers qui protègent sa retraite attestent de son importance et tiennent à bonne distance les manifestants de toutes tendances. Chef de clan et homme de combat, M. Tanaka fait front avec l'assurance et, pourrait-on dire, la prestance d'un char d'assaut lourd. Ni marche arrière, ni pas de clerc : ça fonce, c'est question de stratégie mais aussi de face et de forme.

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 4.)

Les Français autorisés à quitter la Libye

Le ministre des affaires étrangères de Tripoli en visite à Paris

La crise franco-libyenne déclenchée par l'interdiction faite à trente-sept citoyens français de quitter Tripoli devrait en principe être dénouée ce mercredi 12 octobre en début d'après-midi. On n'exclut pas en effet que M. Claude Cheysson reparte à ce moment-là M. Obeidi, le ministre libyen des affaires étrangères, qui est arrivé en début de matinée à l'aéroport de Roissy. Du côté français, on ne s'estimera en effet définitivement rassuré sur le sort des ressortissants français en Libye que lorsqu'un responsable libyen aura officiellement confirmé les propos tenus mardi soir par l'ambassadeur de Grèce à Tripoli annonçant la levée des mesures prises à l'encontre des ressortissants français.

L'ambassadeur grec, M. Kafetzopoulos, avait remis dans la matinée un message de son premier ministre, M. Papandréou, au remplaçant du ministre libyen des affaires étrangères. En fin de journée, il a été convoqué par des autorités libyennes, qui lui ont annoncé la levée de l'interdiction de sortie des Français. Ces autorités auraient demandé également que la France fasse « tout son possible » pour libérer le ressortissant libyen arrêté en France, Rachid Saïd Mohamed Abdallah. Cet individu a été arrêté le 6 octobre à Paris et écroué à la Santé. Il devait comparaître devant la chambre d'accusation à Paris ce mercredi, mais les magistrats se contenteront probablement de statuer sur son maintien en détention, puisque les pièces officielles de la demande d'extradition formulée par le gouvernement italien ne sont pas encore parvenues en France. Rachid Saïd Mohamed Abdallah est accusé par les autorités italiennes du meurtre d'un opposant libyen ; il est soupçonné d'avoir participé à l'élimination de plusieurs autres ennemis politiques du colonel Kadhafi et d'avoir présidé le tribunal islamique chargé de prononcer leur condamnation à mort.

Selon les autorités libyennes — c'est en tout cas ce qu'elles ont affirmé à M. Kafetzopoulos — Rachid Saïd Mohamed Abdallah est un membre des comités révolutionnaires libyens, et ce sont ces comités qui auraient décidé, pour protester contre son arrestation, de s'opposer au départ des Français.

(Lire la suite page 3.)

Baisse de 27 % des ventes d'armes de la France

Les marchés se sont réorientés vers l'Amérique latine

Les ventes d'armes de la France ont brutalement chuté durant le premier semestre de 1983, par rapport à la période correspondante de 1982 : la baisse des commandes, en francs courants, est supérieure à 27 % et elle est particulièrement sensible, dans toutes les catégories d'armes, pour la clientèle française du secteur Maghreb-Proche-Orient.

Les difficultés de financement que rencontrent les acheteurs étrangers et la volonté de la France de diversifier — en la réorientant — sa clientèle sont la cause essentielle de cette diminution des ventes d'armes. Il semble bien que la France ne sera pas le seul fournisseur dans le monde à enregistrer une chute de son commerce en 1983.

Ce tassement des exportations a été annoncé par le ministre de la défense, M. Charles Hernu, aux députés membres de la commission de la défense, qui l'ont entendu dans

la soirée du mardi 11 octobre au Palais-Bourbon. Depuis 1981, conformément à un engagement du gouvernement, M. Hernu donne aux parlementaires une évaluation semestrielle de ce commerce.

Durant les six premiers mois de 1983, la France a reçu de l'étranger pour 19 200 millions de francs de commandes d'armements. Comme les précédentes, cette estimation, la plus récente, ne tient pas compte des commandes de pièces de rechange, qui sont généralement comptabilisées en fin d'année. Par rapport au premier semestre de 1982, durant lequel les commandes s'élevaient à 26 400 millions de francs, la baisse est de 27,2 % et l'on retrouve sensiblement en 1983 l'évaluation de 1981.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 6.)

LE SYNODE DES ÉVÊQUES A ROME

Faut-il brûler les confessionnaux ?

Paradoxe : c'est au moment où les catholiques des pays occidentaux répugnent de plus en plus à confesser leurs péchés à un prêtre que leurs contemporains ressentent le besoin de livrer les secrets les plus intimes de leur vie à un psychanalyste ou même au présentateur d'une émission de radio. Le synode mondial des évêques, actuellement réuni à Rome pour discuter de « la réconciliation et la pénitence dans la mission de l'Eglise », cherche à éclaircir ce mystère.

Est-ce la culpabilisation, savamment entretenue par un rituel long-temps présenté sous forme de « tribunal », avec « avertissement », suivi d'un « jugement » et d'une « peine » à purger, qui a progressivement éloi-

gné les croyants du confessionnal ? Est-ce, au contraire, la « perte du sens du péché » et la « sécularisation » tant déplorées par les autorités religieuses ?

Pour les uns, la notion de péché a été remplacée par celle d'écœeur, et la faute individuelle, par une responsabilité collective. Aurait-on idée de s'accuser de la faim dans le monde, de la course aux armements ou de la lutte des classes ? Les chrétiens qui se considèrent solidaires de ces péchés « structurels » auraient rompu la pénitence par le militantisme. Au lieu de battre leur propre coup, ils préfèrent s'engager dans l'action pour transformer une société injuste.

Pour les autres, le désaffection à l'égard de la confession individuelle et privée s'explique davantage par l'inadaptation des modalités du

sacrement que par une perte de foi chez les chrétiens. La discipline pénitentielle, rappellent-ils, a beaucoup varié au cours de l'histoire de l'Eglise, et il est normal qu'elle évolue encore. Dans les premiers temps, et jusqu'au cinquième siècle, on confessait les fautes graves (baptême, sacrilège, idolâtrie, adultère, etc.) solennellement à l'évêque, qui infligeait une pénitence publique, en général très sévère (jeûnes, mortifications, abstinence sexuelle), pendant une période souvent longue, durant laquelle le pécheur, appartenant à l'« ordre des pénitents », était privé des sacrements. Comme on ne pouvait se confesser qu'une seule fois dans sa vie, après le baptême, il était courant d'attendre, pour le faire, d'être sur son lit de mort.

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

Rocamboles

Il est de tous les coups, on voit partout sa marque. Ses aventures sont aussi nombreuses que rocamboliques.

Infatigable, on le voit à Vincennes terrorisant trois Irlandais, tendant en Corse des pièges aux clandestins et à Paris une perche à l'ultra-gauche. Les auteurs d'un cambriolage prétendent qu'il les protégait. Des opposants hâtifs vivent en lui un recours. On dit qu'il connaissait des trafiquants d'armes.

Ne serait-il pas plus simple de nous dire ce que n'a pas fait ce polyvalent superactif et talentueux qu'est le capitaine Barril ?

BRUNO FRAPPAT.

JOHN HUSTON, AU-DESSOUS DU VOLCAN

Légendes d'un tournage

En 1957, Malcolm Lowry, écrivain de l'ivresse, disparaissait par accident. Il avait quarante-huit ans. D'une vie parsemée de voyages, d'éclats, de débauche et d'alcool, il avait tiré dix ans plus tôt *Au-dessous du volcan*, son chef-d'œuvre, et le livre qui, depuis Joyce peut-être, a suscité les passions les plus vives. Trois constructeurs du désigne des mots, il est de ces textes que l'on craint de voir porter à l'écran. C'est pourtant ce à quoi s'est attelé John Huston au Mexique, sur les lieux mêmes que parcourut Malcolm Lowry.

Quauhnahuac n'existe plus. Si vous êtes des fervents lowryens, vous le savez, vous vous êtes déjà cassé le nez sur une carte du Mexique. Quauhnahuac, c'est le vieux nom aztèque de Cuernavaca. Malcolm Lowry a habité Cuernavaca, sa maison existe toujours, elle est habitée par des particuliers jaloux qui n'en laissent voir qu'une touffe de bougainvilliers. Lowry a trouvé plus joli, pour le livre, le nom archaïque qui signifie comme une grotte de perroquet.

On aborde Cuernavaca par l'aéroport de Mexico, à l'est de la capitale, en descendant directement vers le sud. Un après-midi d'orage noir comme la nuit, les lumières trop jeunes du tungstène, deux heures de déluge jusqu'à la vallée où l'on cultive le riz et la

canna à sucre. Le feu du ciel, comme à l'avant-dernier chapitre, n'éclaire que le haut d'une montagne qu'on doit monter et redescendre. En bas, la ville ressemble à une piste d'atterrissage, à une galaxie. Les phares vifs et roses des camions restent les seules choses visibles derrière le rideau de pluie. Des enfants se jettent sous les roues des voitures en étreignant des piles de journaux, exhibant par la queue un iguane qui a le goût de poulet ; de brassées de roses qu'ils emportent sur leurs têtes ils se font des chapeaux.

La banlieue de Mexico est paradoxale : les stations-service, avec leurs colonnes de miroirs brisés, ressemblent à des danses, les bars ressemblent à des parkings. Des jaguars s'étirent dans le ciel, des tempêtes de mer sont simulées dans des bassins de deux mètres cubes d'eau. Les autocars sont comme des jouets d'enfants qu'un

mélécio aurait fait grandir en une nuit. L'essence a une odeur d'alcool et la tequila la lui rend bien. Des ampoules nues, dans les échoppes, éclairent des tableaux hiératiques. Un mariage, entraperçu en ombre chinoise sur le portail enguirlandé d'une église, a des airs d'enterrement, alors que partout au bord des routes les boutiques de funérailles ont des airs de fête, déployant des bouquets blancs, entassant galement les cercueils dans leurs vitrines, pompant sur le pas des portes leurs morts frais dans des nuages d'ouates.

Non, Lowry n'a pas forcé la dose avec ses processions mortuaires, ses danses de squelettes, ou son petit garçon qui croque un cerceau en chocolat. La Mexique perpétue joyeusement sa tradition macabre. — H.G.

(Lire page 15)

l'article d'HERVÉ GUIBERT.)

Nouveaux soleils pour « Sunset Boulevard »

Lire dans « Le Monde des arts et des spectacles » le début d'une enquête de LISE BLOCH-MORHANGE sur Hollywood.

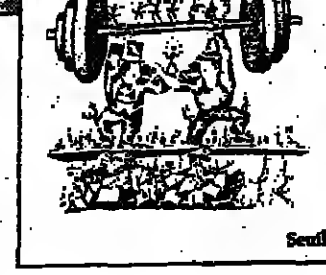
PAGES 16 ET 17

Au centre? Non. En avant



Jean-François Kahn ET SI ON ESSAYAIT AUTRE CHOSE?

Ph. Perenon-Rush



Seuil

mestre aux US

GROUPE GENERALE DES EAUX

Le Monde

idées

Un double langage

par STÉPHANE COURTOIS (*)

Le P.C.F. en 1940

Le centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme de l'université de Paris-I, la Fondation nationale des sciences politiques, l'Institut d'histoire du temps présent du C.N.R.S., organisent, les 14 et 15 octobre, à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, un colloque international sur « le parti communiste français de la fin de 1938 à la fin de 1941 ».

De nombreux historiens et témoins français et étrangers participent aux discussions (1). Par une coïncidence qui n'est sans doute pas fortuite, deux importants ouvrages viennent d'être publiés par des communistes sur cette période. Stéphane Courtois relève une grande différence de ton entre le livre de F. Crémieux et J. Estager (2), la *Vérité vraie*, et le numéro spécial des *Cahiers de l'Institut de recherches marxistes* (3). René L'Hermite, qui a vécu de près cette période, relève bon nombre de points d'interrogation. Sur un tout autre registre, le canular de Bernard Quillet, dont rend compte Jacques Cellard, nourrit la vieille question, à laquelle les communistes croient avoir trouvé la réponse, sur le sens ou le non-sens de l'histoire.

(1) Ce colloque a lieu sur invitation. Pour tous renseignements, s'adresser à Jean-Pierre Rioux ou Danièle Voldman à l'Institut d'histoire du temps présent, 80 bis, rue Lecourbe, 75015 Paris, tél. 783-28-18.

(2) *La Vérité vraie sur le parti, 1938-1940*, de Francis Crémieux et Jacques Estager, éd. Messidor, « Temps actuels », 395 pages, 95 F.

(3) « Le P.C.F. 1938-1941. Front populaire, antifascisme, résistance », *Cahiers de l'Institut de recherches marxistes*, numéro spécial 14, septembre 1983, 248 pages, 50 F.

VOILA plus de quarante ans que l'histoire du P.C.F. pendant la période 1938-1941 est masquée, camouflée, distordue, bref parasitée par des polémiques et des controverses dont l'enjeu est évidemment politique, et qui font rage aussi bien entre le P.C.F. et ses adversaires qu'au sein même du parti (personnes au sein même du parti ?). Ces difficultés que rencontraient les historiens du temps présent, et plus encore l'historien du communisme, sont soulignées avec éclat par le livre que publient deux journalistes communistes, F. Crémieux et J. Estager, pour qui le temps de la politique n'est pas mort.

Nous voilà revenus avec eux au plus beau temps du stalinisme triomphant, lorsque Jdanov régnait en maître et que Maurice Thorez, avec sa deuxième édition de *Fils du Peuple*, en 1949, était devenu « un historien de type nouveau » qui allait reprendre leur métier aux spécialistes.

On assiste donc à une attaque en règle contre les hommes de l'art, qui ont alternativement traité d'« aboyeurs », d'« épouvailleurs de mots » ou de « boueux d'histoire », quand on ne leur annonçait pas en toutes lettres qu'on « va leur faire leur fête » (p. 252). Encore un effort, camarade Crémieux, et le P.C.F. en sera revenu à la fameuse « hygiène dactylographique » stigmatisée dans le *personnel de Sarrat* par Fédov en 1948.

« Une régression inquiétante »

Sur le fond, nos auteurs sont victimes d'une régression inquiétante. Des points fondamentaux, admis depuis longtemps par des historiens communistes eux-mêmes, sont remis en cause : le P.C.F. n'aurait pas abandonné sa politique anti-hitlérienne après septembre 1939, il n'aurait pas eu à se soumettre aux directives de l'Internationale communiste appelant à « lutter contre la guerre impérialiste et contre le gouvernement Daladier », il n'aurait pas spéculé sur les relations amicales germano-soviétiques pour tenter de réintégrer légalement au grand jeu, etc.

A trop vouloir prouver, Crémieux et Estager finissent par s'embrouiller. Ils consacrent ainsi plus de cent pages à nous expliquer que Jacques Duclos n'a en rien trahi dans les négociations engagées en juin 1940 par des militants communistes avec les occupants allemands en vue de passer une presse communiste légale à Paris. Or, par inadvertance ou mépris du lecteur, ils publient en annexe le document inédit qui prouve que Duclos dirigeait toute l'opération (p. 362) sur toute cette affaire, on trouve une excellente mise au point de Denis Peschanski dans le numéro d'octobre 1983 de *l'histoire*, sous le titre « L'été 40 du parti communiste français ».

Seul élément neuf, la publication des témoignages de quelques acteurs importants du drame : Arthur Ramette (qui fut aux côtés de Maurice Thorez en U.R.S.S. de juin 1940 à novembre 1944), Mounette Duthé (agent de liaison du P.C.F. avec l'Internationale), Angèle Salleyrette (agent de liaison radio du P.C.F. avec l'Internationale), Alphonse Pélayo (chauffeur attitré lors des opérations clandestines importantes) ; leurs récits entrecroisés permettent une reconstitution éclairante aussi bien de la défection de Thorez au début octobre 1939 que de relations étroites du P.C.F. avec l'Internationale et son antenne basée à Bruxelles en 1939-1940 (1).

D'une tout autre nature nous apparaît le dernier numéro (n° 14) des *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, consacré lui aussi au P.C.F. entre 1938 et 1941. Les historiens communistes ont fourni là un gros effort de documentation en publiant, outre des textes déjà connus des spécialistes, quel-

ques documents inédits de première importance :

— un manifeste du P.C.F. daté du 21 septembre 1939, qui, cinq jours avant l'interdiction du parti par le gouvernement Daladier, annonce le changement de politique du parti, contre une guerre qui à ses yeux n'est plus « anti-hitlérienne » ;

— des notes personnelles de Maurice Thorez, datant de novembre 1939, et vraisemblablement destinées à la rédaction du rapport que le secrétaire général du P.C.F. allait présenter devant le comité exécutif de l'Internationale ; ces notes sont très révélatrices de la manière dont la direction du P.C.F. a perçu le tournant politique que lui demandait l'Internationale et comment elle l'a mis en œuvre.

— la mort du journal communiste *Le soir* qui devait paraître sous censure allemande à Paris le 8 juillet 1940. Les négociations avec l'occupant ayant échoué, cette initiative avorta.

— des notes et un texte inédits de Thorez au printemps 1941, précisant les données de la politique de Front national adoptée par le P.C.F. en mai 1941.

L'analyse qui est développée à partir de cette documentation, en particulier par Roger Martelli dans son long article de présentation, « La stratégie communiste de Munich au Front national », nous semble moins convaincante. A côté de notations très justes, Martelli cherche à établir que la politique du P.C.F. durant cette période fut essentiellement de « conception et française » : non seulement le P.C.F. n'aurait pas vraiment appliqué les directives venues de Moscou, mais il aurait proposé à la direction de l'Internationale sa propre analyse politique, toute pénétrée de l'antifascisme du Front populaire.

(*) Chercheur au C.N.R.S., directeur de la revue *Communisme*.

LU

« La Véritable Histoire de France », de Bernard Quillet
Un « hénaurme » canular...

Le président de la République s'est déclaré « scandalisé et indigné » par les carences de l'enseignement de notre histoire. Avant lui, avant de manifester un mécontentement justifié, la *Véritable Histoire de France* de Bernard Quillet ?

On pourrait le croire. Et quoi qu'il en soit, ce livre arrive à point nommé.

L'auteur « le destin », écrit-il, « aux jeunes Français, ses compatriotes ». De fait, le ton de l'ouvrage, la vivacité du récit, sa clarté et quelques illustrations heureuses devraient le séduire. Mais le public adulte s'interrogera et même, n'ayant pas peur du mot, se passionnera pour cette grande fresque de nos destins, bien qu'elle n'en couvre, dans le présent volume, que deux siècles à peine : de la mort de Louis XVI à l'accession à la charge suprême, dans les dernières lignes de l'ouvrage, de M. François Mitterrand, précisément.

Il n'y a qu'un correctif à apporter à ces considérations élogieuses, mais il est de taille. Cette « véritable » histoire de France n'est de bout en bout qu'une hénaurme mystification, un canular macé de main de maître.

Au départ un accident, banal pour l'époque : le 3 juillet 1789, alors qu'il poursuivait un dictionnaire en forêt de Meudon, le bon roi Louis, seizième du nom, tombe malencontreusement de cheval et se tue. L'émotion est vive, à la ville comme à la cour. Mais la reine mère, Marie-Antoinette, à laquelle le testament du feu roi confie la régence du royaume comme le veut la tradition capétienne, est bien conseillée, et saisit les rênes du pouvoir avec intelligence et énergie.

Tout à tour, les frères du roi (Provence et Artois), Philippe d'Orléans, le Parlement, et enfin les états généraux, font acte d'allégeance au petit Louis XVII. Quelques émotions populaires, quelques mouvements de la « canaille », sont réprimés sans faiblesse par les hussards du Royal-Croisé et les dragons du prince de Lambesc. Les meneurs du tiers sont arrêtés le jour même des obsèques royales et embastillés ou « enrouvés ». C'est l'occasion pour l'un d'eux, Maximilien de Robespierre, petit avocat d'Arras, de revenir à la foi de son enfance : il mourra en odeur de sainteté en 1852, sera canonisé en 1868 et proclamé docteur de l'Eglise en 1916. Au prix d'un peu de fermeté, la France a fait l'économie d'une révolution

Martelli avance d'autre part que le P.C.F. n'a pas basculé dans la résistance ouverte à l'occupant après le 22 juin 1941, date de l'attaque hitlérienne contre l'U.R.S.S., mais dès le printemps 1941, avec la politique dite de Front national ; et là encore l'expérience politique engrangée par le P.C.F. au temps du Front populaire aurait obtenu la prépondérance sur les analyses développées à Moscou et dominées par les intérêts à court terme de la politique extérieure soviétique.

Si chaque historien est libre de présenter ses hypothèses, il est aussi tenu de prendre en compte l'ensemble de la documentation, sans opérer un tri préalable. Qu'il nous permette donc, sans entrer dans les détails de la plaie, de contester celles de R. Martelli.

Quelle stratégie ?

Reste une question. A quoi rime la publication simultanée, sur le même thème « 1938-1941 », d'un brillet destiné à crier un franc climat d'hygiène, et d'un travail de nature et de ton plus universitaires ? Crémieux-Estager-Martelli même combat ? Stratégie du mensonge ? Stratégie de la vérité ? Il faut choisir. Le P.C.F. n'a-t-il décidé de rouvrir le dossier que pour mieux le refermer ? On pourrait le croire quand on sait que ce n'est pas le seul souci de la vérité historique qui l'a poussé à prendre cette double initiative, mais qu'il y a été contraint par la tenue du colloque sur « Le P.C.F., 1938-1941 ».

(1) Signalons que la thèse de troisième cycle que Guillaume Bourgeois vient de soumettre à l'université de Paris-X sur l'attitude des communistes français au début de la drôle de guerre contient une documentation infiniment plus riche en sources écrites et en témoignages oraux. Certaines de ses découvertes ont d'ailleurs « inspiré » nos auteurs.

Sens ou non-sens ?

On s'ambuse vraiment beaucoup tout au long de cette histoire parallèle, l'auteur l'a habilement truffée de miettes authentiques. Eh bien, le général Alphonse de Lamartine (1790-1869) emporte, à la tête de ses troupes, Lyon soulevé contre le roi en 1836, et laisse à sa mort « des poèmes manuscrits qui, parait-il, présentent un certain intérêt » (p. 101). Un autre général, Napoléon Bonaparte (1769-1821), perd ses deux jambes au siège de Dubila (1805).

Quant à Antoine de Saint-Just, dont quelques textes licencieux, mais fort beaux, « viennent d'être réédités grâce à la philanthropique sollicitude de M^{me} Régine Deforges » (p. 135), c'est à la fois notre Goethe, notre Cervantès et notre Shakespeare...

Laissons le lecteur découvrir le reste. Cela tient tantôt du Père Ubu, tantôt de Kafka, tantôt de la devinette : car pour un personnage indéchiffrable, dix se cachent sous des noms d'autres personnages, imaginaires bien sûr. Qui sont, cherchez un peu, les généraux Himweg-Maxant ou Fauche ? Les présidents Pointboul ou Dupinnet ?

Si débridée qu'elle soit, la plaisanterie n'est cependant pas gratuite. En plaçant le faux, elle oblige sans doute nombre de ses lecteurs à redécouvrir le vrai. Et ce divertissement, d'une drôlerie inquiétante, est aussi une interrogation sérieuse sur le sens ou le non-sens de l'histoire.

JACQUES CELLARD.
* *La Véritable Histoire de France*, Presses de la Renaissance, 320 p., 85 F.

Mieux vaut tard que jamais

par RENÉ L'HERMITTE (*)

ON peut prédire un beau succès de librairie à l'ouvrage de Francis Crémieux et de Jacques Estager. Un homme qui avait alors, comme les auteurs, une vingtaine d'années, qui était en contact avec des militants du parti clandestin, qui suivait de près le déroulement dramatique des événements, et qui en a gardé des souvenirs précis, voudrait poser deux ou trois questions et présenter quelques observations.

1) Pourquoi avoir attendu si longtemps pour publier ces « révélations » et pourquoi le faire maintenant ? Certes les auteurs nous disent, dans leur avant-propos, que les dirigeants de cette époque, Thorez, Duclos, Frachon, s'étaient par la suite « toujours orientés dans leur combat révolutionnaire non vers le passé mais vers le présent et l'avenir ». Ce n'est guère charitable pour Jacques Duclos auteur de « Mémoires », qui n'abandonne guère, il est vrai en détails précis sur toute cette période.

On peut se demander si la phrase polémique des auteurs par laquelle ils s'en prennent « à ceux qui se sont désolidarisés... en élevant la réputation de l'information à la hauteur d'une institution magistrale » n'est pas susceptible de recevoir des interprétations auxquelles ils n'ont peut-être pas songé.

2) F. Crémieux et J. Estager semblent quelque peu embarrassés pour dégager la réalité des rapports entre le P.C.F. et le III^e International. Or les choses étaient simples. D'une part, le parti était très stalinien, la SFIC (Section française de l'Internationale communiste) et dépendait donc des options adoptées au centre. D'autre part, il est patent que la ligne du Komintern fut modifiée après la conclusion du pacte germano-soviétique, le déclenchement des hostilités, l'entrée de l'armée rouge sur les territoires qui depuis le début des années 20 étaient polonois.

Aux mots d'ordre antifascistes succéda une nouvelle ligne (les mots « fascisme » et « fascisme » disparaissent même de la presse communiste jusqu'en 23 juin 1941) : « Non à la guerre impérialiste ! » « Dénoation des puissances occidentales ! » « Exaltation de l'U.R.S.S. rempart de la paix... ».

Il ne faut pas aller loin pour vérifier ces faits : il suffit d'aller à Londres, à l'annexe de Collindale de la British Library et d'y dépecer, comme nous l'avons fait, la collection du *Daily Worker* de cette époque. Le P.C. de Grande-Bretagne n'est, en effet, légal et put publier son quotidien jusqu'en janvier 1941. Après quelques semaines de l'attente, il dénonçait les horreurs de la guerre en mettant sur le même plan les souffrances des mères anglaises et des mères allemandes, le bombardement de Coventry par la Luftwaffe et celui de Hambourg par la R.A.F.

Bien entendu il serait absurde d'imaginer que cette nouvelle orientation fut le résultat d'une réflexion indépendante et que Manouïlsky et Dimitroff aient agi à l'insu de Staline. Il suffit d'ailleurs de comparer la presse soviétique, le discours de Molotov pour le vingt-deuxième anniversaire de la révolution d'Octobre et le célèbre article de Dimitroff « la Guerre et la classe ouvrière des pays capitalistes ».

On peut concevoir qu'un tel renversement ait provoqué des remous et que, même chez les dirigeants les plus hauts placés, tout ne se soit pas passé le plus sagement du monde. On peut retrouver dans les déclarations d'Arthur Ramette reproduites dans l'ouvrage de Crémieux et Estager, dans l'évocation de propos et de réactions de Maurice Thorez, le reflet sinon d'un certain désarroi, du moins de certaines interrogations...

Il est encore l'exemple du P.C. anglais est éclairant : la mise en pratique de la nouvelle ligne provoqua des réactions de rejet. Harry Pollitt, secrétaire général du parti et J.R. Campbell, directeur du *Daily Worker*, qui regimbaient, furent écartés de leurs postes et forcés de faire leur autocritique.

L'antenne en Belgique

3) On doit remercier les auteurs pour l'abondance des détails, souvent inédits, qu'ils donnent sur l'installation, en Belgique, à l'automne 1939, d'une antenne de l'Internationale avec Clément Froid, le mentor de Maurice Thorez, et, pour un temps, de Ceretti (qui sous le nom d'Allard avait siégé au comité central du P.C.F.), antenne qui avait la liaison radio avec Moscou, ainsi que du centre extérieur du P.C.F. avec Jacques Duclos, Arthur Ramette, Maurice Tréand, plus spécialement chargés des questions d'organisation.

Il reste que certaines obscurités, certaines contradictions demeurent. C'est ainsi par exemple que nos deux auteurs font partir Maurice Thorez par avion fin novembre, et

Palmiro Togliatti (avec A. Ramette et Raymond Gnyot) début mai, via la Hollande et un bateau soviétique. Or leur ami Ceretti, un témoin de ce qu'il a vu, dans ses propres *Mémoires* (A l'ombre des deux T, p. 206) fait partir Thorez et Togliatti ensemble, d'Ostende et sur un bateau. Peut-être n'était-ce là qu'une plaisanterie de plus du spirituel Florentin !

Le retour de Duclos à Paris

4) Tous ceux qui ont vécu les journées tragiques de mai et juin 1940 liront avec un étonnement admiratif comment Jacques Duclos et Maurice Tréand purent quitter Bruxelles le 2 juin et, circulant en voiture sur les arrières de l'armée allemande, arriver à Lille le 6. Ce n'est pas tout : se faufilaient entre les armées en plein combat et franchissaient apparemment la ligne de feu ils gagnaient de vitesse la Wehrmacht puisque le 12 Jacques Duclos était à Paris où les premiers éléments allemands ne devaient entrer que le 14 juin.

Avec les auteurs, on souhaiterait en savoir plus sur cette odyssée. Question subsidiaire : pourquoi Duclos et Tréand avaient-ils quitté Bruxelles ? Pour fuir l'occupation allemande ? On peut en douter puisqu'ils allaient la retrouver à Paris. Pour créer un centre sur le sol national ? Non, puisqu'il existait déjà depuis septembre 1939 avec B. Frachon. Un élément de réponse est peut-être contenu dans le point suivant.

La démarche pour la réparation de l'« Humanité »

5) Pendant longtemps, on a beaucoup discuté à propos des démarches entreprises pour faire réparer l'« Humanité » à Paris, aux premiers jours de l'occupation. Ici Francis Crémieux et Jacques Estager combinent le lecteur : ils lui donnent une longue relation avec mille détails, mille on... inutile, sur l'activité des divers acteurs que l'on peut suivre jour après jour, heure après heure. Mais, les documents qu'ils donnent en annexe l'emportent en intérêt sur leur propre récit. Il s'agit en particulier de mémorandum de l'avocat Robert Foissin contresigné par deux membres du comité central, Maurice Tréand et l'infortuné Jean Carles (qui devait être guillotiné quinze mois plus tard). A quel il faut ajouter l'inventaire des papiers trouvés sur Denise Girolini lors de son arrestation...

Si l'on comprend bien les auteurs, toute cette histoire se ramènerait à la conjonction des manœuvres de certains services allemands manipulant M^{re} Foissin et d'initiatives improvisées de Maurice Tréand. Mais comment supposer que ce dernier aurait pu agir à l'insu du principal responsable politique, Jacques Duclos, avec lequel il était en contact constant ?

Si l'on note que les organes communistes ont continué à paraître à Oslo et à Copenhague après l'arrivée des Allemands (ce que les auteurs du livre, finalement, ne nient pas), que lors de son passage à Lille le 6 juin Maurice Tréand parvint déjà à faire réparer l'« Humanité » alors qu'il arrivait à Bruxelles où Clément Froid avait le contact radio avec le Centre, ne peut-on pas supposer que la consigne de faire réparer l'« Humanité » venait de Moscou ?

La suite ? C'est l'application tristement classique d'une règle des mouvements politiques, du mouvement communiste en particulier : dans une situation délicate, on donne à un militant dévoué une tâche ingrate et difficile. Quand la situation s'est modifiée, que la ligne a changé, on le désavoue ! Ou bien dans le meilleur des cas, comme cela arriva, semble-t-il, à M. Tréand, on le met aux oubliettes. Encore heureux si l'on ne le calomnie pas derrière son dos !

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire, de questions à poser (que faisait par exemple Froid à Bruxelles lorsqu'il fut assassiné ?) L'Internationale était pourtant disoute depuis trois mois. Et pourquoi fut-il alors remplacé par... Ernest Ceretti, qui sera premier secrétaire du P.C. français à l'été 1956. Et tout état de cause, il faut savoir gré aux auteurs et derrière eux à l'actuelle direction du P.C.F. d'avoir apporté ainsi tant de matériaux neufs et passionnants. Après tout, il n'y a guère fallu attendre qu'un peu plus d'une quarantaine d'années. Ne désespérons donc pas ! Encore un siècle ou deux et les arrière-petits-enfants de nos arrière-petits-enfants disposeront peut-être d'un dossier à peu près complet. Enfin !

(*) Professeur de linguistique à l'université de Paris-VI.

VOTRE ORDINATEUR

enfin, le magazine pratique de l'ordinateur à la maison

16F chez votre marchand de journaux

1520

ASIE

Japon

La condamnation de M. Tanaka

(Suite de la première page.)

Il y a une semaine, alors que l'ancien ministre était brièvement hospitalisé pour cause d'hypertension, on s'est efforcé dans son entourage de rassurer : non, il ne s'agissait pas là d'une dérobade facile, et M. Tanaka mettait un point d'honneur à être présent à l'audience du 12 octobre. M. Tanaka est un « battant », têtu et hermétique, mais redoutablement efficace.

Mardi, à la veille du verdict, le secrétaire de l'accusé a obligamment fait savoir que son patron avait donné du sommeil du juste. Voilà pour les insinuations de ceux qui, prenant leurs désirs de purification politique pour des réalités parlementaires, dépeignent M. Tanaka comme un homme rongé à la fois par le remords et par l'alcool. Et non ! l'accusé n'avait pas non plus l'estomac noué ; il avait dévoré ce matin-là des œufs sur le plat, une soupe, quelques tranches de poulet et une banane.

Sauver la face, nier les évidences et gagner du temps, voilà bien semble-t-il l'essentiel, aujourd'hui comme hier. Il convient de perpétuer le doute ou, à défaut, l'ombre du doute, car cela permet, et c'est là le principal, la poursuite du jeu politique vénéral mais extrêmement fructueux pour les conservateurs qu'impose M. Tanaka depuis longtemps au parlementarisme japonais. Il convient de montrer en quelque sorte au monde politique et à l'opinion que, pour reprendre l'expression d'un proche de l'ancien chef de gouvernement, « la justice peut bien passer, M. Tanaka restera ». C'est bien pour cela que l'accusé, impassible et mûr comme à l'habitude

dans son silence, n'a pas cillé mercredi soir à l'annonce du verdict ; c'est aussi pour cela, afin de lui éviter la prison, de maintenir le doute et de relancer la lente et pesante machine judiciaire pour quelques années encore, que les avocats de M. Tanaka ont immédiatement fait appel.

Qu'importe alors, demain comme hier, la tâche faite à un blason politique déjà quelque peu maculé, qu'importe les scottements ulcérés d'une partie de l'opinion, les cris de démission lancés par l'opposition et par certaines factions de la majorité, qui voient dans le jugement une chance inespérée de se débarrasser de M. Tanaka, d'affaiblir son puissant parti et, pour la gauche, d'ébranler le monopole conservateur ? Ne suffira-t-il pas, demain, après la « péripétie » d'aujourd'hui, que se refasse autour de M. Tanaka — avec la complicité d'un premier ministre (M. Nakasone) qui lui doit son élection et celle d'une majorité qui y trouve son compte — une sorte d'union conservatrice sacrée ? Comme hier, elle opposerait le fait que la justice « suit son cours » aux demandes de démission de l'ancien chef de gouvernement, et en même temps, à celles portant sur un assainissement de mœurs politiques perverties par l'argent.

L'homme politique n° 1

Coupable en suris — il a été laissé en liberté contre une caution de 300 millions de yens, — pourquoi M. Tanaka serait-il moins grand dans l'imagerie populaire, moins présent dans les affaires publiques

et moins influent au Parlement qu'il ne l'a été depuis sept ans dans son rôle d'accusé ?

Pourquoi, en effet, dès lors que l'on admet (les résultats électoraux le prouvent depuis longtemps) que l'impérialisme de moralité politique n'est pas une des considérations essentielles des électeurs japonais, plutôt motivés par la loyauté factionnelle et l'instinct matériel immédiat ? S'il en était autrement, comment M. Tanaka serait-il devenu, avec les handicaps de ses origines paysannes, de sa politique mille fois décrite de maquignon-magouilleur, du boulet de l'affaire Lockheed et de l'hostilité des rares politiciens conservateurs à la probité avérée, le patron des patrons politiques, grand argentier et principal sergent recruteur du camp conservateur ?

Resterait-il, pour sa public parité entre la fascination et le rejet, pour un Japon qui reconnaît en cet enfant du pays nombre de ses traits sioguliers, défauts et qualités, l'homme politique numéro un et le meilleur argument de vente de la presse depuis une dizaine d'années ? Et même au Japon, où les brochures prolifèrent de jour en jour dès que l'événement ou la vedette s'y prête, il est remarquable que les librairies aient offert, ces dernières semaines, à l'approche du jour fatidique, plus de cent ouvrages consacrés à M. Tanaka.

Non, si j'enlève le train-train judiciaire et la routine politique ne reprennent pas le cours relativement prévisible, à défaut d'être toujours paisible, qu'ils ont suivi jusqu'à mardi, cela serait sans doute moins dû à l'indignation populaire, au verdict de la justice ou à l'attachement aux principes de la démocratie, qu'aux manœuvres et règlements de comptes de basse politique. Outre l'opposition de gauche, antagoniste par définition, M. Tanaka s'est assuré, au fil des années, trop d'ami et de loyautés nouvelles dans le camp conservateur pour ne pas s'être créé parallèlement de sérieuses inimitiés du côté des factions où il a débouché des parlementaires et des chefs de clans, qu'il a ridiculisés en novembre dernier lors du choix d'un nouveau premier ministre.

Tant que subsistait le doute, de moins officiellement, tous ceux-là manœuvraient de poids et d'arguments pour réclamer la démission de M. Tanaka. Le rapport de forces n'étant pas à leur avantage, ils n'ont pas osé. En prononçant aujourd'hui

Afghanistan

UN ACCROCHAGE AURAIT OPPOSÉ DES POLICIERS AFGHANS A DES SOLDATS SOVIÉTIQUES

Un affrontement armé ayant fait plusieurs morts a opposé, la semaine dernière, à Kaboul, des policiers afghans à des soldats soviétiques qui visaient d'enlever plusieurs jeunes Afghans dans un village au sud de la capitale, a-t-on appris, mardi 11 octobre, de source diplomatique occidentale, à Islamabad. Selon cette source, la police afghane, avertie de l'enlèvement des jeunes femmes, a tenté une embuscade, dans la nuit du 7 au 8 octobre, dans le quartier de Chishtoon, au sud de Kaboul, sur le chemin de retour des soldats soviétiques. Plusieurs d'entre eux ainsi que des femmes ont été tués dans l'accrochage.

Les diplomates occidentaux en poste dans la capitale afghane notent un net renforcement de la présence militaire soviétique et des mesures de sécurité. Des blindés et des chars ont pris position aux points stratégiques. Des tracts récemment distribués à Kaboul par la résistance invitent la population à manifester son hostilité au régime à l'occasion de prochaines fêtes religieuses. Des tirs intenses d'artillerie ont été entendus pendant plusieurs heures près de la forteresse de Belahissar, occupée par les forces soviétiques.

D'autre part, les mêmes observateurs signalent de fréquents engagements entre forces soviétiques et maquisards sur le plateau séparant Kaboul de la chaîne de l'Hindou-Kouch, au nord, et autour de la ville de Charikar, ainsi que dans les montagnes du Koh-i-Saï, l'un des contreforts de l'Hindou-Kouch.

A Moscou, l'Etoile rouge, quotidien de l'armée soviétique, a écrit, mardi, qu'une importante « bande de contre-révolutionnaires » avait été anéantie au point de jonction des provinces de Kaboul, Farwas et Kapiz. — (A.F.P.)

Birmanie

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE LE PRÉSIDENT CHUN

Fusillades à Rangoun entre la police et des suspects d'origine coréenne

Rangoun (A.F.P.). — La police birmane a tué une personne d'origine coréenne qui tentait de fuir une interpellation, en a capturé une autre et en recherche une troisième, a-t-on annoncé officiellement mardi 11 octobre à Rangoun.

Ces opérations de police font suite à l'attentat qui a fait dimanche dix-neuf morts — dont plusieurs membres du gouvernement de Séoul — lors de la visite du président sud-

coréen Chun Doo Hwan dans la capitale birmane.

L'agence officielle de presse birmane NAB a indiqué que l'un des fugitifs coréens avait été capturé alors qu'il tentait de s'échapper dans le quartier où se trouve l'embarcadere de Syriam, une bourgade située sur la rive opposée de la rivière de Rangoun. Il a été blessé par l'explosion d'une grenade qu'il voulait lancer en direction des policiers, a ajouté l'agence.

Dans l'autre opération annoncée mardi, deux « étrangers d'allure suspecte » ont été pris en chasse par les forces de sécurité birmanes à Kawhmu, à 32 kilomètres de la capitale birmane, a indiqué NAB. L'un d'entre eux a été tué par les forces de l'ordre, qui ont ouvert le feu, tandis que l'autre a pris la fuite après avoir jeté une grenade en direction des policiers, blessant deux officiers.

Le communiqué officiel ne fournit pas de précisions sur les éléments permettant d'établir l'origine coréenne des personnes interpellées. La personne arrêtée à l'embarcadere de Syriam a été admise à l'hôpital militaire de Rangoun et interrogée par la police birmane, rapportent des sources sûres dans la capitale birmane.

Une information distincte, mais non confirmée officiellement, recueillie auparavant à Rangoun, faisait état de l'arrestation, dans un marché de la ville, d'une femme également d'origine étrangère.

Des contrôles policiers très serrés étaient toujours en place mardi dans les grandes artères de la capitale birmane.

[L'Agence centrale de presse de Corée du Nord, dans une déclaration diffusée par Radio-Pyongyang, a qualifié d'« absurdes et ridicules » les accusations formulées à Séoul selon lesquelles l'attentat de Rangoun aurait été commis par des agents communistes nord-coréens. L'agence accuse à son tour le régime sud-coréen d'utiliser l'incident pour « inciter à la confrontation entre le Nord et le Sud et accroître les tensions ».]

Inde

A New-Delhi DES TIBÉTAIS MANIFESTENT DEVANT L'AMBASSADE DE CHINE

New-Delhi (A.F.P.). — Au moins neuf personnes ont été blessées lors d'échauffourées, mardi 11 octobre, entre des centaines de réfugiés tibétains qui manifestaient devant l'ambassade de Chine à New-Delhi et des policiers indiens, a indiqué un porte-parole des manifestants.

Ces derniers voulaient protester contre l'exécution, selon eux, de dissidents tibétains en Chine, parmi lesquels cinq responsables politiques. Le porte-parole a déclaré à l'A.F.P. que les manifestants voulaient également agir contre l'exécution de dix-huit autres dissidents tibétains à Lhasa, prévue, d'après eux, pour samedi prochain. Il a précisé détenir ces informations de source « incontestable ».

Le représentant à New-Delhi du dalaï-lama a fait état, de son côté, d'autres exécutions en perspective, refusant de citer un chiffre. De source tibétaine, on affirme que mille cinq cents Tibétains ont été arrêtés en août dernier.

R.-P. PARINGAUX.

Quatre autres condamnations. — Quatre autres accusés — trois hommes d'affaires mêlés au scandale ainsi que l'ancien secrétaire particulier de M. Tanaka — ont été condamnés, mercredi 12 octobre, à des peines allant de un an de prison avec sursis à deux ans et demi de prison ferme. Un seul d'entre eux n'a pas fait appel.

Depuis 39 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

En vente partout 3 F et 36, rue de Blois, 75011 PARIS - Tél. (1) 305-30-30

ONAKODO-SAN

お仲人さん

Aujourd'hui, les jeunes Japonais qui désirent se marier peuvent faire appel à l'ONAKODO-SAN.

L'ONAKODO-SAN est une personne de leur famille ou de leur entourage, plus âgée et renommée pour son bon sens, à qui ils demandent de chercher pour eux le conjoint qui leur conviendra.

La MITSUBISHI BANK veut être l'ONAKODO-SAN qui met en relation les sociétés françaises et japonaises. Si vous envisagez de vous implanter au Japon, seul, en coopération avec des sociétés japonaises ou en créant une filiale à capitaux mixtes, nous sommes là pour vous guider et vous conseiller.

La MITSUBISHI BANK est la première grande banque commerciale japonaise à avoir ouvert un bureau à Paris. Depuis 1969, nous défendons vos intérêts au Japon.

Bureau de représentation de Paris, 4, pl. de la Concorde 75008 Paris. Tél. 742.00.01. Télex 660810 F. M. SUGIYAMA, Directeur / M. USAMI, Directeur Adjoint. M. OGAWA, Directeur Adjoint.

Mitsubishi Bank, l'interprète de vos intérêts au Japon.

Le long procès d'un faiseur de rois

C'est en février 1976 qu'éclata ce qu'il est aujourd'hui devenu d'appeler l'affaire Lockheed. Les déclarations faites à Washington par les dirigeants de la firme américaine révélèrent que d'importants pots-de-vin ont été versés à des hommes politiques étrangers pour favoriser la vente de leurs appareils. M. Tanaka est l'un de ceux-ci, à concurrence de 500 millions de yens, qui lui auraient été versés en 1973 et 1974 par l'intermédiaire de la compagnie Marubeni, agent de Lockheed au Japon, et dont plusieurs dirigeants ont déjà été incriminés.

M. Kakuei Tanaka, à l'époque, n'est qu'un ancien premier ministre. Un an et demi plus tôt, en novembre 1974, un premier scandale financier — la manipulation de fonds électoraux à une échelle dépassant un peu trop les limites autorisées par l'usage — l'a contraint à abandonner la direction du gouvernement. Il n'en demeure pas moins, comme le chef de la faction la plus puissante au sein du parti libéral démocrate, l'une des personnalités les plus influentes dans la vie politique du Japon à son implication dans le scandale Lockheed ouvre une grave crise pour le parti gouvernemental.

Le 27 juillet 1976, M. Tanaka est arrêté, ainsi que son secrétaire particulier, M. Enomoto, tandis que la police perquisitionne à la résidence et dans les bureaux de l'ancien premier ministre. Celui-ci est rapidement remis en liberté sous caution, et son procès ne s'ouvre que le 27 janvier 1977. Commence alors une bataille de procédure d'autant plus longue que, d'une part, M. Tanaka rejette toutes les charges qui pèsent contre lui ; d'autre part, il demeure, malgré

son inculpation, le chef d'une force politique dominante — « dans le monde politique japonais ».

M. Tanaka reste donc muet. D'audience en audience, les témoins parlent... puis se rétractent. Ainsi M. Enomoto nie-t-il, en 1980, avoir reçu les fonds destinés à son patron — contrairement à ce qu'il avait initialement avoué. Tant pis si son épouse, l'année suivante, confirme sa première déposition. D'autres témoins, comme l'un des chauffeurs de M. Tanaka, choisissent le suicide. Des comparses, chemin faisant, sont condamnés à des peines légères.

Tout cela n'empêche pas, en tout cas, que, en novembre 1982, les hommes de M. Tanaka se taillent le part du lion dans la formation du nouveau cabinet japonais présidé par M. Nakasone. Celui-ci n'a alors rien à refuser au personnage qui demeure le « faiseur de rois » au sein de la classe dirigeante japonaise.

Le 26 janvier 1983, avant-dernière étape du procès, l'occupation requiert contre Kakuei Tanaka une peine de cinq ans de prison, assortie d'une amende de 500 millions de yens — somme équivalente à celle que l'ancien premier ministre aurait reçue de la firme Lockheed.

C'est sur cette réquisition que le tribunal doit se prononcer ce mercredi 12 octobre. M. Tanaka, bien entendu, est libre de faire appel du verdict — autant que de décider s'il est plus opportun pour sa carrière, à soixante-cinq ans, de démissionner du siège de parlementaire qu'il occupe toujours ou, au contraire, de s'y maintenir contre vents et marées.

A. J.

Vient de paraître

L'EUROPE ET SON IDENTITÉ DANS LE MONDE

Par Philippe Moreau Defarges Maître de Conférences à Sciences Po-Paris

Extrait de la Préface : "En ne perdant pas de vue, à travers les problèmes techniques les véritables questions de fond et les enjeux réels"

Philippe MOREAU DEFARGES pose à mes yeux la question essentielle celle de la dimension européenne"

Claude Chayssac
Ministre des Relations Extérieures

AUX ÉDITIONS S.T.H.

6 avenue Leon Heuzey

75016 Paris Tel 527 10 15

320 pages



السنة الأولى

ASIE

Chine

Les responsables souhaitent s'informer des expériences étrangères de lutte contre la criminalité

De notre correspondant

Pékin. — La Chine, qui doit faire face, depuis quelques années à des problèmes nouveaux en matière de criminalité (détournements d'avions, par exemple), paraît désireuse d'étudier l'expérience d'autres pays en ce domaine. C'est dans cette perspective, semble-t-il, qu'il convient de situer le développement récent de contacts entre responsables chinois de la sécurité publique et les départements intéressés de certains pays étrangers, dont la France.

Cette politique s'est concrétisée par la visite qu'a faite, en Chine, au début de ce mois, M. Stane Dolanc, secrétaire fédéral yougoslave pour les affaires intérieures, et le voyage — discret — qu'effectuait, en ce moment, dans trois pays occidentaux (République fédérale, France, Grande-Bretagne), un vice-ministre de la sécurité publique, M. Tao Siju.

Outre, indique-t-on, les problèmes de circulation routière, en milieu urbain, M. Tao Siju a pour principale mission dans ces différents pays de s'intéresser aux méthodes de lutte contre la piraterie aérienne. Le détournement, en mai dernier, d'un vol des lignes intérieures chinoises vers Séoul avait ébranlé la chronique et attiré d'autant plus l'attention des autorités que plusieurs tentatives, toutes avortées, ont eu lieu dans les mois précédant ou suivant cet évènement.

La visite de M. Tao Siju en France, apprend-on par ailleurs, pourrait donner lieu à une demande

Le ministre de la justice attendu en France

D'autres échanges à un bout niveau doivent avoir lieu prochainement entre responsables français et responsables chinois, cette fois dans le domaine de la justice, à l'occasion de la visite en France, du 23 au 30 octobre, de M. Zou Yu, ministre

de ce département. La Chine souhaiterait s'informer notamment sur le fonctionnement de diverses institutions administratives et judiciaires françaises (centre de documentation juridique, Conseil d'Etat, Cour de cassation, école de la magistrature).

Dans une déclaration faite dimanche 9 octobre, M. Zou Yu, apparemment soucieux, à la veille de ce voyage qui doit aussi le conduire en Italie et en Belgique, de l'image de son pays à l'étranger, a accusé « certains organes de presse » d'avoir « exagéré les problèmes de l'ordre social » en Chine et d'avoir « déformé la nature de la lutte » contre la criminalité.

La campagne en cours, dont le ministre lui-même souligne qu'elle se déroule — paradoxalement — « à un moment où l'ordre social en Chine s'améliore », est dirigée, a-t-il dit, contre des « criminels de droit commun », qui ne sont ni des « criminels politiques » ni des « dissidents ». Cependant, des chiffres impressionnants mais vérifiables, du fait du caractère extrêmement lacunaire de l'information donnée par la presse sur ces événements, circulent dans la capitale quant au nombre de condamnations à mort prononcées, dans toute la Chine, depuis le début de la campagne en mois d'août. On apprend, de plusieurs sources, qu'un fils du maréchal Zhu De (mort en 1976) aurait été passé par les armes dernièrement à Tianjin pour vols et viol.

MANUEL LUCBERT.

LE HIT PARADE DE LA BOURLINGUE

"Le Plaisir de l'impertinence, un roman formidablement intelligent".
Pierre Lepape. Les Nouvelles Littéraires
"Un livre drôle, fou, malicieux et profond".
Magazine Hebdo



L'OR DU SCAPHANDRIER Jean Rolin
Prix Roger Nimier 82.
Éditions Jean-Claude LATTES



LOCATAIRES

DEFENDEZ VOS NOUVEAUX DROITS !

Un numéro hors série de 50 Millions de consommateurs. En vente partout 18 F.

"JE VEUX UNE BONNE RETRAITE ET CHOISIR COMMENT LA TOUCHER."

COMPTE ÉPARGNE RETRAITE
UAP CAPITALISATION

CAPITAL, VERSEMENTS ANNUELS
OU RENTE, C'EST VOUS QUI DÉCIDEZ.

« TENUE SIMPLE », « ALLURE SÉRIEUSE »

Les fonctionnaires de Pékin condamnés à la grisaille vestimentaire

De notre correspondant

Pékin. — Comment un employé de la ville de Pékin peut-il manifester son « esprit révolutionnaire » ? Réponse : par sa tenue vestimentaire. Un règlement tout récent émis par les autorités pékinoises invite fermement les fonctionnaires municipaux à adopter une « tenue simple, sans originalité excessive et propre ». Ainsi, est-il dit, seront mises en valeur « notre tradition de lutte acharnée, la simplicité de notre style de vie et l'assiduité au travail ».

Finies donc les parures suspectes, les maquillages féminins et les cheveux tombant en cascade sur les épaules. Finis aussi pour les hommes les tons trop lourds, la barbe et les favoris. Retour à un style austère qu'on est prié de renforcer par une « allure sérieuse ». Moyennant quoi, seront ainsi renforcés le sens de la discipline et l'obéissance aux règles fixées par les organes du travail. « L'habit ne fait pas le moine », n'est décidément pas un adage chinois.

Un ministre chez Cardin

C'est un coup dur pour les Pékinois qui, depuis le printemps dernier, s'étaient offert le plaisir de troquer leur éternel pantalon gris ou bleu surmonté de la classique chemise blanche contre des habits plus riches et surtout plus personnalisés. Robes fleuries, amples ou près du corps, jupes courtes aux coloris vifs et tendres, blouses froutoutantes, avaient fait leur apparition, laissant deviner de gracieuses silhouettes, tandis que, du côté masculin, bon nombre de jeunes gens revêtaient blousons, tee-shirts ou pantalons modernes. On décelait là toute une réserve

d'imaginaire qui n'avait attendu que l'occasion de se manifester.

Les plus hautes autorités avaient elles-mêmes favorisé ces innovations. M. Hsiao Jiansu, membre du secrétariat du comité central et ancien ministre des textiles, n'avait pas hésité à déclarer, en mai, que le peuple chinois devrait « prendre du chic et porter plus de vêtements de style occidental ». Elle avait même exhorté les responsables de l'industrie du vêtement à « libérer leur pensée ». Et, le mois dernier, M. Chen Muhua, ministre du commerce extérieur, assistait en personne à la présentation du prêt-à-porter Cardin.

Ainsi, avec la bénédiction des dirigeants — du moins certains d'entre eux —, trois expositions-vente de prêt-à-porter chinois ont été présentées à Pékin entre mars et juillet. Des dizaines de milliers de visiteurs s'y sont rués chaque jour. Valeur totale des ventes : quelque 25 millions de yuans, soit plus de 100 millions de francs. Tout avait été fait pour séduire la clientèle, jusqu'à l'installation de panneaux où s'étaient en grandes lettres « style occidental ». Mieux encore, l'une de ces expositions avait organisé un défilé de mode quotidien que présentaient, en musique, des mannequins chinois. Devant le succès de l'opération, M. Quan Shuping, directeur de l'usine de vêtements du peuple de Pékin, croyait pouvoir annoncer : « C'est le début de l'ère d'or de la mode en Chine ».

Rêve fugace, du moins pour les milliers d'employés de la capitale renvoyés à leur grisaille vestimentaire. Se diront-ils que le seul fait d'avoir mis au placard robes ou costumes féminins aura soudain rassuré leur sens du devoir et de l'histoire ?

ANITA RIND.

Pour fêter la sortie de son 400^e volume, Jean de Bonnot offre à ses lecteurs un livre d'art au prix coûtant, l'aventure fabuleuse d'un haut lieu de l'histoire de France :

HISTOIRE ET LEGENDES DU MONT SAINT-MICHEL

par Edouard J. Corroyer (1837-1904)
architecte des Monuments historiques élève génial de Viollet-le-Duc.

Une île mystérieuse

Étrange vaisseau de granit ancré dans les sables mouvants d'une baie dangereuse où se déploient, à la vitesse d'un cheval au galop, les mers les plus amples d'Europe, le Mont Saint-Michel, depuis toujours, a fasciné les hommes. Les Celtes l'appelaient le mont Tombé et quand, par temps d'orage, son front noir se couronnait d'éclairs, ces guerriers pourtant intrépides se taisaient frappés d'une terreur superstitieuse. Ce lieu prédestiné à l'événement spirituel par son isolement et sa grandeur sauvage fut de bonne heure investi par la chrétienté qui construisit là, sous le signe de l'archange Saint-Michel, une retraite pour ses moines, un sanctuaire pour ses reliques, une église pour ses pèlerins, une forteresse contre les hérétiques

et les pillards, une bastille pour les irréductibles. Extraordinaire architecture dont l'édification fut poursuivie dans les pires conditions pendant plusieurs siècles !

Des murs cyclopes de la crypte primitive aux voûtes romanes et aux jallissements du gothique flamboyant, tous les styles se superposent et s'accroissent ici harmonieusement. Rêve de granit, pyramide de 170 m dont les murailles s'éteignent dans un équilibre impressionnant, cette merveille assure comme entretois des centaines de milliers de pèlerins amenés ici par le repentir ou l'espoir.

La mémoire des vieilles pierres

Mais ce haut lieu de la dévotion est aussi un reliquaire de l'histoire. Ces échauguettes et ces bastions hautains, ces nefs élancées, ces salles aux voûtes sonores, ces forêts de piliers bruisant encore des litanies et des misères dont la rumeur couvrait les cris des prisonniers scellés pour raison d'Etat dans les sinistres « fillettes » héritées de Louis XI, où l'on devenait inexorablement fou, tout ici témoigne d'un passé foisonnant qui, entre ces murs, résonne étrangement.

Edouard Jules Corroyer, qui a consacré sa vie à la restauration de cet ensemble architectural unique au monde et qui a sondé les moindres recoins, nous conte, dans son admirable ouvrage, les méfaits et les hauts faits dont furent témoins ces dentelles minérales, les détours de ces secrètes galeries et les redans de ces escaliers majestueux. Jamais, peut-être, l'expression « livre de pierre » n'a été aussi justifiée tant est riche et dense l'histoire du Mont Serein où saints, rois, princes, érudits,

artistes et pauvres gens laissèrent leur empreinte. Le beau volume de Corroyer est un des fleurons de cette littérature si attachante où l'amour de l'histoire se confond avec l'amour de l'art.

Avec le dossier complet des 150 plans, vues, détails et œuvres d'art de ce « livre de pierre » au passé chargé d'histoire. En plus, 22 photographies actuelles ont été ajoutées par Jean de Bonnot.

Un livre précieux et rare

Mainteneur des traditions et amoureux des beaux livres comme autrefois, Jean de Bonnot est un des rares éditeurs, sinon le seul, à employer encore le cuir véritable décoré à l'or fin pour toutes ses reliures. En vous offrant aujourd'hui ce volume au prix coûtant, il souhaite remercier ses lecteurs de leur fidélité. Ce prix exceptionnel n'implique aucune altération de la qualité proverbiale de ses ouvrages tant en ce qui concerne les matières nobles utilisées qu'en ce qui regarde les soins apportés à l'exécution.

Description de l'ouvrage

Un volume grand in-octavo (14 x 21 cm) de 536 pages. Riche iconographie : 150 dessins, 22 photographies hors-texte. Reliure pleine cuir de mouton d'une pièce. Décor original poussé sur or à 22 carats pour le dos et gaufré à froid pour les plats. Papier vergé chiffon filigrané « aux canons ». Tranche supérieure dorée à l'or.



Cette image du XV^e siècle a servi de base pour l'illustration du dos de ce volume.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'irréductible et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE

(limitée à un seul livre par lecteur)

à envoyer à JEAN DE BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant

"Histoire et légendes du Mont Saint-Michel" en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats.

Je vous prie de m'envoyer ce livre au prix exceptionnel de 92,50 F (+ 12,10 F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai, dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom

Prénoms

Adresse complète

Coda postal

Ville

Signature

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

Votre BMW : Une affaire de cœur chez Zol

La passion ne se raisonne pas. Chez Zol Auto, la passion c'est le merque que nous représentons depuis plus de 20 ans : BMW. Alors, lorsqu'il s'agit d'accueillir nos clients, de parler des BMW, de les entretenir, de les régler ou de les préparer, nous en faisons un peu plus que d'autres. La passion c'est ça.



44 av. Ed. Vaillant 92100 Boulogne. Tél. 609 91 43

Bank. rts au Japon.

DIPLOMATIE

LE SÉJOUR DE M. MITTERRAND EN BELGIQUE

Le chef de l'Etat souhaite resserrer des liens quelque peu distendus

M. François Mitterrand devait être accueilli ce mercredi après-midi 12 octobre à Bruxelles par le roi Baudouin et la reine Fabiola, puis participer à un grand dîner. Il aura, jeudi après-midi, un entretien en tête à tête avec le premier ministre, M. Wilfried Martens. La visite officielle du président de la République, qui s'achèvera vendredi en fin de journée, lui permettra notamment de se rendre à Gand et à Liège.

Le chef de l'Etat est accompagné par son épouse, par six membres du gouvernement, MM. Chrysos, Defferre, Fiterman, Badinter, Hérault et Auroux, ainsi que par MM. Mas et Thiaut, respectivement.

Le voyage du président de la République en Belgique avait tout d'abord été prévu pour le mois de juillet dernier, mais les troubles sociaux qui connaissent alors le pays, tout particulièrement Liège, ville à laquelle un chef de l'Etat français se doit de rendre visite, avaient conduit à le reporter. Puis ce fut la maladie du premier ministre, M. Martens, qui semble désormais rétabli.

Ce déplacement présidentiel outre-quinquagénaire, le second seulement sous la V^e République, puisque seul Georges Pompidou avait précédé M. Mitterrand - manifeste, après le voyage en Suisse du printemps dernier, la volonté du chef de l'Etat de resserrer les liens unissant la France et ses voisins (particulièrement francophones). Des liens dont on estime à l'Elysée qu'ils ont été quelque peu distendus ces dernières années, Paris ayant eu tendance à négliger ses amitiés pourtant anciennes et fondées non seulement sur la proximité, mais sur une communauté de culture. Le Luxembourg pourrait d'ailleurs faire l'objet, pour les mêmes raisons, d'une prochaine visite.

Un certain nombre de dossiers concernant les relations bilatérales seront examinés au cours de ce voyage. En particulier à l'occasion d'entretiens élargis à l'ensemble des deux délégations vendredi matin. Le ministre de la Défense pourra ainsi évoquer avec son collègue belge l'éventualité d'un achat d'hélicoptères de combat français par Bruxelles pour son armée de terre; le ministre des transports présentera

député et sénateur des Ardennes, et par plusieurs de ses collaborateurs à l'Elysée, dont M. Guy Penne, spécialiste des affaires africaines.

Avant son départ pour Bruxelles, M. Mitterrand a accordé plusieurs entretiens à la presse belge. Interrogé par la télévision belge sur la situation en France et sur les résultats des sondages d'opinion, le président a souligné que le dernier de ces sondages « constatait que c'était quand même les Français qui avaient le moins lourdement supporté la charge de la crise économique mondiale dans leur pouvoir d'achat ».

à son homologue le projet de T.G.V. Paris-Cologne qui desservirait la capitale belge. De même, la visite de M. Mitterrand pourrait permettre de rechercher la solution à un certain nombre des problèmes posés par la centrale nucléaire de Chooz.

La politique africaine

Mais les entretiens de Bruxelles doivent aussi être l'occasion, outre le traditionnel tour d'horizon de la situation internationale, de procéder à un échange d'informations et d'impressions dans différents domaines où Français et Belges ont des positions voisines (Proche-Orient, Amérique centrale, dialogue Nord-Sud) ou des amitiés complémentaires, comme en Afrique noire. La présence de M. Penne parmi les membres de la délégation indique, en particulier, que la question du Tchad sera largement abordée au cours des conversations; on n'est pas insensible à Paris au fait que la Belgique ait gardé des liens particuliers avec le Zaïre, le Rwanda, le Burundi.

La proximité des analyses de Paris et de Bruxelles dans le domaine communautaire, qui s'est encore manifestée ces jours-ci lors du conseil des ministres des affaires étrangères des Dix à Athènes, devrait achever de donner à ces échanges de vues le caractère chaleureux et amical que souhaite le chef de l'Etat, comme l'indiquent différents entretiens accordés à la presse belge. M. Mitterrand se flatte même de connaître et d'aimer depuis fort longtemps ce pays. Mais il ignore pas la situation intérieure

marquée par les divisions croissantes entre Flamands et Wallons, ainsi que par l'inextricable question du statut de la capitale et de son agglomération. Même si aucune manifestation embarrassante, par exemple lors de la visite de Liège, ne vient troubler le voyage, la tâche est délicate. Le verbe présidentiel devra, s'il veut ne heurter aucune des sensibilités exacerbées qui s'affrontent, rester particulièrement circonspéct. Vers la Belgique compliquée, M. Mitterrand se garde de s'envoler avec des idées trop simples.

BERNARD BRIGOLEUX.

Baisse de 27 % des ventes d'armes de la France

(Suite de la première page.)

Ces prises de commandes se répartissent ainsi: 16 700 millions de francs dans le secteur aéronautique (soit - 13 %), 2 100 millions de francs dans le domaine terrestre (soit - 62 %) et 400 millions de francs pour la branche navale (soit - 76 %). Par zones géographiques, la répartition est la suivante: 62,5 % au Maghreb et Proche-Orient; 25,6 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes; 7,3 % en Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord; 3,1 % en Extrême-Orient; 1 % en Afrique noire et 0,5 % de divers (dont certains Etats en Europe de l'Est).

L'an dernier, à pareille époque, M. Hérault avait qualifié d'« excessive » la dépendance des exportations d'armements français envers le clientèle proche-orientale et magré-

LA FIN DE LA VISITE DE M. PIERRE MAUROY A ALGER

Tous les comptes ouverts par des Français avant 1980 seraient débloqués

Alger. - L'entretien d'une heure que M. Pierre Mauroy a eu, mardi matin 11 octobre, avec le chef de l'Etat algérien, M. Chadli Bendjedid, a été essentiellement consacré aux affaires internationales. Prévalant les préoccupations de son hôte, le premier ministre a notamment exploré la décision de la France de livrer à l'Irak cinq avions d'attaque Super-Étendard. Il a affirmé que la France « n'a pas d'intérêt particulier » dans le conflit entre l'Irak et l'Iran, qu'elle « ne souhaite pas une solution militaire », qu'elle ne croit d'ailleurs pas « qu'une telle solution soit possible » et qu'elle observe que l'une des parties, l'Irak, accepte de s'en remettre à l'ONU.

M. Mauroy a ajouté que la livraison des Super-Étendard s'inscrit dans les contrats de ventes d'armes conclus avec Bagdad par les gouvernements précédents. Il a rappelé que, conformément à ces contrats, l'armée irakienne utilise déjà depuis longtemps des missiles Exocet dans sa guerre contre l'Iran. Il a souligné que, de toute façon, la France juge

De notre envoyé spécial cette guerre « absurde » et « ne nourrit aucune agressivité à l'encontre de l'Iran ».

Après avoir rappelé la position française en ce qui concerne le Tchad et le Liban, M. Mauroy s'est également entretenu avec M. Chadli de la situation au Sahara occidental. Le président algérien a souhaité, selon M. Mauroy, que « la France intervienne pour permettre un règlement pacifique » de ce conflit entre le Maroc et le Front Polisario. Le premier ministre a laissé entendre qu'il n'aurait pas d'avis sur la question. M. Mauroy a annoncé une initiative en ce sens lors de la venue en France de M. Chadli en novembre.

Une ultime séance d'entretiens élargis a ensuite permis de compléter les progrès obtenus la veille dans le règlement du contentieux bilatéral. Un échange de lettres a confirmé l'accord de réciprocité qui se traduira par un assouplissement du régime des transferts de fonds applicable aux Français travaillant en Algérie. Tous les résidents français, et pas seulement les coopérants, bénéficieront désormais, sans délai, de la possibilité de transférer leurs revenus en France dans la limite de 6 000 dinars par mois (plus de 9 000 francs français).

Plusieurs précisions ont été apportées sur les assouplissements consentis par les Algériens en faveur des derniers « pieds-noirs » désireux de vendre leurs biens. Ainsi a-t-il été décidé que, en cas de litige sur les évaluations de ces biens, les intéressés disposeront d'un droit de recours devant les tribunaux administratifs, d'un droit d'appel devant le ministre des finances.

Des pas décisifs

Mais la principale décision est incontestablement l'acceptation par la délégation algérienne du déblocage de tous les comptes divers ouverts par des Français avant 1980. Dans son principe, cette mesure répond à l'une des plus pressantes revendications de l'ensemble de la communauté « pied-noir ». Il convient toutefois de distinguer deux catégories: dans le cas où les titulaires de ces comptes ont, dès à présent, fourni toutes les pièces justificatives exigées par les autorités algériennes, la liquidation des comptes interviendra rapidement; dans le cas où la fourniture des justificatifs en question crée un litige, les Algériens se sont engagés à simplifier la procédure. A la demande personnelle de M. Mauroy, le premier ministre algérien, M. Abdelghani, a accepté, en outre, de repousser la date-butoir et de consentir aussi au déblocage des comptes ouverts après 1980. Ces décisions devraient être confirmées avant la venue de M. Chadli à Paris.

Avant de quitter Alger, M. Mauroy a estimé que les discussions ont permis « des pas décisifs » dans l'apurement du contentieux franco-algérien en ayant fait sauter les principaux « verrous ». Au sein de la délégation française, les experts souhaitent toutefois que ces progrès ne soient pas ultérieurement annihilés par les pesanteurs administratives.

M^{me} Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat chargée de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, a exposé aux représentants du gouvernement algérien les dispositions arrêtées à Paris pour renforcer la lutte contre l'immigration clandestine. Elle a précisé que le dispositif de contrôle aux frontières institué par le gouvernement (instauration d'un drapeau pour vérifier la durée des séjours touristiques) entrera en vigueur le 14 novembre. Elle a réverté, toutes les difficultés que suscitent parfois, dans le domaine juridique et social, les séparations de couples mixtes, notamment les enlèvements d'enfants, ne trouveront pas de solution satisfaisante tant que les autorités algériennes n'auront pas achevé la réforme du code de la famille actuellement en cours.

Le bilan des échanges de vues dans le domaine de la coopération économique est beaucoup plus flou. Pour l'essentiel, M. Mauroy s'est borné à confirmer les indications données la veille par le ministre des transports, M. Fiterman (Le Monde du 12 octobre). Il a souligné néanmoins la portée de l'accord conclu pour la construction de soixante mille logements. La première tranche est en cours de réalisation. Les autres grands projets qui pourraient associer les Français aux Algériens dépendent pour la plupart des arbitrages budgétaires en cours à Alger et des orientations générales qui doivent être fixées au mois de décembre par le prochain congrès du F.L.N.

ALAIN ROLLAT.

Un commentaire du RE-COURS. - La confédération du RE-COURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et assimilés d'outre-mer) a enregistré avec intérêt les progrès réalisés et le soin apporté par la délégation française dans la recherche de solutions aux problèmes matériels des « pieds-noirs » d'Algérie et à la sauvegarde de leurs cimetières. Elle estime, toutefois, que « seule une étude approfondie des dossiers traités et une audience prévue avec le premier ministre en novembre prochain permettront de dresser un bilan précis et sérieux susceptible d'autoriser les rapatriés à se déclarer définitivement et pleinement satisfaits ».

Publié

PARIS : LES HÔTELS DE RÊVE

La plupart des responsables politiques et économiques de l'Afrique francophone viennent de passer par Paris, ou y sont encore. Dans quels hôtels descendent-ils ? Y ont-ils leurs habitudes ou au contraire savent-ils varier les plaisirs ? Pour les aider à choisir, la rédaction de Jeune Afrique Economie a visité (presque incognito !) huit grands hôtels parisiens. Des plus luxueux aux plus modernes. Des « suites » de rêve aux cartes du bar. Les journalistes sont revenus un peu étonnés de ce monde d'Alice au pays des merveilles, mi-secret, mi-hall de gare. Ils y ont vu les « grands de ce monde », de très jolies femmes, de belles valises et des additions... à couper le souffle. Mais si l'on peut dépenser une fortune dans un grand hôtel, on peut aussi, pour beaucoup moins d'argent, s'y offrir une nuit et une journée de « luxe, de calme et de volupté ».

Lire page 76 dans JEUNE AFRIQUE ECONOMIE N° 24 : huit grands hôtels parisiens visités par des journalistes.

Et aussi au sommaire
Changements au Cameroun : les atouts et les risques
Cacao : Houphouët se fâche
Tunisie : bonne année pétrolière
Rabat : négociations financières difficiles

JEUNE AFRIQUE ECONOMIE
bimensuel
tout en couleurs

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EN CAS D'INSTALLATION DES EUROMISSILES

Moscou aurait menacé d'interrompre les pourparlers de Genève sur les armements nucléaires

Parlant mardi 11 octobre à Varsovie, le maréchal Koulikov, commandant en chef des forces du pacte de Varsovie, a réaffirmé que, en cas d'installation des missiles de l'OTAN en Europe occidentale, « l'Union soviétique et ses alliés prendront les mesures nécessaires afin de maintenir l'équilibre des forces à l'échelle européenne et globale ». Il a accusé en outre les Etats-Unis de « saboter toutes les négociations avec l'U.R.S.S. » en matière d'armements.

On apprend d'autre part à Athènes, où les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne tenaient une réunion mardi, que M. Gromyko a invité plusieurs de ses homologues occidentaux à s'entretenir avec lui à Moscou. Les ministres belge et danois ont confirmé avoir reçu une telle invitation, à laquelle le premier se rendra le 30 octobre.

Les rumeurs faisant état d'une suspension par l'U.R.S.S. des pourparlers sur les armements nucléaires - rumeurs dont fait état ci-dessous Bernard Guetta - ont provoqué une mise au point d'un porte-parole soviétique à Genève, qui a déclaré mardi à l'agence A.P. : « Aucun des deux côtés ne peut dire ce qu'il fera dans un mois. Pour le moment, les négociations (soviétiques) n'ont dit qu'elles n'étaient pas au courant de ces rumeurs et qu'elles assisteront aux réunions de cette semaine comme prévu ». Cette mise au point d'exclut donc pas une suspension à terme. C'est un peu ce qu'a laissé entendre M. Bisk, dirigeant tchécoslovaque, qui a déclaré à la B.B.C. que l'installation des missiles de l'OTAN aura « des conséquences très défavorables pour les relations Est-Ouest en général et pour les négociations sur le désarmement en particulier ».

De notre correspondant

Washington. - Les Etats-Unis n'excluent pas que l'Union soviétique décide d'interrompre à court ou moyen terme les négociations de Genève sur les euromissiles. Ce sentiment se fonde à la fois sur des « indications » qui auraient été données en ce sens par Moscou et sur la conviction que le Kremlin voudra rapidement dramatiser pour tenter de l'empêcher - le déploiement des missiles à moyenne portée, prévu, sauf improbable accord d'ici là, pour début décembre. En faisant officiellement état mardi 11 octobre de ces « indications », soviétiques, la Maison Blanche s'est contentée de les présenter comme « récentes ». On ignore donc si elles ressortissent d'une simple pression ou d'une décision que Moscou aurait déjà prise et décidée d'appliquer à une date précise.

M. Larry Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, a néanmoins démenti que l'U.R.S.S. ait « en public ou en privé » demandé une suspension des négociations, pas plus sur les euromissiles que sur les armements stratégiques.

Cette mise au point, faite après que l'agence U.P.I. eut indiqué le contraire de source occidentale à Genève, n'a pas empêché M. Speakes de souligner que Moscou « avait déjà publiquement ou en privé déclaré qu'il envisageait une suspension des pourparlers si le déploiement devait avoir lieu, et que les Etats-Unis et leurs alliés re-

gretteraient toute décision unilatérale de l'U.R.S.S. de suspendre les négociations sur les euromissiles ». Washington, a-t-il ajouté, fera « tout ce qui est en son pouvoir » pour que ces négociations ne soient pas interrompues, même après l'éventuelle mise en place des missiles en Europe.

Le gouvernement américain s'attendant en tout cas que le Kremlin fasse prochainement monter la tension dans l'espoir d'enfoncer un coin entre les Etats-Unis et leurs alliés européens - l'Allemagne fédérale au premier chef, dont M. Gromyko doit rencontrer ce week-end à Vienne le ministre des affaires étrangères, M. Genscher. La réunion à la fin de la semaine à Sofia des ministres des affaires étrangères des Etats-Unis et de leurs alliés européens - l'Allemagne fédérale au premier chef, dont M. Gromyko doit rencontrer ce week-end à Vienne le ministre des affaires étrangères, M. Genscher. La réunion à la fin de la semaine à Sofia des ministres des affaires étrangères des Etats-Unis et de leurs alliés européens - l'Allemagne fédérale au premier chef, dont M. Gromyko doit rencontrer ce week-end à Vienne le ministre des affaires étrangères, M. Genscher.

Si l'U.R.S.S. devait interrompre sa participation aux pourparlers de Genève, elle ne nourrirait pas seulement l'inquiétude de l'opinion publique allemande, elle porterait aussi, en ce début d'année électorale, un coup sévère à M. Reagan en enlevant de la crédibilité à sa politique de « paix par la force ».

BERNARD GUETTA.

DANS LES « CAHIERS DU COMMUNISME »

Le correspondant de « l'Humanité » à Moscou estime que M. Andropov se heurte sur le plan intérieur à des résistances nombreuses

Les Cahiers du communisme, mensuel politique et théorique du parti communiste, publient dans leur numéro d'octobre un article de M. Gérard Streiff, membre du comité central du P.C.F., correspondant de l'Humanité à Moscou, intitulé : « L'U.R.S.S. : des changements nécessaires et inévitables ».

« En novembre 1982, écrit M. Streiff, lors de son arrivée à la direction des affaires, Yauri Andropov hérite d'une situation paradoxale. L'Union soviétique joue alors dans le jeu international un rôle de premier plan. Elle connaît un développement intérieur régulier, ignore les symptômes de crise tels que chômage, inflation, récession. Le niveau de vie s'élève lentement mais sûrement. Un incontestable consensus politique existe dans la société soviétique. Et l'affaire du gazoduc a eu, entre autres, le mérite de rappeler que Moscou était capable d'innovations techniques spectaculaires ».

« En même temps, le pays présente des signes d'assouplissement. L'économie se languit. Le taux de croissance s'est encore effrit en 1981 et 1982. La productivité du travail est faible. L'appareil productif a vieilli. On se plaint d'un certain formalisme dans la vie politique. Et il se dit de plus en plus ouvertement qu'il y a affaiblissement de l'autorité politique ».

Bref, l'U.R.S.S. de 1982 est un pays qui doit chercher un nouveau rythme de développement. Tous le monde le sait, tout le monde en parle. Mais il semble qu'on ait du mal à trouver le mode d'emploi ».

M. Streiff explique ces difficultés par « trois facteurs : insuffisance d'autorité en haut (...); résistance au changement chez bon nombre de cadres intermédiaires; tendance à l'atténisme en bas ». Il évoque les « mauvaises habitudes » prises dans les entreprises (absentéisme, alcoolisme, effectifs excessifs, pénibilité du travail) et les efforts faits, depuis bientôt un an, pour y remédier : campagne pour la discipline dans le travail, adaptation de la rémunération à la productivité, sanction des absences et de l'alcoolisme.

D'autre part, souligne M. Streiff, on a relancé le débat et, en juin 1983, adopté une loi sur la participation des travailleurs à la marche des entreprises. Il observe, toutefois, que « ce ne sont pas les législations progressistes qui font défaut en

U.R.S.S. », mais que « leur mise en œuvre est une autre affaire ».

Le correspondant de l'Humanité parle du programme alimentaire, lancé au printemps de 1982 (« Il est, écrit-il, trop tôt (...) pour mesurer l'ensemble des efforts de ce plan »), puis il évoque l'Union soviétique « ces vingt dernières années, a connu plusieurs tentatives d'aménagement de la gestion économique ». « Ces réformes, ajoute-t-il, sont restées souvent à l'état de projet. La taille des problèmes, l'ampleur de la tâche, en avaient découragé plus d'un (...). [Aujourd'hui] les dirigeants soviétiques évitent, apparemment, les remises en cause globales et précipitées ». M. Streiff estime, néanmoins, que « la direction soviétique ambitieuse (...) en un court laps de temps, de bousculer bien des choses », ce qui « suppose, pour réussir, une forte adhésion populaire, relayée par une administration efficace et un parti communiste convaincu ».

M. Streiff estime que M. Andropov est apprécié, dans l'opinion publique, « comme un homme de parole, sobre et franc » et que ses premières initiatives « ont plu ». « En même temps, ajoute-t-il, certaines orientations dérangeant. La réorganisation du travail ou la réforme de la gestion contrariaient des intérêts. Certains entraînent les pieds, font la sourde oreille, minimisent les changements en cours. Bref, les résistances sont nombreuses. Et, surtout, il faut vaincre le scepticisme, l'optimisme de certaines fractions de la population ».

Le P.C. soviétique a entrepris, souligne M. Streiff, de lutter contre « les phénomènes de corruption [qui] auraient pris l'ampleur d'un réel problème politique », les « plus hauts dirigeants » étant visés par « des rumeurs persistantes », tandis que le ministère de l'Intérieur et la milice « étaient l'objet de vives critiques ». Ils ont été réorganisés.

En outre, « un nouveau rythme semble s'amorcer (...) dans la vie politique », notamment à travers la presse. « On voit plus en prise sur les batailles d'actualité ». L'Afghanistan n'est plus un « sujet quasi tabou ». Le parti, d'autre part, a été invité par la direction à « une discussion résolument autocritique » et à un « renouveau des responsabilités ». « En ce domaine aussi, écrit M. Streiff, il est permis de penser que les événements de Pologne, qui, publiquement, sont peu évoqués, ont stimulé la réflexion ».

JACQUES ISNARD.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Canada

Américains que
la prochaine élection

temps des
élection dirigée par

André
Leroi-Gourhan

Le
dictionnaire

André
Leroi-Gourhan

Mécanique
humaine

Le
dictionnaire

Le
dictionnaire

Le
dictionnaire

Le
dictionnaire

Le
dictionnaire

Le
dictionnaire

Le
dictionnaire

Le
dictionnaire

Le
dictionnaire

Le
dictionnaire

AMÉRIQUES

Chili

80 000 personnes ont répondu à l'appel de l'extrême gauche dans les rues de Santiago

De violents incidents ont éclaté mardi soir 11 octobre à Santiago et dans d'autres villes chiliennes à l'issue de manifestations populaires contre le régime du général Pinochet. On signale de nombreuses arrestations dans la capitale, à Valparaíso, à Concepción et à Valdivia, dans le Sud. D'autre part, plusieurs attentats à la dynamite ont

été perpétrés mardi dans la région de Valparaíso. Un train a été détruit et l'électricité a été coupée dans de nombreuses localités proches du grand port chilien. A Santiago, 80 000 personnes ont répondu à l'appel lancé par l'extrême gauche et le parti communiste. Tous les slogans étaient à la gloire de l'ancienne Unité populaire de Salvador Allende.

De notre envoyé spécial

Santiago-du-Chili. — « Assassin ! Assassin ! », « Il va tomber ! Il va tomber ! », « Ça se sent, ça se sent, Allende est présent ! », ont scandés les 80 000 personnes rassemblées mardi 11 octobre sur une place de Santiago à l'appel du commandement unitaire démocratique (CUD).

Ce dernier regroupement des associations de pobladores (bidonvilles), des associations féminines, des groupements de défense des droits de l'homme et des organisations d'étudiants. Des heurts se sont produits avec la police lorsque les manifestants tentèrent de se diriger vers le palais présidentiel. Plusieurs personnes ont été blessées et les forces de l'ordre ont procédé à de nombreuses arrestations.

Après avoir interdit la « marche pour la démocratie » organisée par l'Alliance démocratique, le gouverneur de Santiago avait autorisé au dernier moment le meeting à un endroit éloigné de la Moneda. L'ex-sénateur démocrate-chrétien et président du CUD, M. Jorge Lavandero, avait disposé de moins de vingt-quatre heures pour préparer la manifestation. Celle-ci avait reçu immédiatement le soutien du Mouvement démocratique et populaire (M.D.P.) (communistes, socialistes de gauche et miristes) qui a en outre

appelé les Chiliens à protester les 12 et 13 octobre. L'Alliance démocratique et en particulier le parti démocrate-chrétien avaient préféré rester à l'écart. Certains dirigeants démocrates-chrétiens affirmaient lundi soir en privé : « C'est une folie », tandis que d'autres déclaraient : « Pas question de participer à une manifestation qui sera dominée par les communistes ».

De fait, le premier meeting massif de l'opposition depuis le coup d'Etat de 1973 a surtout rassemblé des militants d'extrême gauche, pour la plupart très jeunes. Parmi les banderoles déployées par les manifestants dominaient les portraits géants du « président-martyr », et l'un des slogans les plus souvent scandés par la foule était : « Le peuple uni ne sera jamais vaincu ». On a même vu flatter la bannière rouge et noire du MIR, l'extrême gauche, le 11 octobre, aura mieux fait que le régime le 9 septembre. A peine 40 000 personnes, dont une grande partie de chômeurs bénéficiant des subventions du gouvernement et de fonctionnaires, avaient, en effet, ce jour-là acclamé le général Pinochet.

C'est l'Alliance démocratique qui parlait aujourd'hui affaiblie. D'une part, en effet, elle a dû finalement renoncer à dialoguer avec le ministre de l'Intérieur, d'autre part elle s'est fait prendre de vitesse par l'extrême gauche dans la course qu'ont engagée les partis politiques pour tenter de contrôler l'agitation populaire. Les conversations avec M. Onofre Jarpa, commencées il y a trois semaines, ont été officiellement rompues lundi. En fait, celles-ci avaient très vite débouché sur une impasse.

Le gouvernement n'a accepté aucune des cinq propositions formulées par l'Alliance, qui demandait, en particulier, l'organisation en 1984 d'un référendum portant sur l'élec-

Le vainqueur : le général Pinochet

Les autorités ont même durci leur attitude, n'hésitant pas, contrairement aux promesses de M. Onofre Jarpa, à recourir à l'article 24 transitoire et à reléguer au fin fond du pays trente-sept opposants. L'annulation de la « marche pour la démocratie » et l'attitude ambiguë de l'Alliance démocratique face aux trois journées de protestation organisées par le M.D.P. n'ont fait qu'entamer davantage son prestige. Son président, l'ex-sénateur libéral, M. Hugo Zepeda avait affirmé à ce sujet : « Nous n'avons pas appelé à une journée de protestation, ce qui ne veut pas dire que nous soyons contre... ».

L'échec du dialogue est aussi l'échec de M. Onofre Jarpa, qui n'aura finalement pas pesé lourd devant le général Pinochet. Après avoir donné l'impression durant les premiers jours de sa gestion qu'il disposait d'une marge de manœuvre suffisante, il a vu ses pouvoirs rapidement rognés et nombreux sont ceux qui estiment que ses jours sont comptés.

Le vainqueur est encore le général Pinochet. Reconnu par la manifestation du 9 septembre, il est reparti de plus belle dans ses attaques contre les « politiciens » et contre les marxistes. Le chef de l'Etat peut être satisfait. C'est l'extrême gauche et en particulier le parti communiste qui mènent maintenant l'offensive contre le régime.

JACQUES DESPRÉS.

Nicaragua

Dix mille personnes évacuées de Puerto-Corinto après l'attaque d'un dépôt de pétrole par un commando antisandiniste

Managua (A.F.P.). — Un commando antisandiniste a attaqué, lundi 10 octobre, les installations pétrolières de Puerto-Corinto, à 150 kilomètres de Managua, provoquant l'incendie d'un réservoir de 37 000 barils de combustible. Dix mille personnes sur les vingt-cinq mille habitants de Puerto-Corinto, principal terminal pétrolier du Nicaragua, ont été évacuées, précise-t-on de source officielle, car on craint que le feu ne se propage à une quinzaine d'autres réservoirs.

Cette attaque a été revendiquée mardi 12 octobre, à Tegucigalpa, par la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N.), prédisait qu'elle avait été réalisée à l'aide de mortiers et de canons.

De son côté, le ministre nicaraguayen des affaires étrangères a envoyé, mardi, une protestation au secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, dans laquelle il rend les Etats-Unis responsables de cette attaque qui « menace la vie de milliers d'habitants de Puerto-Corinto ». « Ces actions terroristes ne pourraient pas avoir lieu sans les conseils et le financement du gouvernement des Etats-Unis, et elles constituent une des formes les plus violentes de l'irrespect de la vie humaine », ajoute la note, qui demande que Washington cesse d'appuyer « son assistance aux mercenaires somaliens ».

Selon des témoignages de bonne source, l'attaque aurait été menée à partir d'une embarcation, tandis qu'un avion faisait diversion, attirant sur lui les tirs de l'armée nicaraguayenne, qui assure la défense des installations portuaires. Ces dernières avaient déjà été la cible d'une attaque aérienne début septembre.

Vingt-quatre heures après l'attaque, le réservoir de carburant continuait de brûler. Sur l'unique route conduisant à Puerto-Corinto, des camions chargés de vieillards, de femmes et d'enfants se dirigeaient vers la ville voisine de Chinandega,

et des brigades de volontaires et des unités de l'armée tentaient de convaincre les habitants restés sur place de quitter la ville.

La F.D.N. a précisé qu'elle a miné les eaux du port et averti les navires qui tentaient d'y pénétrer qu'ils prenaient « un grand risque ». Elle réaffirme aussi son intention « d'attaquer et de détruire toutes les installations de déchargement et de stockage du pétrole » dans le cadre d'une offensive générale contre le régime sandiniste.

Haïti

M. SYLVIO CLAUDE, DIRIGEANT DÉMOCRATE-CHRÉTIEN, A DE NOUVEAU ÉTÉ ARRÊTÉ

(De notre correspondant.) New-York. — Selon des informations parvenues dans les milieux d'extrême droite à New-York, le dernier leader de l'opposition politique encore dans le pays, M. Sylvio Claude, fondateur du parti démocrate-chrétien haïtien, a été arrêté dimanche 9 octobre. M. Claude, qui avait déjà été emprisonné à plusieurs reprises, se cachait chez des amis dont plusieurs auraient été fusillés. L'adresse de sa retraite aurait été dévoilée par l'une des ses filles, Jocelyne, après qu'elle eut été torturée par les services de police de M. Jean-Claude Duvalier.

Il se confirme, d'autre part, que les émeutes qui ont eu lieu à la mi-septembre au cap haïtien avaient pour origine la confiscation de certaines terres pour permettre la construction d'une base militaire américaine au môle Saint-Nicolas. La zone de môle est d'ailleurs, désormais, interdite à la circulation. C'est la construction de cette base qui serait aussi à l'origine des troubles qui agitent l'armée et qui ont provoqué l'arrestation de dix officiers supérieurs. — N. B.

EUROPE

Pologne

Pour la remise du prix Nobel

M. WALESA

POURRAIT ÊTRE AUTORISÉ A SE RENDRE A OSLO

Varsovie (A.F.P., A.P.). — M. Zbigniew Bujak, un des principaux dirigeants de la commission provisoire de coordination (T.K.K.) du syndicat dissous Solidarité, a affirmé, dans une déclaration parvenue à la presse occidentale à Varsovie, le mardi 11 octobre, que, à travers M. Lech Waleśa, le prix Nobel de la paix avait été décerné « aux condamnés, à ceux qui attendent leur procès, à tous ceux qui (en Pologne) sont victimes de la répression et sont persécutés, à des milliers de militants anonymes de Solidarité ».

Le ton du porte-parole du gouvernement de Varsovie était tout autre. Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, M. Jerzy Urban a dénoncé, mardi, « un nouvel épisode de la croisade anticomuniste ». Il a déclaré que l'attribution du prix Nobel à M. Waleśa n'était pas « une surprise, car elle s'insère dans la panoplie des nombreuses primes que l'Ouest accorde aux Polonais dont le comportement est en opposition avec les intérêts de leur pays », ajoutant qu'« aucune ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne ne modifiera le rapport des forces ou l'attitude du pouvoir à l'égard de M. Waleśa ». Il a cependant laissé entendre que le président de Solidarité pourrait, s'il le désire, se rendre à Oslo pour y recevoir son prix, puis rentrer en Pologne.

Le gouvernement de Varsovie a officiellement protesté auprès du gouvernement norvégien contre l'attribution du prix Nobel de la paix à M. Waleśa. Ce geste est considéré « comme une ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne », et pourrait avoir de sérieuses conséquences sur les relations entre les deux pays.

D'autre part, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'armée polonaise, le maréchal soviétique Koulkov, commandant en chef des forces armées du pacte de Varsovie, a appelé les dirigeants polonais à faire preuve d'une « haute vigilance révolutionnaire ». « Les forces de la contre-révolution intérieure et de la réaction internationale n'ont pas renoncé, a-t-il dit, à leur volonté de détruire les bases du socialisme en Pologne et de détacher le pays de la communauté socialiste ».



Fauteuil Club

Air France Le Club, c'est avant tout un fauteuil, un nouveau fauteuil étudié pour votre confort. Plus large, plus moelleux, mieux dessiné, il vous permettra de travailler ou de vous reposer à votre aise. Air France Le Club, c'est aussi l'espace. Le nombre moins grand de fauteuils laisse à chacun davantage de place et la circulation en cabine est plus facile. Air France Le Club, c'est encore de nouveaux écouteurs stéréos, un meuble bar-bibliothèque à votre disposition, des services au sol et en vol mieux adaptés et plus efficaces. Enfin Air France Le Club, c'est un espace réservé où l'on se sent bien. Comme dans un club. Air France Le Club sera mis en service à partir du 1^{er} Novembre sur les Boeing 747 d'Air France desservant l'Amérique du Nord, le Mexique, l'Amérique du Sud et l'Asie.

AIR FRANCE Le club

La nouvelle classe affaires long courrier internationale sur Boeing 747.

1350 1350 1350

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

sans « antisindicalisme » ni « antipatronisme »

cause le monopole, en matière de

Le secrétaire général du P.C.F. estime que « loin de conduire à un repli du pays sur lui-même, à un protectionnisme dont il n'est pas question, la réalisation d'objectifs industriels fondés sur le développement et la reconquête du marché intérieur permettrait d'assurer le rayonnement de la France dans le monde ». Pour ce qui est du financement de la politique industrielle soutenue par le P.C.F., il importe de « limiter le prélèvement excessif opéré par les formes privées, la spéculation, l'évasion des capitaux, les provisions et « cognottes » qui, aujourd'hui, détournent les résul-

tats des entreprises d'affectations utiles et créatrices d'emplois ». M. Marchais propose une réforme fiscale qui « devrait taxer les gâchis et évasions de capitaux, les revenus tirés du parasitisme financier et spéculatif et, à l'inverse, encourager la qualification, l'emploi, la recherche, l'investissement dans l'outil de travail ».

M. NOIR : un mauvais Meccano

M. Michel Noir (R.P.R., Rhône) reproche au gouvernement de « ne pas vouloir trancher, pour des raisons purement politiques et électorales, dans le débat entre compétitivité et maintien de l'emploi ».

Présentant les objectifs que le R.P.R. fixe à une politique industrielle, il insiste sur la nécessité d'une coopération européenne. Il regrette que, trop souvent, les industries des pays européens aient « préféré à une coopération industrielle européenne la venue par morceaux aux concurrents japonais ou américains ». Parlant de l'interventionnisme de l'État dans la marche des entreprises, il affirme que, depuis deux ans, les décisions prises « s'apparentent plus à un mauvais Meccano qu'à une véritable stratégie ». Il demande : « Comment et pourquoi aider au développement industriel de la France lorsque, dans le même temps, les mesures prises mettent en cause l'existence même de beaucoup d'entreprises industrielles ? ».

Parlant au nom du groupe socialiste, M. André Billardon (P.S., Saône-et-Loire), déclare, au sujet de l'emploi, que la mutation technologique « apparaît nécessaire, alors même qu'elle est déchirante aujourd'hui ». Tout en reconnaissant que « la mobilisation de l'épargne en faveur de l'industrie » va générer d'autres secteurs économiques, le porte-parole socialiste souligne, lui aussi, « l'allègement des charges des entreprises », mais il ajoute que le secteur public bancaire doit faire « un effort d'adaptation réel ». Il s'inquiète des difficultés que rencontrent les petites et moyennes entreprises auprès des banques. Expliquant que, « motivée » par les lois Auroux, la majorité des salariés est prête à adhérer à cette politique industrielle, il

ajoute : « Il reste qu'une fraction de l'encadrement s'est mobilisée pour un combat moins syndical que politique ».

Quant à M. Georges Sarre (P.S., Paris), s'il est favorable à une simplification du système des aides à l'entreprise, il ne tient pas à ce que l'État se prive de toute possibilité d'intervention en matière industrielle.

Répondant, au milieu de la nuit, aux vingt-huit orateurs qui se sont exprimés, M. Fabius regrette que l'opposition n'ait pas fait écho à son appel au rassemblement. Il observe en revanche que, dans les analyses de M. Marchais, il y a « sur beaucoup de points (...) convergence avec celles du gouvernement ». Avec les intervenants du P.S., il convient que les difficultés rencon-

trées par les entreprises auprès des banques doivent « faire réfléchir ». Il n'exclut pas un allègement des charges pour les entreprises concernées par le plan productique.

Le ministre de l'Industrie affirme aux nombreux intervenants du Nord et de la Lorraine que leurs régions « doivent être prioritaires pour les installations nouvelles d'industries », que les entreprises sidérurgiques devraient « réduire le plus possible leurs importations de minerais de fer étranger », pour favoriser le minier lorrain ; qu'Usinor et Sacilor devraient entreprendre une « véritable concertation, qui n'a pas eu lieu jusqu'à présent », avec les mineurs de fer et que ces deux entreprises ne devraient pas « s'entre-déchirer ».

J.-L. A. et Th. B.

Une quasi-unanimité

M. Fabius a appelé au rassemblement national autour de la modernisation industrielle. A entendre les divers orateurs, un tel rassemblement semble déjà s'esquisser sur un thème précis : le projet d'accord entre C.G.E.-Thomson, qui prévoit le regroupement, sous la houlette de la C.G.E., des activités téléphoniques et communication des deux groupes.

Pour M. Michel Noir, qui parlait au nom du R.P.R., « construire un groupe franco-français C.G.E.-Thomson, c'est refuser les nécessaires alliances internationales qui sont vitales au regard de l'ambition affichée en matière de filière électronique ».

M. Michel d'Ornano (U.D.F.), dénonçant l'absence de concertation sociale, a ironisé sur la division du gouvernement dans cette affaire : « Votre propre

ministre des P.T.T., a-t-il dit, vous a, chacun le sait, vigoureusement exprimé son hostilité à la restructuration C.G.E.-Thomson avant de la soutenir officiellement du bout des lèvres ».

M. Georges Marchais allait être encore plus net en s'élevant contre la C.G.E. et Thomson, qui, « au lieu de coopérer pour créer, passent un accord qui risque d'aboutir à l'arrêt d'une technologie française de pointe, à l'abandon de plus de 30 % du marché intérieur, à des milliers de suppressions d'emplois ».

R.P.R., U.D.F., P.C.F... Quand on sait que, au sein du P.S., bon nombre de responsables sont plus que réservés sur ce projet d'accord, cela fait beaucoup de monde hostile à une opération, dont M. Fabius a été l'un des principaux artisans.

LE PARI : COUCHER AVEC CHAQUE FEMME DE CHAQUE APPARTEMENT DE CHAQUE ÉTAGE D'UN BUILDING.

Un roman attachant sur la solitude du dragueur de fond.
LES PETITS CŒURS
Philippe Colin Olivier
Éditions Jean-Claude LATTES

simplifiez-vous le quotidien



Liste des points de vente et renseignements complémentaires 7 jours sur 7, de 7 h à 22 h : au (01) 722.22.22



Je, tu, il, nous avons tous besoin d'un outil simple et efficace. Un outil qui amplifierait nos capacités personnelles, ferait pour nous les tâches fastidieuses, raccourcirait notre journée de travail. Le rêve. Cet outil c'est l'ordinateur personnel IBM. Un outil aux pouvoirs multiples qui peut utiliser toute une palette de logiciels adaptés aux besoins professionnels. Venez le découvrir chez votre distributeur agréé IBM. Parlez-lui de votre problème et découvrez-vous de nouvelles possibilités.



L'ordinateur personnel IBM: la plus simple des décisions.

FEU VERT POUR LE BAC 84

série R.A.S.
HACHETTE

SUJETS DU BAC
COMMENTÉS, EXPLIQUÉS,
CORRIGÉS

TIQUE INDUSTRIELLE

assemblément

le monopole en cause

du patronat

LA PEE EUROPEENNE
L'ONORE DES PERSHENG
Claude Jullien

SOCIALISTES FRANCAIS
ET LES CHOIX
POLITIQUE EXTERIEUR
Jean-Marie de la Harpe

LA FORCE AMERICAIN
ANGLE DRAME LIBANAIS
Eliot R. Glickman

MAINTIEN PHALANGISTE
LES ROUGES DE L'EUROPE

SEINS DANS LE PACIFIQUE
DU NORD-OUEST

SENTINE DE LA TRANSITION

Faut-il brûler les confessionnaires ?

(Suite de la première page.)

Du sixième au douzième siècle, sous l'influence des moines celtiques et anglo-saxons, qui cherchaient à adoucir les rigueurs de cette pratique, est apparue la pénitence privée, administrée de manière répétée et « tarifée » selon des « pénitentiels », sortes de catalogues indiquant, pour chaque faute possible, la « satisfaction » appropriée. Ainsi, lit-on, par exemple : « As-tu maudit père et mère, les as-tu battus, les as-tu déshonorés ? Quarante jours de jeûne et sept ans de pénitence ».

C'est au treizième siècle que fut rendue obligatoire la confession annuelle, avant la communion pascale, et il faudra attendre encore trois siècles pour voir apparaître la confession individuelle. Cette invention de saint Charles Borromée était destinée à séparer le confessionnaire du pénitent, et surtout de la pénitente car, à l'époque du concile de Trente, les moines, étaient relâchés et il était interdit de donner l'absolution aux femmes en dehors d'un confessionnal, lequel, était-il précisé dans le droit canon, devait être « muni d'une grille fixe et à petits trous » (1).

Or, l'histoire du sacrement de la confession ne s'est pas arrêtée au concile de Trente et, constatant la multiplication des confessions en même temps que la raréfaction des confessionnaires, le concile Vatican II a proposé une réforme pour élargir les modalités de la pénitence. Le nouveau rituel romain, promulgué en 1974, prévoit quatre manières pour les catholiques de s'avouer pécheurs : la confession individuelle qui est rendue plus évangélique et plus accueillante ; la célébration pénitentielle non sacramentelle, qui peut être organisée par les fidèles en l'absence du prêtre ; la célébration communautaire avec confession et absolution individuelles, qui a lieu souvent pendant l'Avent ou le carême ; et la célébration communautaire avec absolution collective, qui est prévue que dans des circonstances exceptionnelles : danger de mort, manque de prêtres, pèlerinages.

« Ils n'ont pas le sens du péché »

A Paris, la célébration de ce sacrement varie beaucoup d'une paroisse à l'autre et nous avons choisi trois exemples-types qui en montrent l'éventail.

A la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, qui reçoit trois millions de visiteurs par an — autant que le tour Eiffel — la confession privée « à l'ancienne » a été maintenue pour

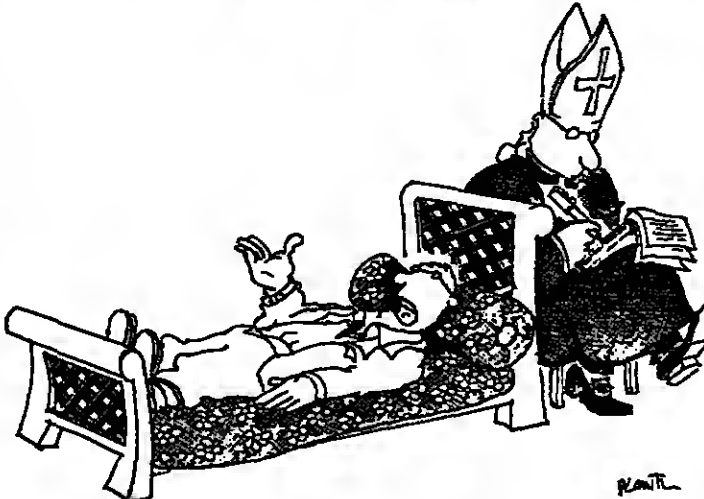
répondre à la demande des nombreux pèlerins, souvent étrangers du reste. Sur quinze confessionnaires, il y en a toujours un de disponible, jusqu'à 11 heures du soir. Pour Mgr Maxime Charles, recteur de la basilique, les catholiques sont toujours aussi nombreux à avoir besoin du pardon, même si beaucoup de prêtres manquent d'enthousiasme. « Tous les êtres humains éprouvent des remords, dit-il. Ils n'ont pas le sens du péché, parce qu'ils ne confrontent pas leurs actions avec Dieu. Le péché est une mauvaise action, regardée à la lumière de Dieu et de sa miséricorde ».

L'église Saint-Louis d'Antin, située entre les grands magasins et la gare Saint-Lazare, est un cas particulier. Grâce à sa situation privilégiée comme « lieu de passage », elle a été échoisie, il y a vingt-cinq ans, comme paroisse-pilote pour le renouveau de la confession. Une équipe de quatre prêtres permanents, aidée de prêtres — et évêques — de passage, assure cent cinquante heures de

la merveilleuse patience de Dieu. Le Père Guichat tient à distinguer les plans entre le traitement psychothérapeutique, la direction spirituelle et la confession. « Les histoires des gens ne m'intéressent pas, dit-il, car je ne suis pas psychologue. La confession consiste à s'avouer pécheur devant Dieu, en présence du prêtre, qui doit être un simple témoin et ne pas chercher une prise de pouvoir cléricale. La direction spirituelle est autre chose encore et exige une relation suivie entre prêtre et pénitent ».

Enlever la poussière

Pour le Père Guichat, la confession n'a pas besoin d'être fréquente. « Je suis frappé, remarque-t-il, par la qualité des confessions de personnes qui arrivent, une fois ou deux par an, à présenter leur vie devant le Seigneur ». Mais, il reconnaît également qu'« une multitude de petites infidélités » peut éloigner l'homme de Dieu. « On pense facile-



(Dessin de PLANTU.)

confession par semaine, avec une présence quotidienne de 7 h 15 le matin à 19 h 15 le soir.

Sans être révolutionnaires, les modalités du sacrement y sont résolument modernes. Le pénitent a le choix entre un entretien spirituel, une confession « à visage découvert » dans une des petites « salles de réconciliation » ou une confession classique. « La plupart des gens choisissent la deuxième formule », dit le Père Michel Guichat, curé de la paroisse. « Si les catholiques se confessent moins, ajoute-t-il, c'est qu'on leur a trop longtemps enseigné une morale du permis et du défendu. Or, il s'agit de remettre la personne face à Dieu, de restaurer une relation brisée, de reconnaître

ment à enlever les grosses taches, mais pas tellement la poussière qui s'accumule ! »

A l'église Saint-Hippolyte, près de la porte d'Italie, on a fait l'expérience depuis longtemps des célébrations pénitentielles collectives. Cela prend la forme d'une réunion, une ou deux fois par an, au cours de laquelle les membres de la communauté prient ensemble et se confessent, soit à un prêtre, soit les uns aux autres, selon le conseil de l'Épître de saint Jacques : « Confessez-vous donc vos péchés les uns aux autres et priez les uns pour les autres afin d'être guéris » (Jacques, 5, 16). La cérémonie se termine par la confession individuelle (facultative) et l'absolution générale.

M. Moreau de Saint-Martin, qui fait partie d'un groupe de travail réfléchissant depuis un an sur « la réconciliation dans l'Eglise », énumère les questions érudites : qu'est-ce que le péché, individuel et collectif ? Faut-il un sacrement spécial, en dehors du rite pénitentiel au début de la messe ? Comment préparer les célébrations collectives ? L'aveu du péché est-il toujours nécessaire ? Pour ce qui me concerne, dit-il, l'aveu du péché est dangereux, mais je n'ai pas besoin de raconter ma vie privée au prêtre, mais seulement de me reconnaître pécheur devant Dieu et devant les hommes. Ici, il n'est jamais question d'aveu, de pardon ou de pénitence, mais de réconciliation : avec Dieu, avec nos frères.

Des théologiens, enfin, se sont penchés sur la question. Et c'est, paradoxalement, le jésuite Joseph Minajski qui plaide pour « une pratique différente de la confession, comprise non plus comme un jugement (aveu-jugement) mais comme pratique d'un dialogue libérateur », puisque, selon lui, « la confession individuelle n'est pas accordée à la symbolique de la réconciliation », alors que le théologien réformé André Dumas rappelle l'importance de l'entretien individuel, non pas comme sacrement, puisque les Eglises de la Réforme ne reconnaissent que deux sacrements (le baptême et la sainte Cène), mais comme « espace de réconciliation, offerte et saisie ».

ALAIN WOODROW.

(1) Parmi les livres parus récemment sur l'histoire de la pénitence, citons l'ouvrage magistral de Jean Delumeau, *Le Péché et la Peur : la culpabilisation en Occident, XIII^e-XVII^e siècles*, éditions Fayard, 741 pages, 160 F. François de Sales, *Le traité de la confession*, dictionnaire de la confession, des frères du désert à Vatican II, ouvrage collectif par le groupe de la Bussière, éditions du Cerf, 298 pages, 112 F. aussi : *Les péchés, que peut-on en dire ?*, par Xavier Thévenot, éditions Salvator, 84 pages, 39 F. et *Réconciliation, sacrement d'aujourd'hui*, par Robert Cabré, André Dumas et Pierre Tripier, édition du Châlet, 63 pages, 28 F.

PHILIPPE PONS.

Les mésaventures d'un gendarme de l'Elysée

Les initiatives du capitaine Paul Barril suscitent de nouveaux commentaires et beaucoup d'interrogations. Inculpé dans une affaire de trafic d'armes à Bobigny, soupçonné d'avoir laissé fabriquer de fausses preuves dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, l'ancien chef par intérim du Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) aurait-il aussi « couvert » un hold-up destiné à rémunérer un informateur et à compromettre celui-ci (le Monde du 12 octobre) ?

M. Francis Szpiner, son porte-parole, rejette catégoriquement cette accusation et parle de « campagne orchestrée ». Les déclarations de l'ancien régent en filigrane du système de défense du capitaine Barril : il s'agissait à l'Elysée des responsabilités de la lutte antiterroriste et, de ce fait, en fait beaucoup. Cette déclaration constitue une mise au point, mais aussi un avertissement. Si l'on en croit certaines confidences, le capitaine Barril admettrait mal de se voir inculper dans l'affaire des Irlandais de Vincennes. Il supporterait moins encore d'être mis en cause pour le hold-up de la rue Gramont, à Paris (9^e), sur lequel on lira ci-dessous de nouvelles précisions.

La raison d'Etat

Pourquoi maintenant ? Pourquoi cette avalanche de révélations sur les activités multiformes du capitaine Paul Barril ? Pourquoi cette focalisation sur les dérapages de la « cellule » antiterroriste animée à l'Elysée par son supérieur, le chef d'escadron Christian Prouteau, conseiller technique de M. François Mitterrand ? Autant de questions posées ces temps derniers, plus ou moins consciemment, dans les milieux politiques. Une demande de clarification insistante tandis que, d'une affaire à l'autre, la confusion croît, l'essentiel semblant s'égarer dans un dédale romanesque où se croisent un coup d'Etat en Haiti, des contacts secrets avec le F.L.N.C. et l'Action directe, des enquêtes réservées et un mystérieux hold-up...

L'interrogation ne manque pas de malice : « Un complot qui fait le jeu de l'opposition », entend-on dire dans les milieux du pouvoir ; une « campagne orchestrée » contre un gendarme courageux — le capitaine Barril — et une unité d'élite, le G.I.G.N., — affirme l'entourage de cet officier par qui le scandale arrive. La présidence de la République juge démesurée ce qu'elle vit comme une « offensive journalistique », au regard des « affaires » politico-policieres des semaines précédentes, plus sensibles à n'en pas douter. La responsabilité de M. Mitterrand étant engagée dans la création, à partir d'août 1982, de cette « mission » de

Les déclarations officielles sur le « cas Barril » sont empreintes de la même prudence. Ceux dont il dépendait ne peuvent agir sur ordre. Mais en même temps, on redoute à l'Elysée et au gouvernement les contre coups, dont on n'a peut-être eu jusqu'ici qu'un aperçu, de l'affaire Barril.

Les réactions enregistrées mardi tradisaient cet embarras. M. Guy Pénne, conseiller du président de la République pour les affaires africaines, a admis qu'il avait reçu « un quart d'heure, au même titre que de très nombreux visiteurs », M. Bernard Sansaricq, un opposant haïtien qui préparait un coup d'Etat et fut piloté à Paris par le capitaine Barril. M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, s'est montré, lui, plus réservé sur le cas de l'ancien chef par intérim du G.I.G.N. : « Dans cette affaire, nous avons la conscience tranquille ». Si ce « nous » désigne la police, cette déclaration n'absoudrait pas les gendarmes de l'Elysée.

BERTRAND LE GENDRE et EDWY PLENEL.

Depuis le 3 juin

Depuis les manifestations policières du 3 juin, nombreux sont les partisans, au gouvernement, d'une clarification des centres de décision policiers et d'un retour à un fonction-

nement administratif plus classique, ne court-circuitant pas les hiérarchies existantes. Quel est, demandent-ils, le bilan en matière de lutte antiterroriste de la cellule élyséenne où l'on a paru croire, dans l'affaire des Irlandais de Vincennes notamment, que le fin justicier des moyens ? Toutes les arrestations importantes — corsees et arméniennes en particulier — n'ont-elles pas été effectuées par les services policiers traditionnels, dans le respect du code de procédure pénale ?

Quant à la justice, comment ne peut-elle pas se sentir mise à l'écart ? Qu'il y ait des contacts avec le groupe Action directe ou le F.L.N.C. n'est pas condamnable en soi. La lutte contre le terrorisme est aussi une affaire politique. Mais, justement, ce ne sont pas des « politiques » qui sont ici mis à contribution par l'Elysée. Il s'agit de gendarmes et de policiers qui — l'aurait-on oublié ? — sont officiers de police judiciaire et, par conséquent, compétents en matière d'enquêtes, d'interrogations et d'administrations non policières, la justice notamment.

Telles sont, au fond, les vraies raisons de l'inflation d'affaires « à l'Elysée ». Tant qu'il n'y aura pas de réponse, le capitaine Barril continuera d'apparaître comme un fusible commode, au nom de la raison d'Etat... E. P.

Un informateur du capitaine Barril raconte...

M. Alexandre Engrand, Alex pour ses amis, se défend comme un beau diable. Inculpé et écroué en juillet pour un hold-up commis à Paris le 10 mars, cet ancien informateur du capitaine Barril, chef par intérim du G.I.G.N., nous livre des détails étonnants sur son rôle dans l'affaire. En résumé, ce hold-up, dans un comptoir d'échange et de vente de pierres et de métaux précieux, aurait été destiné à la fois à rémunérer et à compromettre un informateur de la « mission » élyséenne contre le terrorisme, le chef d'escadron Christian Prouteau. Une histoire romanesque au premier abord, mais qu'Alex rend crédible par de nombreuses précisions. Et qui, si elle est confortée par l'instruction confiée au juge pénal, M. Bruno Laroche, laisserait fort bien la « méthode Barril ».

Alex, selon ses proches, s'est toujours cru un « as » du renseignement. Agé de cinquante-neuf ans, il aime rappeler ses états de service : 1942, agent de renseignement dans l'armée anglaise ; 1945, affecté au deuxième bureau Air ; 1951-1953, l'indochine avec les mêmes fonctions ; puis chef du personnel de divers services, avant de créer, à partir de 1965, ses propres entreprises de surveillance... et de renseignements. « Je m'en suis donné », aime-t-il ajouter. « Nous étions les nuits blanches », affirme le dépliant publicitaire de l'une d'elles, la société Securiton, 65, rue de France à Paris (9^e). Un personnage en clair-obscur, donc, évoluant dans ces zones où se mêlent trafiquants, indésirables et brouteurs divers. C'est ainsi qu'en mars, à l'époque du hold-up et de sa fréquentation du capitaine Barril, il est inculpé pour une affaire de trafic d'uranium, dans laquelle apparaît le docteur Nelly Azarad, cardiologue de l'administration pénitentiaire mêlée un temps à l'affaire de Broglie.

Alex est ainsi, début 1983, un informateur attitré du capitaine Barril qui ne le conteste pas. Plus que ce même, affirme-t-il aux policiers qui l'interrogent : « un collaborateur de son service dans la lutte antiterroriste » ; des « états de service » qui se détaillent dans le dossier d'un informateur privilégié ayant ses entrées à la caserne de Satory où est basé le G.I.G.N. et où réside le capitaine. Il s'agit de celui de rapports sur des trafics d'armes, codés A 1, A 2, etc. Thème récurrent : un dépôt d'armes, de munitions et d'explosifs transféré de Montigny-la-Croix (Val-d'Oise) à Allortville (Val-de-Marne). Il serait situé, assure-t-il, dans la commune arménienne de cette ville dans le méandre de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique. A le croire, ses renseignements sont les meilleurs : « Nous tenons là, la vraie source d'approvisionnement en

armes pour tous les groupuscules anarchistes ». A le croire toujours, la tâche consistait à « épépier » les trafiquants en se présentant comme un acquiescent ou un échangeur d'armes et de matières explosives. Le tout, persiste-t-il, sous les ordres du capitaine.

C'est dans ce cadre que survient le hold-up. M. Hubert Planchet, l'un des intermédiaires de M. Engrand, veut être rémunéré. Pas de caisse noire ? aurait répondu en substance le capitaine Barril. D'où la demande de M. Planchet, en retour, d'une protection à l'occasion d'un « casse » dont l'objectif est une valise contenant pour 500 000 francs de valeurs en or et en pierres. Selon Alex, le contrat était clair : les cinq gendarmes envoyés sur place interviendront et en cas d'arrestation pour arrêter les malfaiteurs. Il était d'ailleurs convenu que ceux-ci ne seraient pas arrêtés et, de fait, ils ne brandiront, ce 10 mars, vers 14 heures, qu'un pistolet d'alame.

Toutefois, l'affaire se dédouble : le service rendu est aussi un piège. Selon Alex toujours, lorsque, quelque temps après, M. Planchet manifeste des réticences à livrer des renseignements, le capitaine lui aurait fait

répondre que, s'il ne continue pas de collaborer, le dossier « constitué », à l'aide de photos durant le hold-up, serait mis en route. Bref, les indications qui n'auraient, selon eux, récupéré que 31 000 francs en bijoux et déchets d'or, sont désormais « tenus ».

Telle est le thème que les trois inculpés, MM. Alexandre Engrand, Hubert Planchet et Christian George ont tout confirmé, sans se contredire sur l'essentiel. A les croire, elle illustrerait doublement la « méthode Barril » durant ses missions élyséennes : pénétrer des trafics d'armes afin d'être renseigné et coïncider, selon un mécanisme policier, somme toute classique, ses informateurs. Quitte à prendre des libertés avec la justice et le code de procédure pénale. Le capitaine Barril et ses collaborateurs contestent formellement ce récit, œuvre selon eux d'un « mythe ».

La capitale reconnaît cependant avoir entendu parler d'un hold-up qu'Engrand prétendait avoir survécu. « Une plaisanterie », a-t-il cru d'abord.

Alex est toujours en prison. La chambre d'accusation de Paris a refusé, le 24 août, sa mise en liberté, en insistant notamment sur ses fréquentations douteuses.

M. Francis Szpiner :

« mon client n'a pas d'états d'âme »

« Le capitaine Barril, dont vous êtes l'avocat, est soupçonné par la justice d'avoir couvert un hold-up destiné à rémunérer un informateur et à compromettre celui-ci. Ces accusations sont-elles fondées ? »

— La question est improprement tournée. Il n'est soupçonné de rien du tout. Il a été entendu par un juge d'instruction et, jusqu'à ce jour, ni le parquet ni le juge n'ont découvert d'éléments susceptibles d'entraîner son inculpation. Non seulement nous rejetons ces accusations, mais je regrette qu'il y ait des gens qui violent le secret de l'instruction. Je constate que Paul Barril est plus souvent victime que d'autres de telles fuites. C'est la preuve qu'il s'agit d'une campagne orchestrée.

— En dehors du hold-up qu'on le soupçonne d'avoir couvert, le capitaine Barril est mêlé à plusieurs affaires délicates. S'agit-il d'initiatives personnelles ou de « missions » qu'il exécutait en accord avec le chef d'escadron Christian Prouteau, conseiller technique à l'Elysée ?

— Je ne peux que répéter ce qui a déjà été dit. Paul Barril a agi sous les ordres et sous le contrôle de sa

hiérarchie. L'enquête de l'inspection générale de la gendarmerie permettra de dissiper tous les doutes à ce sujet. Dans l'affaire Roullan, l'un des leaders d'Action directe, c'est ce dernier qui avait contacté le capitaine Barril. Il s'agissait d'amener Roullan devant son juge. Je ne vois pas où est le scandale.

— Outre M. Prouteau, avec qui le capitaine Barril était-il en rapport à l'Elysée ?

— Il ne m'a pas communiqué son carnet de rendez-vous. J'imagine qu'il a eu affaire à ceux qui sont amenés à s'occuper des questions de terrorisme et de sécurité à l'Elysée.

— Pour qui « roule » Paul Barril ?

— On a dit qu'il était lié à l'extrême droite. Cette campagne est née de son inculpation dans l'affaire du trafic d'armes de Bobigny où étaient impliqués des militants d'extrême droite. Le seul problème, c'est que, sur les seize autres inculpés, Paul Barril n'en connaissait qu'un seul. On a pratiqué un amalgame scandaleux : Paul Barril est un officier de gendarmerie au service du gouvernement de la République et il n'a pas d'états d'âme.

SCIENCES

CULTURE

L'électronique et la micro-informatique au service des handicapés

« Je veux jouer » : une phrase banale que Didier, infirme moteur et privé d'expression orale, peut maintenant « prononcer » grâce à ses mouvements de tête qui, relayés par un micro-ordinateur, inscrivent les mots sur un écran ou les traduisent en un message sonore. Il s'agit là d'une des retombées des progrès récents de l'électronique et de la micro-informatique, telles qu'elles ont été décrites lors d'un récent colloque, à Paris, sur la technologie au service des handicapés.

Les exemples de réalisation concrète ne manquent pas, tel ce système électronique complexe mis au point pour les « orphelins », ces prothèses articulées placées sur des membres défectueux et qui, sur de simples signaux émis par les muscles de l'épaule, impriment des mouvements au bras du patient. Tel encore ce micro-ordinateur et ce logiciel approprié permettant à un voyant de transcrire, pour les aveugles, n'importe quel texte en braille.

Tous les handicapés, qui se comptent en France par millions, ne pourront pas bénéficier immédiatement de ces progrès techniques. L'électronique et la micro-informatique, restent des techniques complexes et coûteuses. Il en va de même de la mécanique indispensable à la réalisation des appareils, et qui n'est pas toujours adaptée aux problèmes à résoudre.

Pour l'aide aux handicapés moteurs, ces techniques sont à l'origine de la réalisation de matériels qui, par une simple pression du doigt, du pied ou de la tête sur un bouton, ou à l'aide de mots prononcés dans un micro, provoquent l'allumage d'une lampe, l'ouverture d'une porte, la mise en marche d'un poste de radio. Elles ont conduit à l'élaboration de dispositifs permettant aux personnes privées d'expression orale d'inscrire des messages en sélectionnant des lettres ou des symboles sur un écran.

Les ingénieurs et thérapeutes qui réalisent de tels appareils suivent tous la même voie : ils utilisent le matériel disponible sur le marché et tentent de l'adapter aux problèmes spécifiques de leurs patients. Simples perfectionnements des systèmes existants, mais qui posent des problèmes techniques parfois complexes.

Ne serait-ce que parce qu'il est nécessaire de rendre ces matériels autonomes pour pouvoir les placer sur les fauteuils roulants. Cela impose des contraintes de poids et de volume, mais nécessite aussi que le micro-ordinateur soit alimenté par une batterie, que les appareils soient protégés contre les intempéries pour être utilisés à l'extérieur, et qu'ils puissent fonctionner de manière fiable vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Le relais de l'industrie

L'adaptation est encore plus complexe lorsqu'elle s'attaque aux systèmes de reconnaissance de la parole, qui transforment un message vocal en un message écrit ou en une action (telle la mise en marche d'un appareil), ou aux deux à la fois. Il faut d'abord s'accommoder (ou améliorer) des microprocesseurs existants, qui sont encore très imparfaits : ils ne « répondent » qu'à un seul locuteur, possèdent un vocabulaire limité à quelques dizaines de mots et, fait plus grave, font encore pas mal d'erreurs de compréhension. Employés par un handicapé, ces systèmes doivent, en outre, pouvoir

fonctionner constamment avec le micro ouvert, sans pour cela mettre simultanément en marche la télévision, le magnétophone et la radio lorsque l'utilisateur converse avec son voisin. En bref, le microprocesseur doit pouvoir éliminer le bruit de fond et ne répondre qu'aux messages qui lui sont adressés.

Ces problèmes techniques pourront être peu à peu surmontés. Certains le sont déjà. Mais à quel coût ? C'est évidemment là que le bât blesse. Oubliés modèles de fauteuils roulants bourrés d'électronique sont actuellement testés dans les hôpitaux et les centres de rééducation, où, malgré leurs imperfections, ils sont appréciés par leurs utilisateurs. Mais il ne s'agit là que de prototypes fabriqués à un, ou, dans les meilleurs des cas, à quatre ou cinq exemplaires. Aussi leurs créateurs sont-ils en quête d'une firme industrielle capable d'assurer leur fabrication à grande échelle et les lourds investissements nécessaires.

Une impasse donc ? Pour en sortir, les électroniciens et les thérapeutes se tournent vers l'Etat et les caisses d'assurance maladie, qui devraient, selon eux, prendre en charge ces appareils compliqués.

ÉLISABETH GORDON.

La médaille d'or du C.N.R.S. à l'astrophysicien Evry Schatzman

La médaille d'or du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) pour 1983 a été attribuée à M. Evry Schatzman, directeur de recherches au C.N.R.S., pour ses travaux en astrophysique. On lui doit d'avoir résolu, dans ce domaine, plusieurs grands problèmes fondamentaux, comme l'explication du débit d'énergie de certaines étoiles explosives en fin de vie que l'on appelle les naines blanches, celle des phénomènes qui régissent des étoiles connues sous le nom de novae, ou encore la mise en évidence de grands nuages de matière interstellaire. C'est à lui aussi que revient le mérite d'avoir découvert le mécanisme du chauffage de la couronne solaire par ondes de choc, d'avoir prédit la présence de mouvements ondulatoires dans l'atmosphère du Soleil et d'avoir

enfin expliqué les anomalies d'abondance de certains éléments chimiques dans le Soleil et le faible flux des neutrinos solaires.

Né le 16 septembre 1920 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), M. Evry Schatzman est ancien élève de l'Ecole normale supérieure. Après avoir obtenu son agrégation de physique (1945), puis son doctorat un an plus tard, il entre comme chargé de recherches au C.N.R.S., où il fera l'essentiel de sa carrière. En 1954, il crée la première chaire d'astrophysique de France à la Sorbonne et à partir de là la plupart de tous les astrophysiciens théoriciens français. A partir de 1960, il se consacre à sa charge de professeur à la faculté des sciences de Paris, puis à l'université de Paris-VII. En 1976, le C.N.R.S. le nomme directeur de recherches. Il travaille alors à l'Observatoire de Meudon, qu'il quitte en 1978 pour rejoindre celui de Nice.

MOSCOU CONFIRME QUE TROIS COSMONAUTES ONT ÉTÉ BLESSÉS PAR L'EXPLOSION D'UNE FUSÉE A BAIKONOUR

Une fusée soviétique porteuse d'un vaisseau spatial, à bord duquel trois cosmonautes avaient pris place, a explosé voilà une quinzaine de jours sur le pas de tir de Baïkonour (Asie centrale). L'information, rendue publique le 1^{er} octobre par la presse américaine, vient d'être confirmée à Moscou par des personnalités proches des milieux aéronautiques soviétiques. Selon eux, les trois cosmonautes, dont une femme, qui se trouvaient à bord du vaisseau Soyuz installé au sommet de la fusée, ont été blessés. Bien qu'aucune information supplémentaire n'ait été fournie, il y a tout lieu de penser que leurs blessures sont la conséquence du formidable choc que leur a causé la mise à feu de la fusée de sauvetage montée sur le lance-Soyuz.

Les fusées utilisées pour l'envoi dans l'espace d'équipages humains sont toutes équipées - les Saturne américains l'étaient, mais pas la navette - d'une petite fusée très puissante destinée à arracher le vaisseau spatial en cas de danger. Au cours de cette opération, le nombre de « g » - bien connu des pilotes de chasse lorsqu'ils amorcent des virages serrés ou effectuent une ressource brutale - auxquels sont soumis les cosmonautes, du fait de l'accélération violente fournie par la fusée de sauvetage, est, pendant un court instant, très élevé et peut ainsi induire des blessures superficielles sur les hommes d'équipage.

Une nouvelle sonde automatique soviétique mise en orbite. - Venera-15 s'est mise, lundi 10 octobre, en orbite autour de la planète Vénus. Cette sonde, lancée le 2 juin, devait, tout comme sa « sœur jumelle » Venera-16 attendue prochainement dans la banlieue de l'étoile du Berger, permettre de continuer l'étude de cette planète où règnent, au sol, des conditions de pression (90 atmosphères) et de température (450 degrés, soit une température supérieure à celle du zinc fondu) peu propices au bon fonctionnement des instruments portés par les engins planétaires.

MM. Jacques Derrida et Jean-Pierre Faye responsables provisoires du Collège international de philosophie

Le Collège international de philosophie, inauguré lundi 10 octobre à Paris, a réuni, le même jour ses deux instances provisoires. M. Jacques Derrida a été élu à l'unanimité directeur du « collège provisoire » dont le bureau est aussi composé de Mme Christine Buci-Glucksmann, MM. Dominique Lecourt, Jean-Claude Milner et Patrice Vermeren. Les autres membres du « collège provisoire » sont : Mme Françoise Carasso, M. François Châtelet, Mme Elisabeth de Fontenay, le Père Pierre-Jean Labarrière (jésuite), M. Jean-François Lyotard, MMmes Marie-Louise Mallet, Francine Markovits, MM. Jean-Luc Nancy et Jacques Roubaud.

La deuxième instance est le « haut conseil de réflexion ». Son secrétaire général est M. Jean-Pierre Faye. Ses membres sont : M. Jean-Paul Aron, Mme Anne Baudart, MM. Michel Butor, Jean-Pierre Changeux, Jean-Pierre Cotten, Pierre-Gilles de Gennes, Christian Descombes, Alain Etcheberry, Jean-Claude Gardin, Maurice Godélier, Félix Guattari, Christian Houzel, Pierre Jacob, Emmanuel Levinas, Jean-Claude Pecker, Mme Mitsou Ronat, Pierre Soullages, Mme Isabelle Stengers, MM. Jean-Pierre Vernant, Heinz Wismann et Iannis Xenakis, ainsi que MM. Jean-Pierre Colin (ministère de la culture), Joseph Goy (ministère de l'éducation nationale), Roger Brunet (ministère de l'industrie et de la recherche).

RECTIFICATIF. - Des passages de l'article publié dans le Monde du 12 octobre sous le titre « Les obligations de service des universitaires sont assouplies » ont été rendus incompréhensibles. Nous aurions dû imprimer : « M. Poyan précise d'emblée : on ne pourra pas imposer à un professeur des enseignements sous forme de travaux dirigés ou de travaux pratiques... Selon le directeur général, le texte simplifie et clarifie les obligations de service des enseignants. »

Pierre Usselman (ministère des relations extérieures). La liste des personnalités étrangères que le « haut conseil de réflexion » souhaite coopérer n'a pu être arrêtée au cours de cette première réunion.

Les animateurs du Collège international de philosophie confirment leur intention de mettre en place et de lancer les premiers travaux prévus pour la fin de l'année 1983, et d'abandonner ensuite, d'ici dix-huit mois, leurs responsabilités.

FAITS DIVERS

SUICIDE

Malgré la situation modeste de sa mère, venue, qui gagne sa vie en faisant des ménages, il ne manquait apparemment de rien. Dans un lycée d'enseignement professionnel du Bas-Rhin, ses professeurs le tenaient pour un excellent élève. Samedi 8 octobre, il a volé chez un commerçant de la petite ville où vit sa famille, l'outillage qu'il avait dissimulé dans un pain vidé de sa mie. Il était passionné de bricolage. Le montant du vol a été estimé à moins de 250 francs.

Faisant valoir que ce n'était pas la première fois que le voleur agissait de la sorte à ses dépens, le commerçant volé a refusé un accord à l'amiable avec la mère, qui était prête à le rembourser. Les gendarmes sont intervenus. Ils l'ont interrogé, ont fouillé sa chambre et s'en sont allés. Alors, il a fermé sa porte et s'est tiré d'une balle de 22 long rifle. Il avait quinze ans et demi.

Incendie de forêt près de Saint-Tropez. - Plus de 100 ha de pins et de chênes ont brûlé dans la nuit du 11 au 12 octobre à Gassin (Var), près de Saint-Tropez. Le feu, allumé par un violent mistral, s'est approché des plages de Pampelonne. Les pompiers ont réussi à préserver des flammes toutes les villas du secteur menacé.

RATP. VIVE LA VILLE.



Pour faire la ville avec vous.

La RATP, c'est votre ville en couleurs. Un ticket jaune et marron aussi célèbre que la Tour Eiffel, une carte orange déjà fameuse, un coupon jaune hebdomadaire tout nouveau.

1.000 nouvelles voitures bleu blanc rouge pour rouler RER. Et, cette année, encore, 360 nouveaux bus blanc et vert pour donner bonne mine à la ville. Des stations de métro jaune, rouge, bleu ou orange pour voir la ville en rose.

Chaque jour, la RATP travaille à rendre la ville plus facile, plus proche, plus agréable. Chaque année, chaque mois, elle améliore ce qui existe. Elle réalise ce que vous attendez. Elle imagine la ville de demain. En pensant d'abord à vous.

Pour la RATP, les transports urbains c'est aussi une question de rapports humains.

CARNET

Naissances

- Daniel et Lynda ALTMANN, avec Tirsac, ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Isaac,

le 2 octobre 1983,
12, rue Elzévir,
75003 Paris.

- HENRI BONGIOVANNI et Alain DACHEUX ont la joie d'annoncer la naissance de

Aurélien,

le 15 septembre, à Hyères.

3, rue Saint-Paul,

83400 Hyères.

- Le comte et la comtesse de FONT-MICHEL, Antoine-Marie, Alexandre, Philippe-Emanuel, ont la joie d'annoncer la naissance de

Maximilien,

le 26 août 1983.

18, rue Amiral-de-Grasse,
06130 Grasse.

Décès

MAX FLÉCHET

- Chazelles-sur-Lyon (42), Succieu (38), Feurs (42), Saint-Foy-lès-Lyon (69), La Mulotière (69).
On nous prie d'annoncer le décès de

M. Max FLÉCHET, officier de la légion d'honneur, ordre national du mérite, ancien maire, ancien sénateur, ancien conseiller général, ancien secrétaire d'Etat, ancien président

des conseillers du commerce extérieur,

survenu le 11 octobre 1983, dans sa

quatre-vingt-troisième année.

De la part de M^{me} Max Fléchet,

M. et M^{me} Bernard Fléchet,

leur fils Valérie,

M^{me} Colette Fléchet,

ses enfants Véronique et Olivier

Delorme,

M. et M^{me} Robert Fléchet,

leur fils Bruno-Philippe et sa fiancée

Sylvie Poncet,

leurs fils Régis, Jean-François,

M. et M^{me} Xavier Robert,

leurs filles Anne et Aude,

M^{me} Jocette Caillot

et ses enfants,

M. Georges Fléchet

et ses enfants,

M. et M^{me} René Fléchet

et leurs filles.

Les familles Fléchet, Batayron, Blanchard, Bouillat, France, Joubert, Mantelin, Chomienne.

La cérémonie religieuse aura lieu le

vendredi 14 octobre, à 15 heures, en

l'église de Chazelles-sur-Lyon.

Inhumation dans l'intimité familiale.

Condolances sur registres. Pas de

fleurs.

[Né le 10 mai 1901 à Chazelles-sur-Lyon

(Lyon), commune dont il avait été le maire de

1922 à 1946 puis de 1947 aux élections municipales

de 1959, où, mis en ballottage, il s'était

retiré après le premier tour. Max Fléchet était

industriel chimiste. Il avait présidé, de 1932 à

1970, l'Union des fabricants de chapeaux de

fourrure, laire et poil de France.

Elu sénateur indépendant de la Loire en

1948, réélu en 1959, il avait été désigné en juil-

let 1958 pour exercer les fonctions nouvelles

créées de haut commissaire à l'économie

nationale et au commerce extérieur. Nommé

secrétaire d'Etat aux affaires économiques en

janvier 1959 dans le cabinet Debré puis en

novembre de la même année, secrétaire d'Etat

aux affaires économiques antérieures dans le

même cabinet. Max Fléchet avait manifesté sa

solidarité avec son ministre de tutelle, du au

même engagement et son M. Antoine Pinay en

donnant sa démission lorsque l'ancien président

du conseil avait quitté le ministère des finances

en janvier 1960.

Réélu député à la faveur d'une élection

partielle en février 1963, battu lors du renouvel-

lement sénatorial de septembre 1965, il avait

représenté le canton de Chazelles-sur-Lyon à

l'Assemblée départementale de 1952 à 1967,

dans à laquelle il n'avait pas sollicité le renouvel-

lement de son mandat. Ancien vice-président du

Centre national du commerce extérieur, il avait

présidé de 1967 à 1969 le chambre de com-

merce franco-soviétique.]

JEAN LEBRAU

- Le poète

Jean LEBRAU, Grand Prix de poésie de l'Académie française en 1968,

est décédé mardi à Moux (Aude), petit village près de Carcassonne, où il avait passé pratiquement toute sa vie.

[Né en 1891, Jean Lebrau est l'auteur de nombreux recueils de poésies inspirés par la terre et le vie des champs : « La Voie de la Vie » (1913), « Le Cyprès et la Cabane » (1922), « Le Ciel sur la garigue » (1924), « Témoignage » (1925), « Le Rumeur des pays » (1928), « Couleurs de vignes et d'oliviers » (1929), « Quand la grappe mûrit » (1931), « D'une amère fièvre » (1938), « La Marche nuptiale », « Le Feu des sarments » (poésies de poètes de l'Académie française en 1968), « Danconnes ».]

- M^{me} Paul Anglès d'Aurillac, M. et M^{me} Bernard Anglès d'Aurillac et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-Michel Chonard, leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} François Anglès d'Aurillac et leurs enfants,

M^{me} Jean Anglès d'Aurillac,

ses enfants et petits-enfants,

M. Henri Anglès d'Aurillac,

leurs enfants et petits-enfants,

M. le chanoine Anglès d'Aurillac,

M. Pierre Anglès d'Aurillac,

M. et M^{me} Courcnet,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Robert Anglès d'Aurillac,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Rosier,

Les familles Florence, Derivière,

de Villepin, Gambiez,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul ANGLÈS d'AURILAC,

de l'Ecole polytechnique,

rappelé à Dieu dans sa soixante-

dix-neuvième année, le 6 octobre 1983.

La cérémonie religieuse a eu lieu

dans l'intimité familiale, le 8 octobre

1983, en la collégiale Saint-André de

Grenoble.

VENTE A FONTAINEBLEAU

QUARTIER HENRI IV

DIMANCHE 16 OCTOBRE

à 14 h 30

AUTOMOBILES

DE COLLECTION

M. OSENIAT

commissaire priseur

5, rue Royale

77300 FONTAINEBLEAU

Tél. : (6) 422-27-62.

- Le conseil d'administration de la Caisse d'allocation familiale de la région parisienne,

La direction générale, Ses collègues et collaborateurs, L'ensemble du personnel,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Yves BAUMANN,

directeur de l'unité de gestion de la 9^e circonscription administrative à Rosny-sous-Bois,

survenu le 9 octobre 1983, dans sa cinquante-sixième année, des suites d'une longue maladie.

La levée du corps aura lieu le jeudi 13 octobre 1983, à 10 heures, à l'hôpital Rothschild, 15, rue Santeur, 75012 Paris.

Les obsèques se dérouleront le même jour, à 14 heures, à Guerehy (Yonne).

Le présent avis tient lieu de faire-

part.

9, rue Saint-Charles,

75730 Paris Cedex 15.

- M. Pierre Bellan,

M. et M^{me} Jean-Claude Bellan

et leurs enfants,

M. et M^{me} Jacques Pages

et leurs enfants,

M. et M^{me} Michel Clerc

et leurs enfants,

Les familles Lavigne, Girard,

Dojotte, Lacaze et Guilleminet

Et ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BELLAN,

chevalier de l'Ordre national du Mérite,

assureur conseil,

président de chambre honoraire

au tribunal de commerce

de la Seine,

survenu le 10 octobre 1983, à Paris,

dans sa soixante-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le jeudi 13 octobre 1983, à 11 heures, en

l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly,

158, avenue Charles-de-Gaulle.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité

au cimetière de Saint-Breuil (Haute-

Garonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, boulevard Richard-Wallace,

92200 Neuilly,

120, avenue des Champs-Élysées,

75008 Paris.

- M. Marcel Bontemps,

ses enfants et petits-enfants,

Les familles Illovici, Bretin, Trenel et

Bontemps,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcel BONTEMPS

née Milette Illovici,

survenue à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques, célébrées dans l'inti-

mité familiale, ont eu lieu à Perthes-

en-Gâtinais.

Le Monceau, 77930 Perthes-

en-Gâtinais.

Nos abonnés, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions du

"Carnet du Monde", sont priés

de joindre à leur envoi de texte

une des dernières bandes pour

justifier de cette qualité.

- Bourges. Le docteur et M^{me} Pierre Desserin, ses enfants,

Florence, Henri-Michel et Karis,

ses petits-enfants,

M^{me} Pierre Rappenne,

sa sœur,

Nicole et Ado Pradinaud,

ses filles,

Françoise et Olivier Pradinaud,

Et toute la famille,

ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Henri DESSERIN

née Rose Aubert,

déportée à Ravensbrück

et Bergen-Belsen,

directrice d'école honoraire,

chevalier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

médaille de la Résistance,

croix du combattant volontaire

de la Résistance,

officier des Palmes académiques,

médaille d'argent

de l'Instruction publique.

Selon son vœu, elle a été inhumée à

Bourges, le samedi 8 octobre, entourée

de sa proche famille et de ses camarades

déportés, résistants.

Soul le triangle rouge recouvrait son

cercueil.

Nous unissons au sien le souvenir de

son mari, martyr de Mauthausen.

Bourges, 16, rue Buffon,

94 bis, rue Barbès.

- M^{me} Hubert Foulon,

M. et M^{me} Michèle Barrière

et ses enfants,

M. et M^{me} Olivier Foulon

et leurs enfants,

M. et M^{me} Emmanuel Cossic

et leurs enfants,

M. et M^{me} Bernard Foulon

et leurs enfants,

M. et M^{me} Philippe Droit

et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Hubert FOULON,

président-directeur général

de la société.

Les obsèques ont lieu ce jour dans

l'intimité en l'église de Saint-Centre

(Mayenne).

Une messe sera célébrée en l'église

Saint-Pierre du Gros-Caillois, 92, rue

Saint-Dominique à Paris-7^e, le vendredi

14 octobre, à 17 heures.

- Le président,

Les membres du comité de direction

du Groupement des exploitants de

wagons-réservoirs et des containers-

citernes,

ont le regret de faire part du décès, le

10 octobre 1983, de

M. Hubert FOULON,

vice-président du G.E.W.R.

Les obsèques ont lieu ce jour, dans

l'intimité, en l'église de Saint-Centre

(Mayenne).

Une messe sera célébrée en l'église

Saint-Pierre du Gros-Caillois, 92, rue

Saint-Dominique à Paris-7^e, le vendredi

14 octobre, à 17 heures.

- Le président,

Les membres du comité de direction

du Groupement professionnel des Entre-

prises de location de wagons industriels

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

John Huston, au-dessous du volcan

Légendes d'un tournage

LA grosse voiture noire plom-
bée continue de glisser dans
les rues, un sombrero en
dents de miroirs accroché au pare-
brise fait ricocher les feux :
« Une Chrysler, vous aimez ? » Le
chauffeur, Carlos della Torre, un
homme d'une soixantaine d'années
et d'une grande élégance, tient
d'une main son volant et de l'autre
une lampe-torche avec laquelle il
éclaire le tableau de bord : il véri-
fie sa vitesse pour la limitation à
90. D'ordinaire, Carlos della
Torre est « touriste-guide », à
Mexico. Mais là il a été engagé
par la compagnie mexicaine qui
produit, avec les Américains, *Au-
dessous du volcan*. Il aime le chan-
gement : une fois les touristes, une
fois les vedettes.

« Alors, comment ça se passe ce
tournage ?
— Formidable, tout le monde
contient, une semaine d'avance sur
le plan de travail, beaucoup d'ar-
gent gagné. Non, les films réalisés
au Mexique ne sont généralement
pas très bons. En ce moment, Dino
de Laurentiis y tourne *Dum*, le
bruit court que le film coûte
50 millions de dollars, et qu'il
sera mauvais. »

La Chrysler s'est arrêtée devant
un porche de bois sculpté, « une

vraie forteresse », dit Carlos della
Torre, qui sort sonner deux coups
de cloche. Aussitôt des servantes
mexicaines en tabliers ouvrent le
portail dans les phares, un chien
noir grogote. « Je n'aime pas ce
chien », dit Carlos della Torre, il
ressemble au diable. » Caramba !
qui lui a soufflé ces mots du livre
qu'il n'a jamais lu ?

Vingt camions, aux étagères
« Bajo el volcán », comme une co-
lonie de village, attendent dans les
allées d'une ancienne hacienda cou-
pée en morceaux dont l'un a été
transformé en hôtel de luxe : ser-
pents à plumes émergent de l'eau
turquoise d'une piscine. On doit
tourner la scène de la corrida, qui
a été accolée, pour des raisons
d'économie de déplacement, à la
scène du restaurant, que le livre
dissociait. L'arche a été construite
il y a trente ans par Gunther
Gerzso, le décorateur, pour un au-
tre film. Avec le temps, cette
fausse arche est devenue une vraie
arche, alors on la réutilise. Les
choses sont comme ça au Mexi-
que : le cinéma américain apporte
pour décorer une église une fausse
Vierge plus luxueuse que les
Hollywood, les Indigènes se met-
tent à la vénération.

graphie, même avec l'appareil si-
lencieux.

Il ne dit presque rien, mais il
fait déplacer de quelques millimè-
tres la fourche de diable d'un des
figurants pour que le symbole,
serait-il éternel dans l'image, ne
soit pas trop flagrant. Il ne dit
presque rien, mais il n'a pas peur
de tout faire changer au dernier
moment : Hugh, joué par Anthony
Andrews, doit chanter une ro-
manche de la guerre civile en s'ac-
compagnant lui-même avec une
guitare, il ne sait pas en jouer,
mais le play-back est prêt, depuis
des mois, l'ingénieur du son l'en-
voit, Huston écoute, il est le seul à
trouver que ça ne colle pas sur ce
plateau. Il fait réenregistrer la
chanson à chaud, avec les bruits
environnants, puis la traite ensuite
en play-back.

il doit avoir peur du taureau. »
Mais le taureau a peur des capes
rouges. Huston redessine entière-
ment, sur le pouce, les entrées pos-
sibles du taureau, et les flèches qui
indiquent la façon de l'esquiver.
Tout à l'heure on construira une
cabane au milieu de l'arène et l'un
plantera une caméra par-dessus,
une autre à l'intérieur. L'acteur
voudra faire le malin et se fera frô-
ler par la corne : Huston exige aus-
sistôt que tout soit démonté. La
cape rouge de Méphisto va devenir
l'appât du taureau, pour l'instant elle
est pliée sur le sable comme une
pyramide.

John Huston ne s'intéresse pas à
la technique, il ne parle pas en
termes abstraits de lumière, mais il
sait comment une scène doit être
menée, quels angles et quelle dis-

et le peignoir en satin de l'inter-
mède de charme : une robe de soie
légère à l'imprimé mauve, copie
d'une de ses robes 1930, des bas à
coudre filés et de vilaines babou-
ches plates. « Je laisse voter mes
pensées à l'improviste », explique-
telle, et je trouve des personnages
et des caractères à travers l'époque
où je vis. On m'a dit avant de par-
tir que Cuernavaca avait un climat
humide, j'ai les cheveux frisés, je
ne peux pas les garder droits dans
un tel endroit, je ne voulais pas
les couper et je ne voulais pas non
plus de problème d'esthétique. Ce
n'est pas l'extérieur de cette
femme qui compte, mais sa vulné-
rabilité, comme un papillon à l'in-
térieur d'elle. Il faut pouvoir au-
blier ses vêtements pour que la
peau et le chair sortent.

« On essaye sans cesse de se
toucher, Albert et moi, difficile-
ment, il ne faut pas exploser : par-
fais, j'ai envie de secouer Yvonne,
de la sortir de sa passivité, mais
je suis obligée de la maintenir, si-
non tout casse. »

Retour de week-end après la fête
de l'Indépendance. On ne compte
plus les morts pour cause de joie.
Tout le monde est allé à Mexico
City. Tom Shaw est resté tout le
week-end dans une chambre d'hô-
tel à regarder les émissions de foot-
ball à la télévision : mal du pays.
Le décorateur, Gunther Gerzso,
qui continue d'arranger dans les
montagnes le farolito - la petite
lanterne, - ce bar sous le volcan,
au bord d'un ravin, où le conseil se
fait tuer, s'arrache les cheveux :
« Treize pages du scénario tour-
nées en quatre jours, je n'ai ja-

mais vu ça. » Le farolito n'est pas
prêt. Tom Shaw a décidé de tour-
ner un gros plan de raccord de
Jacqueline Bisset dans l'autocar, le
matin, et l'après-midi d'attendre le
« magic hour ». (L'entre chien et
loup) pour retourner cette scène de
cimetière interrompue chronologi-
quement par le déluge.

On tourne sur la route de Te-
patzlan, un vieil autocar hors
d'usage a été réquisitionné, un
jeune garçon trise sur le garde le co-
val blanc au chiffre 7 gravé sur le
flanc qui piétinera Yvonne dans la
forêt. Jacqueline Bisset se fait pou-
drier les mains, elle lit en livre de
poche les Mémoires de Huston.
Carlos della Torre, le chauffeur,
désigne une montagne en disant
que les riches, pendant la révolu-
tion, y ont caché leur or. Un autre
chauffeur montre un dessin de vol-
can qu'il avait fait et mis sous son
pare-brise : la pluie l'a détrempé et
il est maintenant bien plus joli, il
fait un nouveau dessin et le trempe
dans une mare. Un marchand de
glaces, sorti de nulle part, arrive
avec sa brochette d'imitation,
son klaxon et ses cornets de coco.
Le journaliste allemand fume un
joint et, en regardant les canyons,
rêve d'un nouveau sofa. Un Mexi-
cain dit avec fierté que sa fille
s'appelle America. Un petit garçon
porte un tee-shirt sur lequel il est
écrit : « statistiques vitales ». On
remonte le car à la manivelle, et
tout le monde s'y embarque. Le
maquilleur de Jacqueline Bisset se
rattache sous son siège d'habi-
tude, il trône fièrement dans un
amphithéâtre ; à l'université, il est
professeur de maquillage.

Une poche assez grande pour y mettre un livre

Il est 9 heures du matin, les co-
stumiers dorment déjà sous les ca-
mions. L'eau purifiée pour le café
brûle au soleil dans ses bonbonnes
de verre. La caméra est plantée
sous un lanier gigantesque, qui
menace les robes des figurants de
petites graines juteuses. Une jour-
naliste se tourne vers le scénariste
et lui demande si Huston bat en-
core les femmes. « Je ne sais pas,
dit-il, mais il m'a avoué qu'il a
mangé de la chair humaine en Ou-
ganda pendant les repérages
d'African Queen, sans le savoir,
bien sûr. »

Des bruits divers courent sur
Huston : qu'il vit à Puerto-
Valarta, au bord de l'océan Pacifi-
que, dans une maison qui est
comme un désert, avec des cobras,
des singes, des chiens, qu'il re-
fuit Melville, qu'il vit avec une
jeune Mexicaine de seize ans,
et un enfant trouvé dans une pon-
nelle. Eve Arnold, photographe de
Magnum envoyée par Stern, et qui
le connaît depuis vingt ans, se sou-
vient du temps où il vivait en Ir-
lande, dans une maison luxueuse
avec des salles de bain qui avaient
chacune leur cheminée.

Elle se souvient de ces feux que
les femmes de chambre attisaient
dans des poches à l'extérieur de la
maison. « Maintenant, dit Eve
Arnold, sa façon de travailler est
plus fluide, plus libre ; même s'il
lui arrive encore de dessiner une
scène, il ne suit plus son dessin. »

Son fauteuil pliable de géant
l'attend, avec ses jambes croisées
de sauterelle, et un petit escabeau
à deux marches qui lui permet-
trent d'y grimper, une fois qu'il aura
posé son grand tronc décharné
pour mettre son œil dans le viseur.
Les assurances américaines font
grimper leur prix : son âge et
sur son souffle court. Mais il n'a
peut-être jamais été si précis, si
vif, si concentré. Simplement il
s'économise, il arrive au dernier
moment, quand tout est en place,
sur une petite voiture blanche élec-
trique, avec sa famille, et sa secré-
taire.

Il est toujours entouré de sa fa-
mille, on raconte qu'il a une cin-
quantaine d'enfants à travers le
monde, et il y en a toujours deux
ou trois près de lui. Une de ses

filles, Allegra, fait de la figuration
avec son petit ami, Guy, étudiant
en géographie. Son autre fille, An-
gelica, est arrivée, avec Jack Ni-
cholson, et son départ lui donnera
plus de sonnet qu'une interview.
bien sûr, mais même qu'un plan de
chien-loup qu'on doit retourner à
cause des pluies : il se fera bien un
jour ou l'autre, il fait confiance en
ses collaborateurs, il a les meil-
leurs. Le jour de son poker, le di-
manche, ils viennent lui rendre vi-
site dans sa villa les uns après les
autres : la costumière lui montre
ses aquarelles, car chaque perso-
nage, même le dernier des figu-
rants, est dessiné ; le décorateur
des photos du prochain plateau en
construction ; le producteur des po-
laroids des nouveaux figurants ;
l'assistant lui propose une solution
de remplacement pour les pro-
chains jours du tournage, qui est
sans arrêt en avance ; le scénariste
lui propose des dialogues de rem-
placement ; il dit oui à tout.

Il ne parle presque pas aux ac-
teurs, ou s'il leur parle, raconte
Jacqueline Bisset, « c'est plutôt de
la politique au Mexique, de Cortés,
de la civilisation Moja, ou de la
différence entre un sombrero du
Sud et du Nord ». Le jeu d'Albert
Finney est si précis, si infatigable,
qu'il a rarement besoin de faire
une deuxième prise, il dit « excel-
lent, beautiful ». Il dit aux ac-
teurs : « Vous pouvez faire ce que
vous voulez. » On répète une fois
la scène, Gabriel Figueroa, le di-
recteur de la photo, du bout des
mains, suit les mouvements des ac-
teurs pour les décrire à son ca-
dre. Il dit : « Lumière, composition,
niveau, perspectives, regardez tout ça le fait, séparez
chaque élément et les remettre en-
semble, voilà le moment du plus
grand plaisir. »

Et puis Tom Shaw, qui accom-
pagne Huston depuis trente ans,
depuis *The Unforgiven*, déboule et
burle. C'est sa propre voix de ton-
nerre, lui-même n'a recours qu'aux
échouements et à la douceur.
Tom Shaw était sergent dans la
marine américaine et dit qu'il fait
le même métier au cinéma. Les
projecteurs des vieux métrés : Estro-
dios San Angel, ils ont vu John
Ford. L'ingénieur du son dit qu'il
entend un train, un oiseau arrogant
lèche une fiente, le collier de per-
les de Jacqueline Bisset se rompt à son cou. Puis Tom Shaw
hurle de nouveau silence, les ac-
teurs jouent. John Huston se tend
dans son fauteuil et croise ses
mains, il les presse, les tord ; pen-
ché sur l'écran vidéo il est seul
avec les personnages, seul avec le
film en train de se faire, il chu-
chote leur dialogue en même
temps qu'eux, son visage s'éclaircit
en même temps que celui de l'ac-
trice, il dit je l'aime quand ses lè-
vres à elle s'ouvrent pour le dire. A
ce moment, il interdit tous photo-

« Il a travaillé six mois sur le
scénario, explique Wieland Schulz
Keil, producteur, il cherchait tou-
jours une argumentation inné-
dite qui permette ensuite de ra-
conter des choses plus irréfutables. Il
o fait rajouter au dialogue à
Yvonne pour expliquer comment
celui-ci était arrivé. De même, il
cherchait un signe qui permette à
Hugh de se lever sans raison ap-
parente de la table de restaurant
pour sauter dans l'arène : il a
pensé que ce serait le démarrage
de l'orchestre qui le dégraderait de
sa chaise. »

John Huston dit : « Laissez le
taureau tranquille, le torero ne
doit pas avoir l'air professionnel.

tance sont nécessaires. Si le plan
d'ouverture d'une séquence est
adéquat, dit-il, le reste suit, natu-
rellement, il y a une sorte de
grammaire. Les langues prises
sont nécessaires pour capter l'at-
mosphère. Chaque moment est
crucial dans un film, en particu-
lier dans celui-ci où tout doit être
immédiat, sans exposition. Toutes
les scènes se vivent au présent et
dans le cadre de la mort, comme
celles prises par elle. Mais il n'y a
pas de mélancolie, pas de morbi-
dité. Ce qui arrive au conseil, qui
est encore en vie, devrait engendrer
une excitation. Un personnage pris
dans le cadre de la mort devient
beaucoup plus vivant que nous
sont. »

Comme un papillon à l'intérieur d'elle

« Tout est démontré à travers le
personnage du consul, et je n'es-
saye pas d'expliquer pourquoi il
est alcoolique, il n'y a pas de ré-
ponse. La seule réponse serait
qu'il est un héros, et un héros a
des attributs divins. Dieu n'est pas
mort, il s'en est simplement allé. »

Un panama sur la tête, la cravate
défaite et nouée en ceinture,
Albert Finney ne joue pas l'alcoo-
lisme, il n'a pas besoin d'aller re-
server des ivrognes dans les « can-
tinas », il ressent avant de montrer
et il ajuste ses effets pour donner
une progression au personnage.
S'agit-il d'une dégradation ou
d'une élévation ? Comme Hamlet
— son plus grand rôle — veut « sa-
sir la conscience du roi », il joue
un consul qui veut saisir sa propre
conscience. Il dit lutter contre ses
possibilités, contre son savoir-faire,
pour toucher ce lui-même des
choses qui le surprennent. En ca-
chottant il délaie le scénario, re-
tourne au livre pour y puiser les
choses menues et rares, indicibles,

intraduisibles. Comme le *Valcan*,
en fait, n'est pas un livre sur l'al-
coolisme, mais se fait d'une écriture
qui prend sur elle-même et en
elle-même l'ivresse, c'est à lui de
prendre en charge l'ivresse de l'écriture.
A lui et à la caméra,
que Huston a voulu libre, tan-
guante, toujours un peu flottante
lorsqu'elle suit le consul dans ses
pérégrinations. Dévalées par un
premier bout-à-bout, les alterna-
nces entre les morceaux filmés
sur Steadicam, cette caméra mobile
articulée au corps d'un opérateur-
marcheur, et les plans fixes suivent
dans le récit les alternances d'éga-
rement et de repos, de pertes de soi
et de retour à soi.

Pour jouer le rôle d'Yvonne, Ja-
queline Bisset s'est métamorphosée,
elle a brisé son physique cool de
cheveux flous et de démarche sou-
ple sur baskets, elle a brimé et
tassé ses cheveux, frisés, raidés
ment et tirés en arrière en chignon
pour composer une silhouette rete-
nue, et douce, amoureuse, sur le
qu-ville. Un seul costume de bout
en bout avec le tailleur de l'arrivée



Gravure sur bois.

Un château de dynamite qui a soudain explosé

Ce qui est merveilleux sur un
tournage américain, c'est l'énor-
mité et la spécialisation du
« staff ». Il s'élargit à des postes
que sans doute on ne penserait pas
à pourvoir en Europe : une mas-
seuse attachée au tournage, par
exemple, et qui résout tous les cas
de soulagement, ainsi qu'un méde-
cin avec une valise pleine d'anti-
biotiques... Si l'on doit tourner une
scène dans un cimetière, et alors
qu'il doit y avoir des milliers de ci-
metières au Mexique, on en
construit un faux plus vrai que
vrai. Même les inscriptions sur les
tombes, qu'on ne pourra jamais lire
sur l'écran, sont raisonnables, elles
ont été recopiées scrupuleusement
sur d'autres tombes. Le problème,
c'est qu'au moment du tournage on
entend une vieille femme dans
l'église et qu'en voyant le cercueil
le redoutable Tom Shaw houspille
la famille éplorée : « Qu'en est-ce
vous faites avec ce cercueil, ce
n'est pas prévu dans la prise,
posez-moi ça tout de suite. » Les
morts vont protester, dit Gunther
Gerzso, ils n'aiment pas le ci-
néma. »

Pour le farolito, il fallait trouver
des prostituées, mais, en même
temps, il ne fallait pas que ça fasse
trop scène de genre à la Fellini.
On montre à Huston les photos des
actrices mexicaines qui, depuis
trente ans, sont habituées à jouer
les putes dans les films américains
tournés au Mexique. Huston dit :
« Trouvez-m'en des vraies. » Le
producteur, avec le décorateur, va
visiter les bordels de Mexico : pas
de chance, un décret du gouverne-
ment les a fait fermer il y a neuf
mois, ils sont barricadés. Construits
dans d'anciens palais du dix-
septième siècle, ils comportaient un
patio à ciel ouvert où se tenait un
petit orchestre, un couloir avec les
chambres de chaque côté et tout
au bout un autel avec des cierges
et la statue de la Vierge de la Soli-
tude. Ils ont été remplacés par des
« dance-hall » à l'américaine : le
plus grand, le Bombay, se trouve
derrière la place Garibaldi, non
loin du Teatro Colonial où comme
à Paris de jeunes travailleurs se
hissent dans le pinceau de lumière
pour déshabiller les strip-teaseuses.

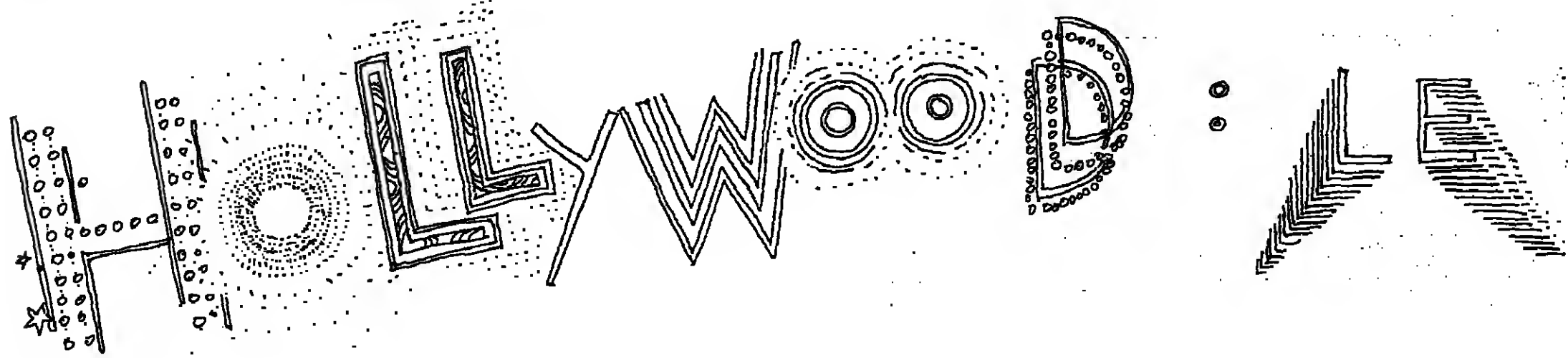
Le patron du Bombay se fait ap-
peler « Mala facia » — face de
mâle — et se présente comme *omni-
uomo-artistico*. Petit homme mous-
taachu entouré de sa femme et de
ses cent cinquante filles alignées en
habit de travail, maillots de bain et

jupette, autour d'un immense plan-
cher lumineux, ou un orchestre en
nœuble surplombe les danseurs. Il
a fallu convaincre les filles de tour-
ner dans le film, elles ne connais-
saient pas Huston, elles craignaient
qu'il soit un réalisateur de films
porcons. Et puis elles se sont souve-
nues que ce nom, Huston, avait
réalisé pour la télévision un por-
trait du président, et elles se sont
déclarées sœurs de travailler pour
« el-amigo del-nuestro-presidente ».

Elles ont réclamé de l'argent
pour des shampoings, pour de
nouveaux sous-vêtements et pour la
garde de leurs enfants. Mala facia,
lui, a réclamé un pourcentage sur
leurs cachets. Mais où loger toutes
ces dames ? Pas question du Ra-
quet Club, où résident les comé-
diens, la clientèle *jet-set* serait hor-
rifiée. Pas question non plus de les
loger dans l'hôtel des techniciens,
qui doivent être frais à 7 heures du
matin. On trouve l'hôtel Mirador,
et le jour dit ces dames, comme on
les appelle déjà sur le plateau, dé-
barquent dans leurs costumes de
dimanche. Un travesti-vedette ar-
rive en même temps avec sa
femme, ses enfants, ses trois voi-
tures et six gardes du corps. Le
chauffeur de Huston, ancien
boxeur qui ne boxe plus depuis
qu'il a assisté sur un ring à un
meurtre déguisé, a joué le petit
rôle du serveur de restaurant et a
trouvé son costume si épatant qu'il
ne veut plus le quitter. Ces his-
toires ressemblent tellement aux
films de Huston...

La veille du premier jour de
tournage, on a fêté ses soixante-
dix-sept ans : des pyrotechniciens
indiens ont construit un castillo, un
petit château de dynamite qui a
soudain explosé en laissant apparai-
tre des chevaux, des couleurs, des
cartes à jouer, des visages de
femmes, une couronne de roi tour-
noyante. Toute une vie. Le chien
grévé qu'on devra tuer demain
dans la *harranca*, le ravin où l'on
balancera le mannequin de paille
du consul, on n'aura pas de mal à
le trouver : les chiens parias jon-
chent le bord des routes, les pattes
en l'air, et ceux qui sont encore vi-
vants, Huston les ramasse. Il dit :
« Je voudrais mourir entouré
d'amis admiratifs et d'enfants dé-
voués, mais je préférerais ne pas
mourir du tout. » Il a ajouté une
dernière image au film : la pluie
qui continue de tomber sur le vol-
can.

HERVÉ GUBERT.



Nouveaux soleils

Une enquête de LISE BLOCH-MORHANGE

Hollywood est-il en train de vivre une mutation aussi radicale que celle du passage de l'art muet au cinéma parlant ? C'est ce que laisse entendre Lise Bloch-Morhange dans l'enquête dont nous commençons la publication.

Enquête menée sur le terrain, qui confirme l'importance prise par les nouveaux moyens de diffusion, câble, cassette, disque, éventuellement satellite, et qui annonce un dépassement sensible du pouvoir de décision des studios proprement dits à des puissances extérieures à l'ancien cinéma.

Cependant, un producteur chevronné, Albert Broccoli, soixante-quatre ans, l'inventeur de James Bond (en collaboration avec Harry Saltzman), mais qui débute dès 1938 comme assistant metteur en scène à la Fox, conduit encore ses affaires comme au bon vieux temps. Alain Weis l'a rencontré.

HOLLYWOOD se débat dans les contradictions. Les exploitants des salles obscures se lamentent : « Nous vivons un moment aussi crucial que celui de l'avènement de la télévision il y a trente ans. Pour le cinéma, c'est le coup de grâce. » En revanche, dans les studios, ces vestiges de l'âge d'or, l'heure est officiellement à la réjouissance. Ainsi le président de Twentieth Century Fox, Alan Hirschfeld, déclare-t-il avec un tranquille sourire : « Dans notre esprit, les aspects positifs de cette ère nouvelle l'emportent, et de beaucoup. Et puis je trouve que nous abordons une période passionnante sur le plan créateur. »

Observateur moins partisan, l'avocat de cinéma Eric Weismann, l'un des plus influents de la ville, affiche une opinion plus nuancée : « Tout le monde a très peur, se demande ce que l'avenir lui réserve. Je crois que cette crise va durer quelques années, mais que, en définitive, les studios sortiront gagnants des bouleversements actuels. » Les studios, peut-être. Et encore ! Leur toute-puissance est sérieusement mise à l'épreuve. Mais le cinéma ? Va-t-il résister à la triple emprise de la télévision, de la vidéo et de l'électronique ?

Signe des temps, signe inquiétant, la terminologie courante, à Hollywood, est désormais empruntée au

Les majors pactisent

N'EST-IL pas plus économique et astucieux d'offrir aux producteurs (studios ou indépendants) une partie des fonds nécessaires à la réalisation des films, que d'acquiescer des droits après le tournage ? H.B.O. (Home Box Office) met en place sa stratégie dès 1977. Elle s'assure, de la sorte, l'exclusivité de passage sur le câble. Aujourd'hui, elle est engagée dans le financement total ou partiel d'une centaine de films (1) — un film hollywoodien sur trois, selon un des meilleurs experts de la télévision payante, Paul Kagan.

En novembre dernier, H.B.O. fonde avec C.B.S. et Columbia une société de production : Tri-Star Pictures, dont l'ambition avouée est de se situer quasi-instantanément au niveau des sept « grands » (2). De fait, la nouvelle compagnie est aussitôt surnommée « le huitième studio » par la communauté hollywoodienne qui assiste, non sans stupeur, à l'alliance des trois géants. Le numéro un du câble, le plus puissant réseau de télévision et l'un des majors les plus prospères ne sont-ils pas, par nature, trois frères ennemis ?

Mais le choc du futur sur Hollywood provoque de ces miracles. Tri-Star, n'en déplaise aux pessimistes prédisant qu'elle se limiterait à fonctionner sous sa triple tutelle, démarre très fort : dotée d'un capital initial de 400 millions de dollars — 200 venant des trois partenaires et 200 provenant d'un prêt bancaire — elle envisage de produire douze à dix-huit films par an. Le premier, *The Natural*, avec Robert Redford en vedette, est déjà en cours de réalisation.

Si H.B.O., pas plus que ses partenaires, ne doit intervenir dans le choix des films produits par Tri-Star, elle a, en revanche, voix dominante dans Silver Screen Partners, autre de ses cartes maîtresses. Ce groupement financier se propose de recueillir 125 millions de dollars auprès du grand public, afin de financer une douzaine de films. Les sociétés se commandite faisaient appel soit à des investisseurs privés, soit à des particuliers, sont en effet devenues, ces deux dernières années, une source de capitaux non négligeable pour le cinéma américain. Exploitant avec habileté sa notoriété, la filiale de Time n'a pas man-

qué de saisir l'occasion d'augmenter de la sorte son « trésor de guerre », sa réserve de films exclusifs.

Cette même préoccupation — l'exclusivité — a conduit H.B.O. à entreprendre la production de vingt-quatre films « maisons », qu'elle espère, pour certains du moins, distribuer dans les salles obscures à l'étranger, après diffusion sur sa chaîne. Les prochains titres bénéficieront de grands noms de l'écran : Bette Davis, James Stewart, Elizabeth Taylor — et incluent une adaptation du livre de Simone de Beauvoir, *Le Sang des autres*, tournée en France sous la direction de Claude Chabrol, avec Jodie Foster.

intéressée au câble dès 1972, les autres studios s'inscrivent en toute franchise, qu'ils ont manqué le coche. « Nous n'avons pas compris que le monde allait changer », commente Jonathan Dolgen, vice-président de Columbia. « Nous avons donné naissance à un monstre, ou du moins l'avons laissé se développer », renchérit Alan Hirschfeld, président de la Fox, qui ajoute : « Naturellement, il est maintenant en train de nous dévorer. »

Il faut attendre 1980 pour que les milieux du cinéma tentent enfin de réagir. Columbia, Twentieth Century-Fox, Paramount et Universal se joignent alors au géantier Garry Oll (celui-ci ayant accédé à un satellite) pour former « Première ». Afin de lui donner les moyens de contrebalancer la filiale de Time déjà toute-puissante, les quatre grands investissent 15 millions de dollars dans la nouvelle société, et lui garantissent l'exclusivité de leurs films pendant neuf mois. H.B.O. crie au monopole, et le département de la justice lui donne raison, déclarant que « Première » viole la loi antitrust.

Plusieurs studios essaient alors de s'entendre à titre individuel avec le géant du câble et lui proposent l'exclusivité de leur production en échange d'une prise de participation. H.B.O. répond qu'elle n'a aucun besoin de partenaire. Finalement, comme on l'a vu, Columbia et Orion pactisent avec l'ennemi.

Les studios évincés se plaignent, plus que jamais, de l'arrogance H.B.O. qui, disent-ils, leur dicte ses conditions. Puis, en janvier dernier, Universal, Paramount et Warner Brothers, ainsi que Viacom et Ame-

Naissance d'un monstre

Eofin, le géant de la télévision à péage a pris directement pied dans deux bastions d'Hollywood, Columbia et Orion Pictures. Considérée comme une mini-major, mais fonctionnant en réalité de façon analogue aux sept grands, Orion a été fondée, il y a quatre ans, par le *braintrust* de United Artists. Désireux de posséder leur propre réseau de distribution, ses dirigeants ont pris, en janvier 1982, le contrôle de Filmways, une société indépendante en difficulté. La transaction a coûté 16 millions de dollars cash aux patrons d'Orion, et H.B.O., de son côté, a apporté 10 millions de dollars. De plus, cette dernière s'engage à financer partiellement (25 % environ) une dizaine de films Orion par an, contre l'exclusivité des droits sur le câble. Un accord de même nature, mais encore plus large, lie H.B.O. et Columbia, puisqu'il s'applique à

l'ensemble des films Columbia, de novembre 1981 à juin 1986.

Certes, en dépit de l'aide financière qu'elle leur apporte, la filiale de Time n'intervient en aucune façon dans le choix des films produits par les deux compagnies hollywoodiennes, qui, elles, se défendent d'avoir l'œil fixé sur le petit écran. Mais il y a mainmise directe, et Hollywood s'estime traité par les siens.

En réalité, toutes ces alliances surprenantes illustrent à merveille le dilemme dans lequel les majors se débattent : si on ne parvient pas à vaincre l'ennemi, pactisons avec lui. Il semble malheureusement que ce soit, pour le moment, la seule alternative.

Ce n'est pas qu'Hollywood n'ait tenté de faire front. Du moins dans un deuxième temps. Car à l'exception de Warner Brothers, qui s'est

Deux camps pour les cassettes

Le marché des vidéocassettes et des vidéodisques — lui aussi théoriquement riche de profits potentiels — se révèle décevant. Car le prix excessif des vidéocassettes, de l'ordre de 70 à 80 dollars, freine la vente, et encourage les amateurs à enregistrer les films présentés sur les chaînes à péage (9 à 10 millions de magnétoscopes en circulation d'ici à la fin de l'année, soit environ la moitié de l'audience nationale de la télévision payante). Effectivement, on a vendu 28 millions de cassettes vierges en 1982 (et ce chiffre devrait s'élever à 50 millions cette année), alors que les cassettes préenregistrées devraient plafonner à 8 millions d'unités en 1983, 10 millions en 1984.

En fait, les grandes compagnies ont tendance à se partager en deux camps pour ce qui touche à la politique des prix à tenir : Fox (Fox/CBS), Columbia (RCA/Columbia) et Disney pensent que ce serait une erreur de faire du dumping tant que le coût

de fabrication des cassettes ne subit pas de baisse sensible ; Paramount, Universal et Warner Brothers estiment, quant à elles, qu'il existe un marché, digne d'intérêt dans les conditions actuelles. A l'appui de cette dernière thèse, Paramount ayant proposé *Star Trek II* pour 39,95 dollars, en a vendu 125 000 exemplaires, alors que *Star Trek*, l'original, à 79,95 dollars, n'avait pas dépassé 50 000 unités. D'autre part, les vidéodisques, à 25, 30 dollars, se sont vendus, pour la première fois l'an dernier, en plus grand nombre que les vidéocassettes (5 millions en 1982, 10 millions prévus en 1983), tandis que les lecteurs de vidéodisques, à 350 dollars, s'en vendaient 400 000 fin 1982, 500 000 prévus fin 1983, 1 270 000 fin 1984.

Enfin, étant donné le prix des vidéocassettes, la location s'est développée au détriment de la vente, nouveau sujet de mécontentement pour les majors, dont le bénéfice se trouve réduit d'autant.

L faut aux majors vingt années de lutte et de reconstruction pour se remettre du choc du petit écran. Or, à peine connaissent-elles enfin une nouvelle période d'euphorie lors des années 70 (*le Parrain*, *les Dents de la mer*, *la Guerre des étoiles*), que se développe parallèlement le phénomène qui, aujourd'hui, remet en question bien des positions acquises : la télévision payante par câble, cette dévoreuse de films.

Elle grand modestement naissance en 1972, lorsque une filiale du groupe de presse Time Incorporated, au nom prémonitoire, Home Box Office (H.B.O.), propose aux Américains de la côte est un service sans précédent : contre un forfait mensuel d'environ 10 dollars, la chaîne leur offre, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des films récents (sortis dans les salles un an auparavant), présentés en version intégrale et sans interruption publicitaire. Pour mesurer le portée de l'événement, il faut se rappeler que les films programmés sur les trois grands réseaux non payants — A.B.C., C.B.S., N.B.C. — sont plus ou moins amputés et coupés de nombreux spots publicitaires. Pas-

sée complètement insoupçonnée à Hollywood, cette innovation préfigure pourtant l'ère nouvelle, tant redoutée par les studios, où chaque foyer américain sera transformé en un mini-cinéma.

Le coup d'envoi définitif vient du ciel, en 1975, par la mise sur orbite du satellite RCA Satcom-1, réservé exclusivement au relais des programmes de la télévision par câble. Décident d'emprunter la voie des airs — un pari qui lui coûte à l'époque 6 millions et demi de dollars, — H.B.O. peut désormais atteindre l'ensemble du pays. Début 1982, elle étend finalement son empire au cœur même de Los Angeles, affirmant avec éclat son écrasant monopole. Ses douze millions et demi d'abonnés lui assurent en effet 80 % du marché de la télévision par câble, et même 85 %, en comptant sa petite sœur culturelle Cinémax. Destinée aux amateurs de classiques américains, de films « difficiles », étrangers même, Cinémax est devenue en trois ans — depuis son lancement en août 1980 — la troisième chaîne à péage avec 2 540 000 abonnés.

Elle vient de coiffer au poteau *The Movie Channel*, 2 350 000 abonnés, tandis que Showtime occupe la deuxième place avec 4 200 000 abonnés.

Toutes ces chaînes ont pour dénominateur commun les films, qui ont assuré leur succès et constituent l'essentiel de leurs programmes, films américains bien entendu en très grande majorité, et récents — neuf à douze mois après leur sortie en salle.

Double constatation donc, pour les milieux hollywoodiens : leurs films font les beaux jours de la télévision à péage, leur donnant théoriquement l'occasion de reconquérir les plus de trente ans, cette fraction du public qui s'est détournée du grand écran monopolisé par la *Guerre des étoiles* et autres fantaisies de l'espace. Malheureusement, une société étrangère au show-business, ayant su flairer le vent avant les autres, se taille la part du lion de ce nouveau pactole. Considérée effectivement comme « la grande réussite des années 80 » — avant même Atari ou les ordinateurs Apple — H.B.O. est devenue à la fois le symbole des temps nouveaux et la bête noire d'Hollywood.

Car deux phénomènes s'inscrivent en toile de fond de son ascension, le déclin de la télévision commerciale (C.B.S., N.B.C., A.B.C.) et celui des recettes du box-office.

Depuis 1975, en effet, l'audience des trois grands réseaux est passée, lentement mais sûrement, de 92 à 79 %, et on estime qu'elle devrait se réduire à 65 % lorsque le nombre de foyers câblés passera de 35 % — pourcentage actuel — à 60 %, comme il est prévu à l'horizon 1990. A cette échéance, les revenus générés par la télévision payante devraient atteindre 16,3 milliards de dollars, soit trois fois le montant des recettes cinéma. Prévisions affolantes, établies en mars dernier par une commission spéciale formée par R.C.A. et sa filiale N.B.C. Il paraît, d'ailleurs, que les revenus de la télévision à péage égalent ceux des salles obscures d'ici à deux ans (1).

(1) Cette année, les revenus issus de la télévision payante atteignent 2,4 milliards de dollars, ceux du box-office 3,5 billions.

السلامة والحيات

pour Sunset Boulevard

Les chefs des « majors » peuvent toujours dire, comme Burt Lancaster dans le *Guépard* : « Nous ne sommes que des êtres humains dans un monde en pleine transformation. » La vérité est que Hollywood a toujours vécu au jour le jour, manifestant apathie et inaptitude chronique à s'adapter au changement.

avec l'ennemi

On saura bientôt si Mickey Mouse ou Donald Duck gardent leur pouvoir d'attraction sur les petits Américains. Bien entendu, étant donné le caractère unique du phénomène Disney, l'expérience n'a pas vraiment valeur d'exemple pour les autres majors, sinon qu'elle contribue à entretenir la frustration ambiante.

bue à entretenir la frustration
ambante.

(1) Notamment les trois films en
compétition cette année à Cannes, et
aussi de grands succès populaires, tels *la
Maison du lac* ou *Tootsie*.

(2) Les grands studios, ou
«majors», sont réduits à sept depuis
l'absorption de United Artists par
M.G.M. au printemps 1981.

(3) Warner et American Express se
partagent «The Movie Channel» alors
qu'ils ont «cédé» spécialement dans la
production et la distribution de pro-
grammes télévisés — contrôle «Show-
Time».

(4) Le département de la justice a
fait savoir, en août dernier, qu'il
approuve la fusion, mais sans autoriser
d'abord — spécialement «Coop mal-
doit, pour Universal et Paramount.

(5) Le groupe Time possédait éga-
lement l'une des plus importantes sociétés
d'exploitation de câbles, A.T.C. (Ame-
rican Television and Communications).

Le Parrain de James Bond

Cadillac pour 3000 dollars. - Il aime la parer, Albert R. Broccoli, et, lorsque Michael s'étend un peu trop, il l'interrompt. Jusqu'à moment où, de nouveau, un mot, un nom, une échiffure, lui échappent : - Dis-le, Michael - Et Michael s'écroule.

Enthousiaste, il se dit flaté d'être interviewé : - On n'a pas saurvent l'occasion de parler de soi. Il se souvient de son enfance : - Je suis né en 1928 et j'ai grandi à Hollywood, dans la 9^{ème} rue. Hollywood, était lointain. En 1933, je suis allé rendre visite d'un cousin qui travaillait dans le cinéma. J'y suis resté, mais j'étais un milieu où il était difficile de pénétrer. J'ai tout fait, le sham-poonneur, le courtier, dans l'espoir de devenir graveur, le chéquier, le Big Boy, le vendeur de cigarettes. Mais, dans le film d'Howard Hughes, *Outlaw*, pendant la guerre éclate, il s' enrôle dans la Navy et organise des spectacles pour les combattants. De retour à Hollywood, il s'associe à Irving

Alen et produit, avant les films des
Borden, une trentaine de films (les
«*Bérets vers*», *Patraçoarap*, *Hell
Behind Zero*). «*J'ai travaillé avec
Alan Ladd, Victor Mature, Rita
Hayworth, Jack Lemmon, des
acteurs célèbres. Mais, aujourd'hui, j'ai
rien à dire. Je déteste le cinéma ? Non,
je déteste les mauvais rôles* ». Il rit.

Sa fille apparaît. «*Hella dar-
ling* », il la présente fièrement. Elle
est blonde, elle a les yeux bleus, elle
se soulève un peu, comme si, par
mégarde, il s'était assis dessus, et
elle se relève. Avant de disparaître
quelques minutes pour aider sa fille
à proposer : «*Michael, si tu comptes
être un acteur... Et Michael prend la
parole. «Fluoré qui un parrain, je
suis sûr, mais ça ne m'intéresse pas* ».

Absent, Albert R. Broccoli est
M. Broccoli : présent, il devient
M. Mubby, diminutif d'un héros de
cinéma destiné de la première
guerre mondiale, surnom que lui
donnent ses intimes.

Pour Cubby, la réussite se mesure à ce qu'on lui laisse derrière soi. « Nous nous plaçons à croire que nous sommes des créateurs », reconnaît-il. « Je ne veux pas faire un James Bond de dix fois mais quelque chose comme un Rembrandt, au peu importe comment vous voulez l'appeler, quelque chose qui restera et dans tout le monde se souviendra. »

Bond a survécu à Sean Connery, il a survécu à Roger Moore, il a survécu à Timothy Dalton. Mais le public en a vu un, il veut en voir un autre. Le prochain est vendu d'avance. A nous de faire un bon film, meilleur que le précédent. La compétition, c'est avec nous-mêmes. Notre domaine, c'est l'aventure, l'action, c'est de faire rêver les gens avec du vrai. Spielberg au Lucas travaillait avec des effets spéciaux, et nous, nous en utilisons très peu. J'ai l'impression que les jeunes vont se fatiguer très vite de l'espace. Même Spielberg a fait descendre E.T. sur terre. Lorsque nous montrons un jet, il vole normalement, il y a un pilote. Bond qui ne bar sur un avion, c'est un cascadeur, pas un mannequin. Et ça, tout le monde le sent. »

« Enfin la réalisation de Rien que nous veut vous vus. Nous sommes une notoriété ferme à la base et chacun reconnaît bien son travail. Laissez-moi vous dire qu'une nouvelle équipe ne pourrait pas faire un James Bond. »

Albert R. Broccoli fait allusion à l'autre Bond, le « dissident », Charles Schwartzman et réalisé par Irvin Kershner (L'Empire contre-attaque) avec Sean Connery. Nous avons déçu : Sean Connery et fait six films avec lui, dit-il. Il dit, Sean Connery a décidé d'arrêter pour faire autre chose, ce que je comprends. J'aimerais mal aussi avoir le temps de produire d'autres films. Aujourd'hui, il produit un film. Bond, ce que je comprends aussi : il lui doit tout, s'espère seulement que le public ne fera la différence. L'agent 007 est, pour Albert R. Broccoli, un héros non de deux ses ennemis, dit-il. Nous trouvons l'œuvre de Ian Fleming qui sert bien son pays et fait bien son job. Quant aux James Bond actuels, je ne suis pas sur qu'ils seraient de parfaites épouses. »

ALAIN WAIS.

La suite de cette enquête sera publiée dans le Monde des arts et des spectacles du 19 octobre.

du lion

(progressent vingt fois plus vite que les recettes du box-office) et une menace pour les studios.

A cet égard, 1981 peut être considérée comme une date historique, puisque c'est l'année où le festival de Tins est devenu le plus important client d'Hollywood, dépassant certes 133 millions de dollars pour l'achat de droits, soit plus que General Cinema et UA Theaters, premiers chaînes de cinéma du pays. Récemment, l'un de ses dirigeants, Anthony Sheffer, annonçait qu'en 1984 la compagnie dépenserait 500 millions de dollars pour l'acquisition de 250 films. Une bonne nouvelle en soi.

Mais la contrepartie de ce vorace appétit pour les films est la mainmise croissante de H.B.O. sur Hollywood. Grâce à un jeu complexe d'accords et d'alliances, d'initiatives créatives et financières, la filiale de Time se trouve être aujourd'hui le financier numéro un de l'industrie du cinéma.

L.B.-M.

(2) Marge brute d'autofinancement.

Comme si cela ne suffisait pas, une sorte de scandale a éclaté, en mars dernier, à la suite d'un sondage effectué par Nielsen. La vénérable institution a en effet divulgué

SÉLECTION

CINÉMA

Hommages à Lillian Gish et à Carl Dreyer

La Cinémathèque reçoit Lillian Gish et monte une quarantaine de films où elle joue, des débuts du cinéma américain à aujourd'hui. Trois salles parisiennes et trois salles de la périphérie présentent l'ensemble de l'œuvre de l'auteur de la *Passion de Jeanne d'Arc* avec, en réédition, *Gertrud*, son dernier film, à voir ou à revoir absolument (le Monde du 6 octobre).

Péplum, l'Antiquité au cinéma

Dix-sept villes du Val-de-Marne consacrent, du 15 octobre au 30 novembre, une rétrospective aux films en costume romain, au péplum, des origines aux temps modernes (tél. : 283-62-61).

ET AUSSI : *Poussière d'empire*, de Lian Lian (l'empire du ciel, l'empire de l'histoire); *Rue Cases Nègres*, d'Euzhan Palcy (quand le cinéma retrouve une raison d'être); *Les Trois Couronnes du maréchal*, de Raul Ruiz (découvrir l'Orson Welles chilien); *Les Joueurs d'échecs*, de Satyajit Ray (majestueux, symbolique); *la Ballade de Narayana* (la légende de la mort d'un dieu); *Le Destin de Juliette*, d'Alain Issermann (une maîtrise toute neuve); *Fanny et Alexandre*, d'Ingmar Bergman (souvenirs, souvenirs).

THÉÂTRE

« Les Céphéides » au Théâtre de la Ville

Créée à la cour d'honneur au dernier Festival d'Avignon, par Georges Lavaudant avec le Centre dramatique des Alpes, la première pièce de Jean-Christophe Bailly a divisé les spectateurs, déconcertés par l'humour froid et le dépeuplement de ce poème dramatique nu, au contraire, enthousiasmés par sa rigueur, par la richesse de sa pensée et de ses images. Et c'est dans une salle fermée, dans la splendeur d'une nuit de théâtre trouée d'étoiles factices que le spectacle trouve son ampleur.

ET AUSSI : *Romance of Mexico*, Aux Quartiers d'Ivry, deux femmes aux prises avec des passions imaginaires. *Savannah Bay*, au Rond-point, Marguerite Duras, Madeleine Renaud et, en face, la mort. *Les Paravents*, à Nanterre (Jean Genet, Patrice Chéreau, les comédiens dans la tempête de l'histoire), *Hamlet*, à Chailly (il est jeune, il est beau, il aime sa mère, il meurt). *Macbeth*, au Théâtre de Paris, jusqu'à 16 octobre : Carmelo Bene, *La Femme indolente*, au Théâtre 13, en alternance avec *l'Émoi d'amour*, et c'est toujours Jean Bois, sa bande et son rire au vitriol.

MUSIQUE

L'opéra d'aujourd'hui et d'hier

L'opéra contemporain commence enfin à bouger : en attendant *Saint François d'Assise*, de Messiaen, au palais Garnier, la Muni de Bruxelles donne l'exemple avec la création mondiale de la *Passion de Gilles de Rais*, de Philippe Boesmans, mise en scène par Daniel Mesguich (le 18 octobre et six autres représentations). Pendant ce temps, Pierre Boulez dirigera lui-même au T.M.P.-Cibatiel deux pièces de théâtre musical mises en scène par David Freeman, *les Huit chants pour un roi fou*, de P.-M. Davies et *les Aventures et Nouvelles aventures de Ligeia* (les 18, 19, 21 et 22, à 18 h 30). Le Festival de Lille ouvre par ailleurs avec la création de *Paradis perdu*, de Pierre Henry, « soirée chaotique et rituelle » d'après Milton (palais Rameau, les 14 et 15). On remontera le temps avec l'opéra, qui présente pour la première fois à Paris, et en alternance, les deux versions de *Madame Butterfly*, de Puccini, celle qui tout le monde connaît (première le 12 et onze représentations) et la version primitive qui fut ressuscitée récemment à Florence avec grand succès (première le 14 et quatre représentations). L'opéra de Lyon monte l'austère et grandiose *Iphigénie en Tauride* de Gluck, mise en scène B. Bayen, direction J.-E. Cardiner (neuf séances à partir du 14 octobre).

JAZZ

Nancy Jazz pulsations

Expositions, films, animation dans la ville et la région, dix ans après sa création, le Festival de Nancy a toujours la même vivacité. Rock, jazz, salsa, funk, blues, gospel, dix soirées de concerts : de Ray Barretto à Sun Ra déjà présent en 1973 et entouré de stars : Archie Shepp, Don Cherry, etc. (Du 13 au 23 octobre : (8) 335-22-41).

ET AUSSI : Eddy Louiss (12), Beaver Harris (13 et 14), Philippe Lacarrière (15), Max Roach Double Quartet (17) et Chris Mac Gregor, *Brotherhood of Breath* (18 et 19) au New Morning.

VARIÉTÉS-ROCK

Maxime Le Forestier

Pour ses nouvelles chansons, Maxime Le Forestier est allé chercher du rythme dans toutes les musiques, rock, dans les confins du jazz, brésilien sur les rives du blues. La jeune chanteuse québécoise Louise Portal participe au nouveau spectacle de Bobim (20 h 30).

Edith Butler

L'Académie Edith Butler. Pour son retour au Théâtre de la Ville, présente un spectacle : « Je m'appelle Edith », où elle joue de la guitare, de l'harmonica, du dulcimer (18 h 30).

ET AUSSI : *Paco Ibáñez* au Carré Silvia-Monfort; Jacques Higelin au Casino de Paris; Farid Chapet au Palais des glaces; Juliette Gréco à L'Espace Cardin;

DANSE

Ray Barretto, le 13, à Clermont-Ferrand, le 14, à Grenoble, le 15, à Nancy; Tehouk Tchouk Nougha, le 15, à Neuilly-sur-Marne (salle Pagnol), le 21, à Ahlon (centre culturel); Akendengue, le 14, à Cherbourg (théâtre municipal); Sugar Blue, le 13, à Villers-le-Lac (salle des fêtes), le 14, à Sallanches (salle Léon-Curral).

Deux ballets de régions à Paris

Le Ballet du Nord au Festival international de danse : une jeune troupe bien stylée par le chorégraphe Alfonso Catta et spécialisée dans le répertoire néoclassique contemporain. (Théâtre des Champs-Élysées, au programme V. Nebreda et J. Clifford).

Le Ballet Théâtre de Nancy se produit simultanément au Théâtre municipal de Paris. (au programme Mac Millan, Neumeier, Van Dantzic, Kilian).

ET AUSSI : *La Compagnie Beau geste* au Théâtre 18, Sonia Sanja (Venezuela) à l'Alliance française : une danseuse contemporaine très marquée par la culture latino-américaine (14 octobre, 20 h 30).

EXPOSITIONS

La sculpture des Cyclades au Grand Palais

La sculpture des Cyclades de la collection Coulandris à Paris, après son tour des capitales à travers le monde. Développée au troisième millénaire avant Jésus-Christ au commencement de l'âge du bronze, dans les îles cycladiques de la mer de Crète, ces statuettes aux lignes sobres et pures avaient fasciné les artistes modernes des années 30.

ET AUSSI : *L'architecture de Chicago* en huit expositions : au musée galerie de la SEITA (hommage à Wright), au Paris Art Center (le passé), à l'École nationale des beaux-arts (le présent), à l'Institut français d'architecture (les tendances, depuis les années 70) et dans quatre galeries qui présentent chacune un architecte (galerie Georges Fall, Gervis, Denise René, et Galerie d'art international); *Anne et Patrick Poirier* à la chapelle de la Salpêtrière; *L'Australie*, à l'Ambassade d'Australie, au Musée des arts africains et océaniques et à l'ARC du Musée d'art moderne de la Ville de Paris. *Les chefs-d'œuvre du musée de Liège*, au Centre culturel Wallonie-Bruxelles.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-11-12). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h; sam. et dim., de 10 h à 18 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animations gratuites, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage); lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

DESSINS TCHÉQUES DU XX^e SIÈCLE. - Jusqu'au 12 décembre.

HANDICAPS ET CULTURE. - Corrélation des Régions. Jusqu'au 17 octobre.

LUCAS SAMARAS. Salle contemporaine et animation. Jusqu'au 21 novembre.

JAN SAUDEK. - Salon photos. Jusqu'au 23 octobre.

MÉCANIQUES À BOULES, de Pierre André. Atelier des enfants. Sam. dim. et mardi, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 janvier.

LES PETITES SŒURS D'ALICE. - Bibliothèque des enfants. Piazza. Jusqu'au 5 décembre.

C.C.I. MACAO OU JOUER LA DIFFÉRENCE. - Centre culturel allemand. 17, rue de Lille (705-45-91). Jusqu'au 16 octobre.

PAUL IRIE, précurseur du Part écho. Bibliothèque Forney, 1, rue du Figaro (278-14-60). Sam. dim. et mardi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 décembre.

LES PORTES DE MILAN. Développement d'une idée d'urbanisme à l'époque de Stendhal. Institut culturel italien, 50, rue de Valenciennes (232-12-78). Jusqu'au 18 octobre.

LES JACOBINS ALLEMANDS. La République de Mayence et les Chénobios 1792-1798. Centre culturel allemand, 17, rue de Valenciennes (232-12-78). Sam. dim. et mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 4 novembre.

TUMULT. Une revue, trois photographes. Centre culturel allemand, 17, rue de Valenciennes (232-12-78). Sam. dim. et mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 10 novembre.

ROSEMARIE CASTORO. Sculptures et dessins. American Center, 261, boulevard Raspail (321-42-20). Sam. dim. et mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 19 novembre.

LA GUERRE D'AMÉRIQUE ET LA LIBERTÉ DES MERS. Salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli (66-72).

LAURENCE AU PRIX PETITS FORMÉS 1982. Milton Borella, Gerardo Trossi. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sam. dim. et mardi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 22 octobre.

CARL DREYER. Maison du Drame, 142, avenue des Champs-Élysées. De 12 h à 19 h; dim. de 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 7 décembre.

CHAPITEAUX INSPIRÉS. Le théâtre américain au XX^e siècle : œuvres d'Adams, Cane, Cane, Manessier, Morrell, Praxinos, etc. Carré S. Monfort, 106, rue Brancion (533-66-70). De 19 h 30 à 21 h; dim. de 15 h à 19 h. Jusqu'au 22 octobre.

BRANDT, CENOVIVA, MARQUEZ. Ambassade du Venezuela, 11, rue Copernic (553-29-98). Sam. dim. et mardi, de 9 h 30 à 14 h. Jusqu'au 3 novembre.

VENA CAROTID. Sculptures. AFSIAS, 2, place Jussieu (329-12-31). Sam. dim. et mardi, de 10 h à 17 h; sam. de 10 h à 15 h. Jusqu'au 28 octobre.

JACANA 83. Photographies. Espace A.F.P., 87, rue de Valenciennes (232-12-78). Sam. dim. et mardi, de 8 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 26 octobre.

BERNARD GRANGE : La Savoie. Photographies. Cité internationale, 21, boulevard Jourdan (232-12-78). Sam. dim. et mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 décembre.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La mode, les enfants, les adolescents 1983-1984. Musée des enfants, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-12-78). Sam. dim. et mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 décembre.

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Essai : un voyage sur l'empire au temps des Hittites. - La peinture française au XVII^e siècle. - La nature morte et l'objet de l'art. - Le dessin. Le fond. L'édifice. Le musée d'Orsay. Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sam. dim. et mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 7 F; le dimanche, 3,50 F. Jusqu'au 17 octobre.

L'EXPO DES EXPOS. Expositions universelles, Londres 1851-Paris 1989. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (236-33-14). Sam. dim. et mardi, de 13 h à 19 h; sam. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 décembre.

A LA BELLE ENSEIGNE. Jusqu'au 19 octobre : LUCIEN-ACHILLE MAUZAN (1883-1952). Jusqu'au 23 octobre. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (236-13-09). Sam. dim. et mardi, de 12 h à 18 h.

PHOTOGRAPHIES ANCIENNES DE LA COLLECTION GEORGES SIROT 1898-1977. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-61-23). De 12 h à 18 h. Jusqu'au 10 novembre.

HOMMAGE À JEAN EFFEL. Musée de la Poste, 34, boulevard de Valenciennes (320-15-30). Sam. dim. et fêtes, de 10 h à 17 h. Entrée libre. Du 15 octobre au 26 novembre.

POUPÉE JOUET, POUPÉE RE-LET. Musée de l'homme, palais de Chailly (553-06-60). Sam. dim. et mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 janvier 1984.

L'ŒUF ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Jusqu'au 31 décembre.

Centres culturels

CHICAGO. 150 ans d'architecture 1833-1983 : Frank Lloyd et l'école des prairies. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (555-51-50). - Réaffirmation. École nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte (260-34-57). - Tendances. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournai (633-90-36). - Un passé composé. Paris Art Center, 36, rue Falguière (322-39-47). - L'architecture B. Goldberg. Galerie C. Fall, 57, quai des Grands-Augustins (633-52-45). - L'architecture H. Wense. Galerie D. Gervis, 14, rue de Grenelle (544-41-90). - L'architecture W. Nash. Galerie D. René, 196, boulevard Saint-Germain (222-77-57). - L'architecture W. de Wyck. Galerie d'art international, 12, rue Jean Ferrand (548-84-28).

ANNE ET PATRICK POIRIER : Architecture et mythologie. Chapelle de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital. Sam. dim. et mardi, de 12 h à 20 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 5 décembre.

PHOTOGÉNIE. Photographies du génie civil au XIX^e siècle. École nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (260-34-57). Sam. dim. et mardi, de 12 h 30 à 20 h. Jusqu'au 23 octobre.

CINQ ÉLÈVES DES BEAUX-ARTS. Grande masse des beaux-arts, 1, rue Jacques-Callot (354-88-68). De 12 h à 18 h. Du 14 octobre au 2 novembre.

LE PAYSAGE DES ŒUVRES D'ART. - Orangerie de l'Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 octobre.

UN MUSÉE : DES CHEFS-D'ŒUVRE. Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 8 janvier 1984.

TROIS NOUVEAUX RÉALISTES : A. Hofman; J. Van Kempen; M. Kooling. peintures. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-45-91). Jusqu'au 16 octobre.

PAPUNYA, peintures aborigènes de l'ouest de l'Australie centrale. - Ambassade d'Australie, 4, rue Jean-Rey (575-62-00). Jusqu'au 21 octobre.

HOMMAGE À LA MAIN : créations textiles contemporaines au Sud. TOSTEN RIDEHILL, peintures. - Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h à 18 h; Sam. dim. et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 6 novembre.

PAUL IRIE, précurseur du Part écho. Bibliothèque Forney, 1, rue du Figaro (278-14-60). Sam. dim. et mardi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 décembre.

LES PORTES DE MILAN. Développement d'une idée d'urbanisme à l'époque de Stendhal. Institut culturel italien, 50, rue de Valenciennes (232-12-78). Jusqu'au 18 octobre.

LES JACOBINS ALLEMANDS. La République de Mayence et les Chénobios 1792-1798. Centre culturel allemand, 17, rue de Valenciennes (232-12-78). Sam. dim. et mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 4 novembre.

TUMULT. Une revue, trois photographes. Centre culturel allemand, 17, rue de Valenciennes (232-12-78). Sam. dim. et mardi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 10 novembre.

ROSEMARIE CASTORO. Sculptures et dessins. American Center, 261, boulevard Raspail (321-42-20). Sam. dim. et mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 19 novembre.

LA GUERRE D'AMÉRIQUE ET LA LIBERTÉ DES MERS. Salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli (66-72).

LAURENCE AU PRIX PETITS FORMÉS 1982. Milton Borella, Gerardo Trossi. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sam. dim. et mardi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 22 octobre.

CARL DREYER. Maison du Drame, 142, avenue des Champs-Élysées. De 12 h à 19 h; dim. de 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 7 décembre.

CHAPITEAUX INSPIRÉS. Le théâtre américain au XX^e siècle : œuvres d'Adams, Cane, Cane, Manessier, Morrell, Praxinos, etc. Carré S. Monfort, 106, rue Brancion (533-66-70). De 19 h 30 à 21 h; dim. de 15 h à 19 h. Jusqu'au 22 octobre.

BRANDT, CENOVIVA, MARQUEZ. Ambassade du Venezuela, 11, rue Copernic (553-29-98). Sam. dim. et mardi, de 9 h 30 à 14 h. Jusqu'au 3 novembre.

VENA CAROTID. Sculptures. AFSIAS, 2, place Jussieu (329-12-31). Sam. dim. et mardi, de 10 h à 17 h; sam. de 10 h à 15 h. Jusqu'au 28 octobre.

JACANA 83. Photographies. Espace A.F.P., 87, rue de Valenciennes (232-12-78). Sam. dim. et mardi, de 8 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 26 octobre.

BERNARD GRANGE : La Savoie. Photographies. Cité internationale, 21, boulevard Jourdan (232-12-78). Sam. dim. et mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 décembre.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La mode, les enfants, les adolescents 1983-1984. Musée des enfants, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-12-78). Sam. dim. et mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 décembre.

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Essai : un voyage sur l'empire au temps des Hittites. - La peinture française au XVII^e siècle. - La nature morte et l'objet de l'art. - Le dessin. Le fond. L'édifice. Le musée d'Orsay. Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sam. dim. et mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 7 F; le dimanche, 3,50 F. Jusqu'au 17 octobre.

L'EXPO DES EXPOS. Expositions universelles, Londres 1851-Paris 1989. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (236-33-14). Sam. dim. et mardi, de 13 h à 19 h; sam. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 décembre.

A LA BELLE ENSEIGNE. Jusqu'au 19 octobre : LUCIEN-ACHILLE MAUZAN (1883-1952). Jusqu'au 23 octobre. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (236-13-09). Sam. dim. et mardi, de 12 h à 18 h.

PHOTOGRAPHIES ANCIENNES DE LA COLLECTION GEORGES SIROT 1898-1977. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-61-23). De 12 h à 18 h. Jusqu'au 10 novembre.

HOMMAGE À JEAN EFFEL. Musée de la Poste, 34, boulevard de Valenciennes (320-15-30). Sam. dim. et fêtes, de 10 h à 17 h. Entrée libre. Du 15 octobre au 26 novembre.

POUPÉE JOUET, POUPÉE RE-LET. Musée de l'homme, palais de Chailly (553-06-60). Sam. dim. et mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 janvier 1984.

L'ŒUF ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Jusqu'au 31 décembre.

Centres culturels

CHICAGO. 150 ans d'architecture 1833-1983 : Frank Lloyd et l'école des prairies. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (555-51-50). - Réaffirmation. École nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte (260-34-57). - Tendances. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournai (633-90-36). - Un passé composé. Paris Art Center, 36, rue Falguière (322-39-47). - L'architecture B. Goldberg. Galerie C. Fall, 57, quai des Grands-Augustins (633-52-45). - L'architecture H. Wense. Galerie D. Gervis, 14, rue de Grenelle (544-41-90). - L'architecture W. Nash. Galerie D. René, 196, boulevard Saint-Germain (222-77-57). - L'architecture W. de Wyck. Galerie d'art international, 12, rue Jean Ferrand (548-84-28).

ANNE ET PATRICK POIRIER : Architecture et mythologie. Chapelle de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital. Sam. dim. et mardi, de 12 h à 20 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 5 décembre.

ASSADOUR. Gravures et aquarelles récentes. Galerie Segal-Garret, 24, rue du Four (326-43-38). Jusqu'au 10 novembre.

MIKLOS BOKOR. Peintures à l'eau. - Galerie Clivages, 44, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 12 novembre.

ANTHONY CARO. - Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 29 octobre.

SANDRO CHIA. - Galerie Daniel Tompon, 30, rue Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 27 octobre. - Galerie Natalie Sorel, 34, rue de Seine (634-05-84). Jusqu'au 10 novembre.

JEAN COCTEAU. - Galerie Proclamation, 35, rue de la Seine (354-92-01). Jusqu'au 3 décembre.

JAMES COGNARD. Espaces. - Galerie Pastic, 6, rue Marol (770-39-59). Jusqu'au 22 octobre.

DAVID CONNEARN. Travaux sur papier. Bures. - Galerie Maximilien Guio, 22, rue de Poitou (271-60-06). Jusqu'au 10 novembre.

DANIEL CUEVA. Galerie Quinquabuse, 13, rue Quinquabuse (278-68-48). Jusqu'au 14 novembre.

MILAN CVETKOVIC. Un regard sur l'orient. Galerie E. de Cassan, 25, rue de Seine (326-54-48). Jusqu'au 25 octobre.

DADO. Travaux récents. Galerie La Hume, 4, rue de l'Abbaye (325-54-68). De 15 octobre au 15 novembre.

MICHEL DESJARDINS. Voyage en Italie. Librairie de photographie et d'art graphique, 14, rue Saint-Sulpice (634-04-31). Jusqu'au 5 novembre.

FRED DEUX. Photographies récentes, onze dessins grand format 1982-83. - Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 29 octobre.

JEAN DUBUFFET. - Galerie Baudouin-Léon, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 5 novembre.

FIEDER. Peintures et gravures. Galerie A-Magist, 42-44, rue de la Baz (545-45-13).

ELISE GLODDE. Peintures. La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts (633-32-14). Jusqu'au 29 octobre.

EDUARD GÖRG. Huiles, gouaches, dessins, gravures (1923 à 1965). - Galerie « He-de-Art », 66, rue Saint-Louis-en-l'Île (326-02-01). Jusqu'au 29 octobre.

LIA GYONGY. - Galerie du Ham-Pavé, 3, quai de Montbello (354-58-79). Jusqu'au 22 octobre.

LINDA HEILIGER. Light Space and Colour. - Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (326-50-75). Jusqu'au 5 novembre.

MICHEL HUMAIR. Peintures récentes. - Galerie Bellini, 28 bis, boulevard Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 29 octobre.

STEFAN DE JAEGER. - Galerie Y. Bruch, 3, rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 22 octobre.

JOHN KACERE. - Galerie Jean-Pierre Lavigne, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-56-02). Jusqu'au 12 novembre.

KONIGLIS. - Galerie Durant-Dessert, 3, rue des Haudriettes (277-63-60). Jusqu'au 22 octobre.

ÉLIANE LARUS. Peintures-reliefs. L'Œil de Beaulieu, 58, rue Quinquabuse (278-66-60). Jusqu'au 29 octobre.

THEATRE

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

LES SPECTACLES NOUVEAUX

RÉCIT D'UNE PASSION ENVAHISANTE - D'après de la Métré (340-36-35), 21 h (12).
BRUTS DE PEAU - Théâtre 18 (605-60-44), 22 h (12), dim. 18 h.
MARIAGE - Bouffes, T.B.R. (603-60-44), 20 h 30 (12), dim. 15 h.
LE CHANT GÉNÉRAL, L'AN 2000 (en alternance), Union (426-20-43), 20 h 30 (12).
LES ÉLÉPHANTS GÉOL - Bouffes (357-42-14), 19 h 30 (14), dim. 17 h.
CHACUN SA VÉRITÉ - Comédie des Champs-Élysées (723-37-21), 20 h 45, dim. 18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30 (14).
SHAKESPEARE AU LYCÉE - Lycée Buffon (307-85-80), 20 h 30 (14).
LE PRINCE MARTIN - Chelles, CAC (421-20-30), les 14, 15, 16, 17 h, 16 h 15 (14).
LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES - Roul Point (256-70-80), les 15, 18, 20 h 30, le 16, 15 h 15 (14).
COMÉDIENS CHERCHENT PUBLIC - Dejazet (887-97-34), le 17, 20 h 30, le 18, 18 h 30.
CABARET DADA - Huchette (326-36-99), 22 h 45 (17).
LES ATTENTIONS PARTICULIÈRES - Lycée Technique (307-85-80), 20 h 30 (17).
CLAIR DUSINE - Petit Tey (797-96-06), 20 h 30 (18).
LES DEUX FILS - Caltay (227-22-51), 20 h 30 (18).

HORS PARIS

VIENNE - Ariane et Berthe Bleue, par la Compagnie Jean Sourbier au Théâtre Municipal (174-85-00-05), jusqu'au 14, puis à Bourgoin, Bron, Saint-Fons.
ANNÉCY - Jean-Jacques Rousseau, par le Théâtre Enclat au CAC de Bouffes, du 13 au 21.
TOULOUSE - Les Séquestrés d'Alton, de Sürin, par Jean-Pierre Besson au Théâtre Sorano (61-42-97-75), du 13 octobre au 5 novembre.
BRUXELLES - Sans Lignes, par le Plan K, à la Raffinerie (19-322-525-18-34), à partir du 13.
BOURGES - Le Marchand de Venise, par Gilles Bouillon, avec le Théâtre à la Maison de la culture (40-20-13-84), du 14 au 21.
BOIS - Kermesse, par la Compagnie du Héros, au Théâtre des Provinces (54-74-44-25), du 14 au 17 et tournée dans la région.
VALENCE - L'Intercession, de Victor Hugo, par Alain Rais et les Spectacles de la Vallée du Rhône (75-43-78-82), du 17 au 19, et tournée.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), (dim.), les 12, 14, 15, 19 h 30, le 18, 20 h; Madame Butterfly, les 13, 17, 19 h 30; Molière.
SALLE FAVART (296-06-11), le 18, 19 h 30; Vive Offenbach.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), les 12, 14, 15, 19 h 30, le 15, 20 h 30; Victor ou les enfants au pouvoir; le 12, 20 h 30; le 16, 14 h 30 et 20 h 30; l'Avare; les 13, 14, 17, 18; les Estivants.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer, les 12, 15, 14 h 30, Marionnettes; Les voyages de Gulliver; Grand Théâtre, (dim.), les 12, 13, 14, 15, 18 h 30; le 16, 14 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 20 h 30; Concert de musique américaine (Ensemble musique vivante, dir. Diego Masson).
TEP (797-96-06), le 13, 20 h 30; Raymond Devos; les 14, 15, 20 h 30; Francis Lemaire; les 16, 17, 18, 20 h 30; Léo Ferré.
BEAUBOURG (277-12-33) (mar.), D'après le 12, 14 h 30; Cycle contemps pour enfants; 18 h: Réflexion sur l'architecture; de Stanislas Fizez; 18 h 30: Le Carrouel de la pensée; les 12, 13, 14, 17 h; Erwin Panofsky; le 13, 18 h 30; Stendhal; le 17, 18 h 30; Les coulisses de l'image; 21 h: Pour Arthur Adamov; Concerts: le 13, 18 h 30 et 20 h 30; Forum de la création (P.A.S.T. Ensemble); Clémentine; les 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 h 30; Sébastien Adamov; 18 h: Je te prends tu me prends en photo; 19 h: Mission Tenor; De 12 à 22 h: Évi-

ronnement vidéo de Claude Toney; Zénon; Danse; Les 12, 13, 14, 15, 16, 17, 20 h 30; Danse Reitz, Malouin Goldstein (Field papers).
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Concert: le 12, 20 h 30; Ruggiero Raimondo, Orchestre de l'île de France, J. Merlier (G.R.I.K.A., Mousorgski, Borodine); le 17, 20 h 30; Orchestre de Radio Stuttgart, Karl Münchinger (Schumann, Schubert, Beethoven); le 18, 18 h 30; Aventure et nouvelles aventures, G. Ligeti. Ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez; Danse: le 16, 14 h 30; le 18, 20 h 30; Ballet théâtre français de Nancy (Orchestre de l'île de France).
THEATRE DE LA VILLE (274-22-77) (dim.), les 12, 13, 14, 15, 18, 20 h 30; le 16, 14 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 20 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 18 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 18 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 18 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 18 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 18 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 18 h 30; le 31, 18 h 30.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), les 12, 13, 14, 15, 18, 20 h 30; le 16, 14 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 20 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 18 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 18 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 18 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 18 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 18 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 18 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27, 18 h 30; le 28, 15 h 30; le 29, 18 h 30; le 30, 15 h 30; le 31, 18 h 30.
MAIRY (278-03-53) (D. soir, L.), 20 h 30; le 15, 18 h 30; le 16, 15 h 30; le 17, 18 h 30; le 18, 15 h 30; le 19, 18 h 30; le 20, 15 h 30; le 21, 18 h 30; le 22, 15 h 30; le 23, 18 h 30; le 24, 15 h 30; le 25, 18 h 30; le 26, 15 h 30; le 27,

THEATRE DES DECHARGEURS - Tél. 236 00 02

VA MA TERRE IAAHI
QUELLE BELLE IDEE

DERNIÈRES

CHAILLOT • GRAND THEATRE
21 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
23 SEPTEMBRE • 23 OCTOBRE 727.81.15

hamlet
VERSION INTEGRALE

DE L'EUROPE
Direction Giorgio Strehler

1ère SAISON GRANDE SALLE 1983/1984

LA TEMPESTA
Shakespeare mise en scène : Giorgio Strehler
Piccolo Teatro di Milano
spectacle en langue italienne

9 décembre/5 février

L'ILLUSION
Cornaille mise en scène : Giorgio Strehler
spectacle en langue française

13/20 février

LUCES DE BOHEMIA
Vallia Inclan mise en scène : Lluís Pasquel
Centre dramatique national d'Espagne
spectacle en langue espagnole

23 février/6 mars

DIE HERMANNSSCHLACHT
Klaist mise en scène : Claus Paymann
Bochumer Ensemble
spectacle en langue allemande

3 novembre

GIORGIO STREHLER LIT LEOPARDI
en langue italienne

4/13 novembre

ACTING SHAKESPEARE
spectacle en langue anglaise

22 novembre/4 décembre

HEINER MÜLLER DE L'ALLEMAGNE
réalisation J. Jourdhauil/J.F. Peyret
spectacle en langues française/allemande

13 décembre/15 janvier

LA PRISE DE L'ECOLE DE MADHUBAI
Hélène Cixous création en langue française

24 janvier/25 février

BONS OFFICES
Récit : Pierre Martens création en langue française
Théâtre : Michèle Fabian

9 février

SOIREE VALLE INCLAN
Cantra Dramatiqua Nacional d'Espagne
spectacle en langue espagnole

27, 29 février - 2, 3, 5 mars

JACKE WIE HOSE
Manfred Karge
Bochumer Ensemble
spectacle en langue allemande

Odéon Théâtre National 325.70.32

irrévocablement 40 dernières



MORT ACCIDENTELLE D'UN ANARCHISTE
de Jacques Échantillon

LOCATION 874-76-99

« Joué en virtuose par Jean-Jacques Moreau... Une des meilleures soirées de la saison. » (Le Nouvel Observateur)

du 5 au 30 octobre

SILVIA MONFORT
108, rue Brancion PARIS 15

PACO IBANEZ



Location 531 28 34

MAISON DES ARTS
ANDRÉ MALRAUX
CRETEIL

du 14 au 26 octobre

10 représentations exceptionnelles

Babel-Babel
chorégraphie

Maguy Marin

Ballet Théâtre de l'Arche

Maguy Marin a frappé gros et fort

Marcelle Michel LE MONDE

Le spectacle est passionnant et ne pas manquer.

René Sirin LE FIGARO

Un incomparable tableau de société où le chorégraphe ne ménage ni la satire ni l'humour.

Lise Brunel LE MATIN

Maguy Marin s'est taillé un domaine exceptionnel à cheval entre le théâtre et la danse.

Raphaël de Gubernatis LE NOUVEL OBSERVATEUR

Place Salvador Allende tél. 899 94.60

M^{re} Créteil Préfecture

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 12 OCTOBRE

15 h, d'après Stefan Zweig : Amok, de F. O'Flynn ; 19 h, cinéma télévisuel : les Jours de la trahison, de O. Vavra.

JEUDI 13 OCTOBRE

15 h : The Chaser, de H. Langdon ; 19 h, Liliash : le Vent, de V. Sjostrom ; 21 h : rattrache.

VENDREDI 14 OCTOBRE

15 h : Carmon, de E. Lubitsch ; 19 h, cinéma télévisuel : le Vent dans la poche, de J. Siodmak ; 21 h, Liliash : le Chapeau de New York ; l'Invisible Ennemi : The Burglar's Dilemma : Comed d'Apache : The Lady and the Mouse ; The House of darkness, de D.-W. Griffith.

SAMEDI 15 OCTOBRE

Liliash : 15 h, Just gold : A timely interception ; l'Angeur d'une mère : Pendant la bataille, de D.-W. Griffith ; 21 h, Judith de Bethulie, de D.-W. Griffith ; Pathways of life, de W.-E. Lawrence ; Cinéma télévisuel : 17 h, Et je saute les hirondelles, de J. Jiro ; 19 h, le Jeu de la pomme, de V. Chytilova.

DIMANCHE 16 OCTOBRE

Liliash : 15 h, Naissance d'une nation, de D.-W. Griffith ; 21 h, Histoire, de D.-W. Griffith ; 19 h, Cinéma télévisuel : Adèle a pas encore dit, de O. Lipsky.

LUNDI 17 OCTOBRE

Rattrache.

MARDI 18 OCTOBRE

Liliash : 15 h, les Croix du monde, de D.-W. Griffith ; 21 h, Histoire, de R. Altman ; 19 h, Cinéma télévisuel : les Oiseaux, de K. Szynski.

MERCREDI 12 OCTOBRE

15 h, les Amants de demain, de M. Bitting ; 5 festival de Biarritz-film ibérique et latino-américain ; 17 h, Si nous vivions ensemble, de A. Sharmeta ; 19 h, Motel, de L. Mandoki.

JEUDI 13 OCTOBRE

15 h, d'après Stefan Zweig : Lettre d'un inconnu, de M. Ophüls ; 5 festival de Biarritz-film ibérique et latino-américain ; 17 h, l'Opération, de A.-M. Garcia ; Conversations avec Chico Buarque, de M. Bora ; 19 h, Pubis angelical, de R. de la Torre.

VENDREDI 14 OCTOBRE

15 h, d'après Stefan Zweig : le Cœur des déesses, de G. Cavallé ; 5 festival de Biarritz-film ibérique et latino-américain ; 17 h, Du vent et du feu, ou à propos de « Erosmina » ; Promenade avec Berga, de A.-G. Vidal ; 19 h, On a tué Vassilios Flores, de J.-C.-R. Castro.

SAMEDI 15 OCTOBRE

15 h, d'après Stefan Zweig : la Peur, de R. Rossellini ; 5 festival de Biarritz-film ibérique et latino-américain ; 17 h, Parfois, le regard ne voit, de O. Roiser ; 19 h, Parfois, le regard ne voit, de O. Roiser ; 21 h, le Diable et la Dame, ou l'Infiniment de la haine, de A. Zuniga.

DIMANCHE 16 OCTOBRE

15 h, d'après Stefan Zweig : Vingt-quatre heures de la vie d'une femme, de D. Delouché ; 17 h, On murmure dans la ville, de J.-L. Meakiewicz ; 5 festival de Biarritz-film ibérique et latino-américain ; 19 h, Août sur, de J. De St-Germain ; 21 h, la Conquête de l'Albanie, de A. Ungria.

LUNDI 17 OCTOBRE

15 h, d'après Stefan Zweig : la Confusion des sentiments, de E. Perier ; 17 h, Laine de fond, de V. Mizmoli ; 19 h, 5 festival de Biarritz-film ibérique et latino-américain ; la Ville des pirates, de R. Ruiz.

MARDI 18 OCTOBRE

Rattrache.

Les exclusivités

L'AMI DE VINCENT (Fr.) : Gaumont

Hall, 1^{er} (297-49-70) ; Richelieu, 2^e (233-56-70) ; Saint-Germain, 3^e (633-63-20) ; Hauteville, 4^e (633-79-38) ; Bretagne, 5^e (222-57-97) ; Colisée, 6^e (359-29-46) ; George V, 7^e (562-41-46) ; G. Lazard, 8^e (337-35-43) ; Normandie, 9^e (337-35-43) ; France, 10^e (770-33-88) ; Nation, 11^e (343-04-57) ; Faubourg, 12^e (331-60-74) ; Miramar, 13^e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 14^e (322-42-27) ; Biarritz, 15^e (575-79-79) ; Mayfair, 16^e (523-27-06) ; Pathe Clichy, 17^e (522-46-01).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Am., v.a.) : Clichy, 6^e (633-10-87).

L'AMANT (Fr.) : Leclerc, 6^e (544-57-34).

ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Forum

Orient Express, 1^{er} (233-63-65) ; Berlioz, 2^e (742-60-13) ; Richelieu, 3^e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 4^e (325-59-43) ; Le Paris, 5^e (359-53-99) ; George V, 6^e (562-41-46) ; Saint-Lazare, 7^e (337-35-43) ; Nation, 8^e (343-04-57) ; Faubourg, 9^e (331-60-74) ; Miramar, 10^e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 11^e (322-42-27) ; Biarritz, 12^e (575-79-79) ; Mayfair, 13^e (523-27-06) ; Pathe Clichy, 14^e (522-46-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.l.) : Trois Haussmann, 9^e (770-47-55).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.a.) : Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; Hauteville, 2^e (633-79-38) ; Olympia St-Germain, 3^e (222-57-23) ; La Pagode, 4^e (705-12-15) ; Gaumont Champe-Élysées, 5^e (359-04-67) ; Olympia Extrême, 6^e (545-35-35) ; FLM St-Jacques, 7^e (589-64-42) ; Parisienne, 8^e (329-83-11) ; v.l., Impérial, 9^e (742-72-53) ; St-Lazare, 10^e (337-35-43) ; Nation, 11^e (343-04-57) ; Gaumont Sud, 12^e (327-84-50) ; Miramar, 13^e (320-82-82) ; Gaumont Convention, 14^e (322-42-27) ; Pathe Clichy, 15^e (522-46-01).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Douff (H. sp.), 1^{er} (321-41-01).

BENVENUTA (Fr.-Belg.) : U.G.C. Odéon, 6^e (325-71-08) ; U.G.C. Opéra, 7^e (261-50-32) ; Biarritz, 8^e (723-69-23).

LES BRANCHES A SAINT-TROPEZ (Fr.) : Paramount City Triomphe, 6^e (562-45-76) ; Maxéville, 7^e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 8^e (742-56-11) ; Faubourg, 9^e (331-60-74) ; Paramount Convention, 10^e (322-42-27) ; Pathe Clichy, 11^e (522-46-01).

CARMEN (Esp., v.a.) : Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 2^e (633-63-20) ; Hauteville, 3^e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 4^e (359-26-14) ; Ambassade, 5^e (359-19-08) ; Bièvre Montparnasse, 6^e (544-25-02) ; v.l., Impérial, 7^e (742-72-52).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (HEAT AND DUST) (Ang., v.a.) : Clichy, 6^e (633-10-87) ; U.G.C. Danton, 7^e (271-52-35) ; U.G.C. Rotonde, 8^e (633-08-22) ; U.G.C. Marbeuf, 9^e (225-18-45) ; Escorial, 10^e (707-28-04) ; v.l., U.G.C. Opéra, 11^e (261-50-32).

CHRONOPOLIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

LA CRÈME (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6^e (344-61-27) ; Marignan, 7^e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevard, 8^e (246-66-44).

DANS LA VILLE BLANCHE (Sm.) : Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16) (H. sp.).

DARK CRYSTAL (A., v.l.) : Trois Haussmann, 9^e (770-47-55).

LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-63-65) ; Quintette, 2^e (633-79-38) ; Olympia-Bellevue, 3^e (561-10-60) ; Parisienne, 4^e (320-82-82).

DEUX ME SAVONNE (Belg., v.a.) : George V, 6^e (562-41-46) ; Parisienne, 7^e (359-26-14) ; v.l., Impérial, 8^e (742-72-52).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Belg., v.a.) : Marignan, 6^e (359-92-82) ; v.l., France, 7^e (770-33-88) ; Montparnasse, 8^e (327-52-57).

DRYA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 6^e (272-52-57) ; Parisienne, 7^e (354-15-44) ; Grand Faubourg, 8^e (554-46-85).

E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.l.) : Trois Haussmann, 9^e (770-47-55).

EVIL DEAD (A., v.a.) : Paramount Montparnasse, 14^e (329-90-10).

FANNY ET ALEXANDRE (Suède, v.a.) : Épi de Bois, 5^e (337-57-47).

LA FIANCÉE QUI VENAIT DU FROID (Fr.) : Normandie, 6^e (339-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 7^e (246-66-44).

LE FAUCON (Fr.) : Marignan, 6^e (359-92-82) ; France, 7^e (770-33-88) ; Montparnasse, 8^e (320-12-06) ; Images, 9^e (522-47-94).

LA FEMME DE MON POTE (Fr.) : Berlioz, 2^e (742-60-13) ; Marignan, 3^e (359-92-82) ; Montparnasse, 4^e (320-12-06).

FLASEDANCE (A., v.a.) : Forum, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 2^e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 3^e (325-59-43) ; Publicis Marignan, 4^e (359-92-82) ; Biarritz, 5^e (773-69-23) ; Paramount Mercury, 6^e (562-75-90) ; Khoparoma, 7^e (306-50-50) ; v.l., Paramount Marivaux, 8^e (298-80-40) ; Rex, 9^e (256-43-93) ; Paramount Beville, 10^e (343-79-17) ; Ashes, 11^e (343-00-63) ; Paramount Opéra, 12^e (563-56-31) ; Paramount Galaxie, 13^e (380-18-03) ; U.G.C. Gobelin, 14^e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 15^e (329-90-10) ; UGC Convention, 16^e (329-90-10) ; Paramount Maitre, 17^e (758-24-24) ; Pathe Clichy, 18^e (522-46-01) ; Muret, 19^e (651-99-75).

FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THEATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7^e (783-64-66).

FRANCES (A., v.a.) : Gaumont Hall, 1^{er} (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 2^e (329-42-62) ; Colisée, 3^e (359-29-46) ; Bièvre Montparnasse, 4^e (544-25-02) ; v.l., Berlioz, 5^e (742-60-13).

FRENE DE SANG (A., v.a.) : 7^e Art Beaubourg, 6^e (278-54-15) (sp.).

FURYO (Jap., v.a.) : Studio Cujas, 5^e (354-89-22).

GANDHI (Brit., v.a.) : Chiny Palace, 5^e (354-20-12) ; Elysées Lincoln, 6^e (359-36-14).

LE GUERRIER DE L'ESPACE (A., v.l.) : Tonnelier, 20^e (344-51-98).

HAUNNA K. (Fr.-A.) : Quintette, 2^e (633-79-38) ; Ambassade, 3^e (359-19-08).

L'HOMME AUX DEUX CERVEAUX (A., v.a.) : Miroir, 1^{er} (260-43-99).

L'HOMME DE LA RIVIERE D'AR-GEY (Aust., v.a.) : Espace Galie, 15^e (352-95-94) ; St-Lambert, 16^e (352-91-48) (H. sp.).

MONKY TONKMAN (A., v.a.) : Forum Orient Express, 1^{er} (233-63-65) ; Beaubourg, 2^e (326-12-12) ; Ambassade, 3^e (359-19-08) ; Parisienne, 4^e (329-83-11).

JOY (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 9^e (225-18-45) ; Maxéville, 10^e (770-72-86).

ROYALTY (A., v.a.) : Escorial, 10^e (707-28-04).

LA LUNE DANS LE CANTIER (Fr.) : Leclerc, 6^e (544-57-34).

LIBERTY BELLE (Fr.) : Épi de Bois, 5^e (337-57-47) ; Parisienne, 6^e (329-83-11).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.a.) : Saint André des Arts, 6^e (326-48-18).

LE MONDE SELON GARP (A., v.a.) : Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16).

MONTY PYTHON. LE SENS DE LA VIE (A., v.a.) : Quintette, 2^e (633-79-38).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (HEAT AND DUST) (Ang., v.a.) : Clichy, 6^e (633-10-87) ; U.G.C. Danton, 7^e (271-52-35) ; U.G.C. Rotonde, 8^e (633-08-22) ; U.G.C. Marbeuf, 9^e (225-18-45) ; Escorial, 10^e (707-28-04) ; v.l., U.G.C. Opéra, 11^e (261-50-32).

CHRONOPOLIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

LA CRÈME (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6^e (344-61-27) ; Marignan, 7^e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevard, 8^e (246-66-44).

DANS LA VILLE BLANCHE (Sm.) : Saint-Ambroise, 11^e (700-89-16) (H. sp.).

DARK CRYSTAL (A., v.l.) : Trois Haussmann, 9^e (770-47-55).

LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-63-65) ; Quintette, 2^e (633-79-38) ; Olympia-Bellevue, 3^e (561-10-60) ; Parisienne, 4^e (320-82-82).

DEUX ME SAVONNE (Belg., v.a.) : George V, 6^e (562-41-46) ; Parisienne, 7^e (359-26-14) ; v.l., Impérial, 8^e (742-72-52).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Belg., v.a.) : Marignan, 6^e (359-92-82) ; v.l., France, 7^e (770-33-88) ; Montparnasse, 8^e (327-52-57).

DRYA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 6^e (272-52-57) ; Parisienne, 7^e (354-15-44) ; Grand Faubourg, 8^e (554-46-85).

E.T

COMMUNICATION

Mercredi 12 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Les mercredis de l'information.
Magazine de la rédaction de TF1, d'A. Denvers.
De jolis petits muges rouges, jaunes ou blancs contenant les germes de la peste, du choléra ou de la variole. Au choix. Une enquête coup de poing sur l'arsenal chimique dont disposent les grandes puissances - et aussi les petites - pour détruire la planète. Qu'ont-elles prévu pour assurer la protection éventuelle de leurs ressortissants ? Pas grand-chose. Seule la Suisse a déjà pris des dispositions sérieuses : aucun permis de construire n'est accordé s'il ne prévoit d'abri. Genève dispose d'un hôpital souterrain, etc.
21 h 40 Rêves d'images.
L'Orchestre national de France, dir. L. Maazel, interprète la Mer, Nuages et Fêtes, de Debussy.
22 h 30 Histoires naturelles.
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Les cinq dernières minutes.
« La chaine à Paris », réal. F. Martin.
L'ex-femme d'un patron du marché aux puces achète aux enchères une fameuse lampe de Galilée que convoite son ex-mari. Rivalité de brocanteurs.
21 h 55 Magazine : Les jours de notre vie.
Les « nouvelles » maladies infectieuses, celle du légionnaire, la fièvre hémorragique d'Afrique, les infections opportunistes provoquées par les champignons, le SIDA.
22 h 50 Histoires courtes.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cadence 3.
Emission de Guy Lux et Lela Milic, Présentation à Lille : Sophie Darel.
Avec Julien Clerc est une séquence « Spécial Piaf ».
21 h 50 Journal.
22 h 10 Enquête : L'esprit du devoir, de J.-L. Maga. Les règles et traditions du compagnonnage, une confrérie d'artisans dont les origines remontent au

Moyen Age, et qui a conservé l'étrangeté et la magie de certains rituels qui font songer à ceux d'une société secrète.

23 h Prélude à la nuit.
Sports et divertissements, d'E. Satié (suite et fin).



FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 8 Ciné 18 : Les filles d'Adam.
18 h 28 Court métrage.
18 h 30 Magazine : Via régionale.
19 h 55 Informations.
19 h 10 Saturnin et Cie.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Perspectives scientifiques : les différents aspects de l'évolution (l'Amérique centrale et du Sud).
20 h, Les miroirs de Jean Cocteau : les théâtres grecs.
22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 5 mai 1983 à Paris) : Madrigaux de Gabrieli, Juchas de dolor de Ausencia, de Halffter ; caniques de Fauré, Nox et ténor de Hubert de Willmann, par le Groupe vocal de France, dir. J. Aldis, sol. F.H. Houbard, orgue, F. Pierre, harpe.
21 h 40, Concert (en simultané avec TF1) : la Mer ; Nuages et Fêtes, Nocturnes de Debussy, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel.
22 h 30, Fréquence de nuit : œuvres de Wagner, Verdi, Bellini, Kagel, Aljanci...

Jeudi 13 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

11 h 30 Vision plus.
12 h 30 Les rendez-vous d'Annick.
13 h 30 Atout cœur.
13 h 45 Objectif santé : l'asthme de l'enfant.
14 h 50 Séries : Ton amour et ma jeunesse.
15 h 20 Le village dans les nuages.
16 h 40 Variétéscope.
17 h 55 7 h moins 5.
18 h 15 Émissions régionales.
19 h 35 Émissions d'expression directe : C.G.T., C.F.T.C.
20 h 35 Téléfilm : La martingale.
De M. Legras, réal. A. Bloch.
Un jeune homme (Omar Sharif) a trouvé une martingale : il propose à une jeune femme (Catherine Spaak), coincée dans des dettes de jeu, d'entrer dans ses combinaisons. Atmosphère feutrée des casinos, belles voitures, belles femmes, filatures... tous les éléments sont là. Omar Sharif ne parvient pas à sauver cette histoire, dont le seul intérêt est de voir le système de surveillance qui se met en place à la police des jeux.
22 h 15 Au-delà de l'histoire : Cortail, le village anglois.
Une enquête « policière » des équipes scientifiques du musée Cortail d'archéologie : sur les traces des villages construits sur pilotis au-dessus des lacs d'Europe occidentale.
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 30 ANTOINE.
13 h 30 Journal (et à 12 h 45).
14 h 10 Jeu : L'academia des neuf.
15 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
16 h 50 Aujourd'hui la vie.
17 h 55 Téléfilm : Charlie Cobb détective, de R. Miquel (Redif).
18 h 30 Les mystères de la mer Plongée en Arctique.
19 h 40 Un temps pour tout.
Neige et montage.
20 h 45 Récit A 2.
18 h 30 C'est la vie.
19 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
20 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 15 Émissions régionales.
20 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h 35 Séries : Massada.
Neuf cents réfugiés zélandais tentent de résister à l'occupation dans la forteresse de Massada. Une épopée de l'histoire juive dans la tradition de Ben Hur.
22 h 5 Musique au cœur, d'E. Ruggieri et P. Camus.
Portrait d'une cantatrice hors du commun, avec des moments précieux où sont diffusés des enregistrements depuis Orange, où elle s'est rendue très souvent.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévisions régionales.
Programmes autonomes des deux régions.
19 h 50 Océan animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 35 Ciné-passion.
De M.-C. Barraud.
20 h 40 Film : Cabaret.
Film américain de Bob Fosse (1972) ; avec L. Minelli, M. York, H. Griss, M. Berson, F. Wepper, J. Grey.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 12 OCTOBRE
Un débat sur le thème du féminisme réunit M^{me} Gisèle Halimi, députée P.S. de l'Isère, et Monique Pelletier, ancienne ministre (U.D.F.), au cours du journal d'A 2, à 23 h 10.
M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., est l'invité du journal de R.T.L., à 18 h.
M^{me} Marie-France Garaud, présidente de l'Institut international de géopolitique, participe au journal du Poste parisien à 18 h 45 (Paris, 101 MHz).

abris et matériels de protection civile (nucléaire, biologique et chimique) documentation sur demande



108 RUE SAINT-MAUR • 75011 PARIS • TEL. (1) 355.55.96
74 RUE G. BONNAC • 33000 BORDEAUX • TEL. (56) 93.05.11

Bwanas

C'est quand même génial la télé. Vous retenez chez vous, en fin d'après-midi, crevé, énervé, le bureau, les ennuis, la cantine, les contrariétés, le métro, la pluie... Vous appuyez sur le bouton, comme ça, pour voir, pour vous changer les idées. Et c'est le tapis volant. D'un coup d'aile sur TF1, de mardi en mardi, vous voilà transporté sous un grand soleil, en pleine jungle, en plein désert, en pleine brousse, devant des palais des Mille et Une Nuits, au paradis des chefs.

Il y en a qui ont vraiment de la chance. Prenez le sultan de Brunel, dans l'île de Bornéo. C'est un des hommes les plus riches du monde. Il est assis sur un fabuleux gisement de pétrole. Il est jeune, il est beau, il est sportif, c'est un champion de polo... Inutile de rêver : il est déjà marié et sur le point de prendre une seconde épouse. Il est à peu près aussi bien gardé que Fort Knox, et sa résidence, empruntée,

dirait-on, à une opérette du Châtelet, mêle l'or au marbre et s'entoure de bassins d'une souriante opulence. Ses sujets ne paient pas d'impôts. Tout est gratuit : l'école, l'hôpital. Et chacun coule ici des jours protégés, avec une discrète vigilance, par la Grande-Bretagne, qui s'apprête d'ailleurs à se retirer à la fin de l'année.

Ces reportages très simples, très clairs, très modestes adoptent un ton plein de déférence et de respect. Pas trop - ce n'est pas Zitrone commentant le mariage du prince Charles - juste ce qu'il faut pour nous permettre d'apprécier à leur juste poids les traditions et les valeurs tribales qui président, par exemple, à la vie de la cour du Nana. Traditions le très grand chef, le chef des Akans, le roi de Dornaa, le président de la Chambre nationale des chefs du Ghana. Un prince-magistrat, un géant digne

et sévère, les bras, le cou cerclé d'or, drapé dans de somptueux boubous. A ses côtés, la reine mère, une jeune femme. Ce n'est pas sa mère, c'est celle du futur Nana. La filiation ici est matrilinéaire.
Vous rencontrerez la semaine prochaine, sous une tente de bédouin en Jordanie, un prince-bédouin, un jeune, un saint, dont l'autorité morale dépasse très largement celle du roi Hussein. Tous les puissants de ce monde ne sont pas aussi accessibles. En Asie du Sud-Est notamment, vous apercevrez de loin des demi-dieux retranchés derrière les chicanes d'une étiquette implacable dans son raffinement. Ils sont là pour la montre, pour la parade, et leurs peuples vénèrent leur image. Abi quel bonheur d'avoir des chefs de droit divin. Au moins, on n'a pas à s'interroger sur leurs mérites et leurs capacités.

CLAUDE SARRAUTE.

LA NÉGOCIATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE

M. Jacques Pomonti plaide pour un service public offensif

M. Pomonti, président de l'Institut national de la communication audiovisuelle et président de l'Association des employeurs du service public, a remis aux organisations syndicales des propositions sur les

négociations salariales pour la convention collective de l'audiovisuel. S'adressant à l'ensemble des personnels des sociétés de radiotélévision, il les a invités à « bâtir un nouveau service public ».

« La loi de juillet 1982 autorise le redressement du service public mais ne le garantit pas. Elle ouvre l'espoir, elle ne le donne pas. Elle nous place sur la ligne de départ. Il faut maintenant avancer ensemble, avec la volonté commune dans la réalisation d'un projet élargi. L'identité qui est celle de la constitution d'un nouveau service public. » Il faut un certain courage politique à M. Jacques Pomonti pour énoncer cette croisade. Le service public est aujourd'hui une sorte de Schindler de la communication audiovisuelle, ce personnage des *Bâtisseurs d'empire* de Boris Vian, que chaque secteur était tenu de battre ou d'insulter en entrant en scène.

On le dit lourd, déficitaire, impossible à gérer, corporatiste, abusant de sa situation de monopole, peu autonome vis-à-vis du pouvoir. A ce catalogue de tares s'ajoute l'ambiguïté de la politique gouvernementale. Officiellement, on fait du service public de l'audiovisuel le pilote de tout le redéploiement de la communication audiovisuelle. Dans les faits, on préfère confier cette tâche à des structures parapubliques ou privées (Canal-Plus, le satellite de télévision directe, le câble).

C'est dans ce contexte, peu favorable, que M. Jacques Pomonti aborde avec les syndicats la dernière phase de la négociation sur la convention collective. Le 1^{er} juillet dernier, syndicats et employeurs se sont mis d'accord sur un schéma d'ensemble. Un certain nombre de situations ont déjà été éclaircies (journalistes, artistes-interprètes, réalisateurs, techniciens intermittents du spectacle, etc.). Mais le plus dur reste à faire : l'harmonisation des salaires.

La rigueur budgétaire ne permet pas d'espérer des miracles. M. Pomonti en avertit d'avance les

organisations syndicales : « Les réajustements nécessaires ne se feront pas systématiquement sur les positions les plus avantageuses. La réduction des incohérences, des anomalies, des écarts, des injustices, ne pourra se faire que progressivement. » Toutefois, le président de l'Association des employeurs a besoin de cette harmonisation pour assurer la mobilité des personnels à travers les différentes sociétés de télévision, pour restructurer l'ensemble face aux défis technologiques et commerciaux. Ce faisant, il doit résister à tous ceux qui identifient l'harmonisation des salaires et retour à une gestion centralisée, à tous ceux qui rêvent encore de « refaire l'O.R.T.F. ». La souplesse de gestion et l'autonomie de chaque société sont indispensables pour faire face à la concurrence.

La concurrence internationale

Face à l'inquiétude réelle du personnel, aux résistances syndicales, M. Pomonti n'a qu'une seule arme : le consensus politique. Il cherche d'abord à l'obtenir sur l'analyse de la situation de la crise. A ses yeux, le grand responsable de l'affaiblissement du service public, c'est bien la loi de 1974. Non pas tant parce qu'elle fait éclater l'O.R.T.F., mais parce qu'elle ne va pas au bout de sa logique : la privatisation. En organisant une concurrence interne au service public, la loi de 1974 condamne les sociétés de télévision à se battre entre elles sur le même terrain, plutôt que de consacrer leurs efforts à mieux effectuer leur programmation. Cet effet pervers est renforcé par la volonté avouée de l'ancien pouvoir de mettre sur pied une Société française de production (S.F.P.), aux prétentions hégémoniques sur l'ensemble du secteur audiovisuel.

A cette conception, M. Pomonti oppose la loi de juillet 1982, qui a le mérite de définir clairement les places respectives du service public et du secteur privé, d'organiser une concurrence et un marché réel. Une loi qui n'autorise aucun retour en arrière vers le monopole de l'O.R.T.F., mais qui n'envisage pas non plus la privatisation de la radiotélévision publique.

Le deuxième consensus, M. Pomonti cherche à l'obtenir sur l'analyse du marché de l'audiovisuel et sur le rôle que peut jouer un service public « offensif ». Un marché marqué par la « concurrence internationale, l'explosion technologique et le poids prépondérant de l'économie dans la sélection et le développement de la création ». Si le service public intègre ces contraintes, accepte de ne pas se replier sur l'Hexagone, il pourra remplir son rôle. Un rôle de pilote de prospective, de maturité des grandes évolutions de prédominance des mécanismes de solidarité sur ceux de l'égoïsme individuel.

Utopie générique ? M. Pomonti aime à rappeler l'exemple américain où la chaîne publique P.B.S. a eu l'initiative des productions les plus innovantes. Il souligne aussi la logique que le gouvernement britannique qui soutient Channel Four malgré ses 4 % de taux d'audience. Il cite l'expérience italienne où la passivité de la RAI a entraîné la dégradation totale du marché et l'asphyxie de la création.

S'il parvient à redonner confiance aux personnels du service public, à faire taire les réflexes corporatistes devant l'urgence du défi à relever, M. Pomonti aura gagné son pari. Il lui reste plus pour cela que deux mois et demi. La convention collective doit être signée avant le 31 décembre.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

SPORTS

● CYCLISME. - L'ancien coureur suisse Paul Kochli sera l'entraîneur de la nouvelle équipe de Bernard Hinault composée, pour l'instant, de treize éléments. D'autre part, les responsables des cycles Glitte, qui participaient à la commande de plusieurs groupes sportifs dont l'ancienne équipe de Bernard Hinault, Renault-Elf, ont décidé de se retirer financièrement de la compétition cycliste.

● TENNIS. - Tête de série numéro un du tournoi de Bâle (100 000 dollars) qui l'avait gagné l'an dernier, le Français Yannick Noah a été éliminé, mardi 11 octobre, au premier tour, par le Paraguayen Victor Pecci, ancien finaliste de Roland-Garros, qui s'est imposé en deux manches (6-2, 6-3).

● La France et la Coupe Davis 1984. - L'équipe de France de tennis se déplacera en Inde, du 24 au 26 février, pour le premier tour de la Coupe Davis 1984. En cas de victoire, les Français devraient probablement jouer en Tchécoslovaquie pour le deuxième tour. Le tirage au sort de l'épreuve, effectué le mardi 11 octobre à Londres, a donné lieu aux matches suivants :
Australie-Yugoslavie, Grande-Bretagne-Italie, R.F.A.-Argentine, Roumanie-Etats-Unis, Tchécoslovaquie-Danemark, Inde-France, Nouvelle-Zélande-Paraguay et Suède-Equateur.

APRÈS L'« ARMISTICE » DANS LE GROUPE AMAURY

M. Maurice Brébart succède à M. Jean Sangnier à la tête du mensuel « Marie-France »

Après l'accord intervenu récemment entre les héritiers Amaury, le conseil d'administration du *Parisien* libéré a approuvé, le 7 octobre, les transferts d'actions nécessaires qui donneront, d'une part, à M. Philippe Amaury, le contrôle du quotidien, celui de l'Équipe et du *Maine libre* (ainsi que des 26 % des parts que détient le groupe dans le *Courrier de l'Ouest* ; d'autre part, à M^{me} Francine Amaury, celui de l'Office de publicité générale (O.P.G.), qui contrôle notamment *Marie-France* (522 284 exemplaires) et *Point de vue-Images du monde*.

Pour sa part, l'assemblée générale de la société éditrice de *Marie-France* (SOPEFF), réunie le 29 septembre, a désigné à l'unanimité M. Maurice Brébart pour succéder à M. Jean Sangnier, directeur général du mensuel féminin depuis 1947, qui prend sa retraite. M. Maurice Brébart est un homme de presse belge, qui est en outre administrateur délégué de la société anonyme *Femmes d'aujourd'hui* et gérant des Éditions du Hémis. Selon le communiqué de la SOPEFF, « de cette

décision résultera probablement une coopération nouvelle entre les périodiques féminins ».

Pure coïncidence : cette nomination de M. Brébart survient au moment où la direction du groupe *Femmes d'aujourd'hui* engage une procédure de licenciement portant sur une vingtaine de personnes. Ce chiffre, qui inclurait un certain nombre de départs volontaires, affecterait surtout les effectifs rédactionnels. Mais ces licenciements, affirme-t-on à la direction du groupe, seraient consécutifs à un plan de rigueur annoncé début septembre et n'auraient aucun rapport avec la nomination de M. Brébart à *Marie-France*.

Rappelons que les Éditions du Hémis (groupe Brébart, ex-Paris Graphic) publient deux hebdomadaires, *Femmes d'aujourd'hui* (689 278 exemplaires) et *Chez nous* (363 057), ainsi que les mensuels *Femme pratique* (311 322), *Femme mode* (223 251), la *Table-Ma cuisine* (118 407) et *Mon ouvrage-Ma maison* (211 110).

PIERRE M...
MA VEDET
AMERICAN

INFORMATIONS « SERVICES »

EXPOSITIONS

A L'HOTEL DE LA MONNAIE

Colbert, patron des métiers d'art

Au fond de la cour de l'hôtel de la Monnaie où se tient jusqu'au 30 novembre l'exposition Colbert, les créateurs des métiers d'art, réunis sous le vocable du grand ministre de Louis XIV, ont sorti de leurs collections particulières les pièces les plus significatives. Alain Boucheron, commissaire général de l'exposition, a choisi Yves Taron pour la mettre en scène dans un cadre de tentures bleu de France d'une grande sobriété. Ainsi les couturiers, fourreurs, parfumeurs et joailliers voisins, les orfèvres, les selliers, les marbriers, les producteurs de vins fins et de champagne, les fabricants de linges de maison et les décorateurs, dans l'esprit de Colbert, créateur des manufactures nationales et promoteur du Roi-Soleil. Cinq grands photographes ont composé de gigantesques natures mortes d'objets témoins. Parmi les plus spectaculaires, l'immense grandiose de la cristallerie Saint-Louis, la table cactus de Lalique, le collier à la peau conçu par Chaumet pour une maharani, les boîtes plates émaillées de Boucheron et le pendentif épatant de Mellerio, datant de l'Exposition coloniale.

Baccarat a réédité pour Caron, Jean Patou et Guerlain, entre au-

tres, les flecons de cristal d'avant-guerre. Lalique, un autre en forme de pomme pour Nina Ricci et, pour Lanvin, la boule noire d'« Arpège », dessinée par Paul Iribé. L'œuvre de Christian Dior, illustrée par le tailleur « new-look » à veste blanche et jupe plissée noire, se perpétue à travers le manteau de fourrure « tableaux » de Frédéric Castet. Kerl Lagerfeld a monté un collage rendant hommage à Chanel, dont les flacons de « N°5 » forment une sculpture abstraite. Porthault expose les dentelles de lin de M^{me} de Maintenon ainsi que les célèbres draps imprimés qui ont inspiré un poème à Louise de Vilmonin. Au détour d'un grand socle néo-classique, voici la richesse des planches indiennes provençales de Soulelado, le « jardin secret » d'Emmanuel Canova et les étoffes d'ameublement colorées de Pierre Frey. Hermès, S.T. Dupont et Vuitton jouent sur les selleries, les nécessaires de voyage et les malles de cabine d'une qualité extraordinaire.

NATHALIE MONT-SERVAN.

* 11, quai de Conti, Paris-6^e. Tél. : 329-12-46. De 11 h à 17 h, tous les jours sauf dimanches et jours fériés.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 14 OCTOBRE

- Les thermes de Cluny, 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé, M^{me} Allaz.
- Hôtel Arturo Lopez, 14 h 45, 12, rue du Centre à Neuilly, M^{me} Legré.
- La tour Eiffel, 15 heures, piler nord, M^{me} Collin.
- Le Panthéon, 15 heures, M. Guiller.
- Bibliothèque nationale, 15 heures, 56, rue de Richelieu, M^{me} Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).
- Murillo, 10 h 30, musée du Louvre, porte Jaillard, M. Bouchard.
- Palais-Royal, 15 heures, 1, rue de Richelieu M. Camy.
- Maintenon, 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Le Marais, 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filanciers).
- La Bastille, 11 h 15, métro Bourse, P.Y. Jaslet.

- Autour de Beaubourg, 14 h 30, 2, rue du Renard (Paris surréalistes).
- Le mystère des Templiers, 15 heures, 195, rue du Temple (Paris et son histoire).
- Cours et jardins de Saint-Victor, 14 h 30, métro Jussieu (Paris pittoresque et insolite).
- Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

CONFÉRENCES

- 19 heures, 19, rue Frédéric-Lemaître, M. Cyrille Adam : « Le nombre spatio-temporel » (GRACE).
- 20 h 30, 26, rue Bergère, M. J. de Colson : « Le Mandala de la paix » (L'homme et la connaissance).

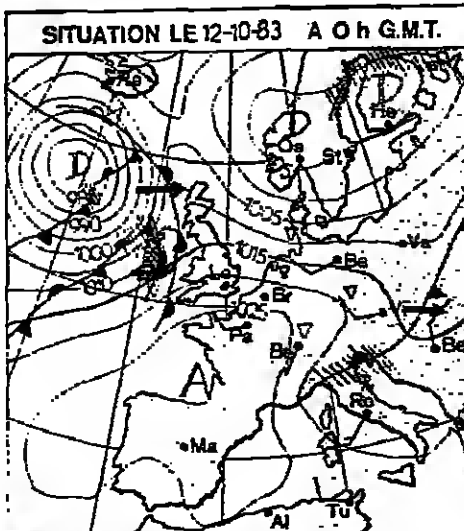
EN BREF

- **CONFÉRENCES**
- **RENCONTRES AVEC L'INDE.** - Tapovan, Centre de yoga et de culture indienne, organise, du 17 au 20 octobre, 18 rue de Valenciennes à Paris (7^e), des journées culturelles de rencontre avec l'Inde sur le thème « Education et santé ». Les conférences de soirée seront animées par Kiran Vyas, dont le père fut l'un des proches disciples du Mahatma Gandhi. Tapovan, qui s'inspire des modes de pensée de Rabindranath Tagore, Gandhi, Sri Aurobindo, désire créer une relation d'échanges culturels entre la France et l'Inde.
- Tapovan, 6, rue Robert-Estienne, 75008 Paris. Tél. : 563-97-36.

COURS ET SESSIONS

- **AU CENTRE SÈVRES.** - Le Centre Sévres, centre d'études et de recherches de la Compagnie de Jésus, organise, de 20 h à 22 h, des cours sur « L'expérience esthétique », le mardi, du 11 octobre au 13 décembre, et sur « L'introduction à la musique du vingtième siècle », le lundi, du 24 octobre au 13 décembre. Les 26 et 27 novembre, une session sur « La souffrance de celui qui meurt » sera animée par des médecins du centre Laennec.
- Centre Sévres, 35, rue de Sévres, 75006 Paris, de 14 h à 18 h. Tél. : 544-58-91.

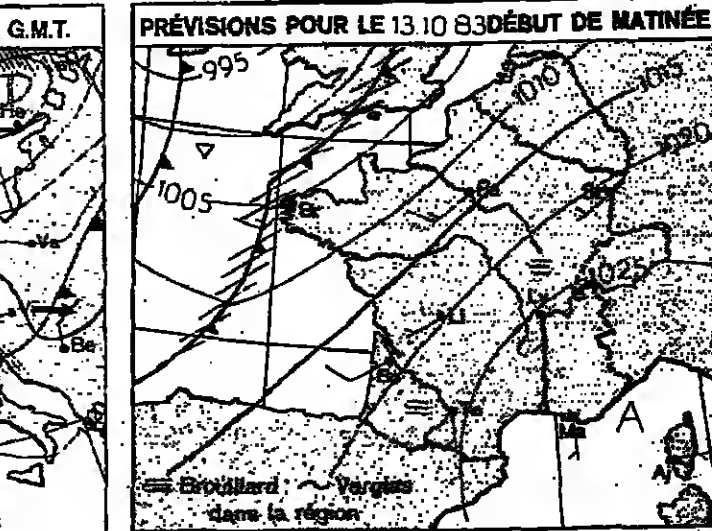
MÉTÉOROLOGIE



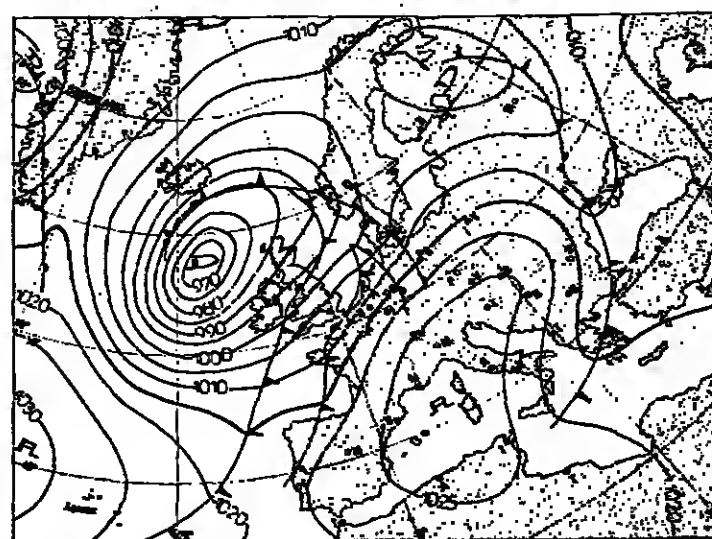
Evolution probable du temps en France entre le mercredi 12 octobre à 0 heure et le jeudi 13 octobre à minuit.

La cellule anticyclonique bien centrée sur la France mercredi va se déplacer vers l'est-sud-est au profit d'un rapide flux d'air chaud de secteur sud-ouest, dirigé par la profonde dépression centrée au sud de l'Islande. A cet air chaud est associée une perturbation. Jeudi, on observera des gelées blanches et des brouillards locaux dans le Centre-Est. Le temps sera déjà très nuageux en Bretagne, avec de la pluie. A l'ouest d'une ligne Chartreuse-Agen, le ciel deviendra nuageux. Ailleurs, le temps sera encore assez ensoleillé. Les températures minimales seront de l'ordre de 10 à 12 degrés en Corse et dans les régions méditerranéennes, 12 degrés sur l'ensemble Ouest, 6 à 10 degrés ailleurs. Dans la journée, la zone très nuageuse avec pluies modérées, localement fortes et orageuses et vent de sud-ouest assez fort progressera vers l'intérieur, pour s'étendre le soir du Nord au Bassin parisien, à l'ouest du Massif Central et à l'Aquitaine. Plus à l'est, le ciel sera peu nuageux à nuageux. Sur le Nord-Ouest s'établira dans l'après-midi un temps de trêve avec averses et vent d'ouest assez fort, fort en Manche. Les températures maximales seront de 22 à 24 degrés sur les régions méditerranéennes, 20 degrés sur le Nord-Est et le Centre-Est, 16 degrés sur le Nord-Ouest, 18 à 20 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite du niveau de la mer, à Paris, le 12 octobre 1983, était, à 7 heures, de 1 025,6 millibars, soit 769,3 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 octobre; le second, le minimum de la nuit du 11 octobre au 12 octobre) :



PRÉVISIONS POUR LE 13 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



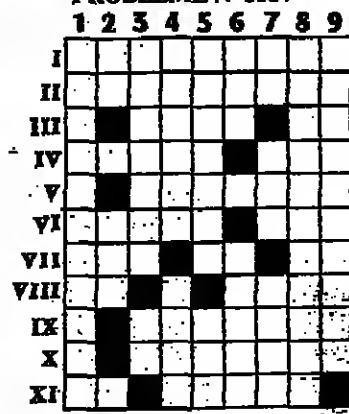
12 octobre : Ajaccio, 24 et 11 degrés; Biarritz, 18 et 9; Bordeaux, 20 et 5; Bourges, 17 et 5; Brissac, 15 et 11; Caen, 15 et 9; Cherbourg, 13 et 10; Clermont-Ferrand, 15 et 1; Dijon, 16 et 2; Grenoble, 21 et 5; Lille, 14 et 6; Lyon, 17 et 4; Marseille-Marganne, 22 et 13; Nantes, 17 et 8; Nice-Côte d'Azur, 29 et 16; Paris-La Bourget, 14 et 6; Pau, 18 et 7; Perpignan, 23 et 13; Rennes, 16 et 8; Strasbourg, 15 et 6; Tours, 16 et 6; Toulouse, 19 et 6; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 19 degrés; Amsterdam, 14 et 9; Athènes, 25 et 15; Berlin, 15 et 8; Bonn, 14 et 6; Bruxelles, 14 et 7; Le Caire, 28 et 18; Les Canaries, 33 et 22; Copenhague, 13 et 8; Dakar, 32 et 27; Djibouti, 29 et 20; Genève, 16 et 3; Jérusalem, 24 et 15; Lisbonne, 23 et 12; Londres, 14 et 8; Luxembourg, 11 et 5; Madrid, 26 et 8; Moscou, 6 et 5; Nairobi, 27 et 15; New-York, 18 et 16; Palma-de-Majorque, 26 et 13; Rome, 24 et 16; Stockholm, 11 et 6; Téhéran, 31 et 21; Tunis, 27 et 18.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3557



HORIZONTALEMENT

- Qualité d'un objet. - II. Prése-
- sement d'une certaine troobles.
- Agrégés. En Normandie.
- Endroit poissonneux ou réserve
- de pêches. Pot de terre. - V. Le
- plus chaude au nord qu'au sud.
- Marquée et remarquable. Ence-
- inte naut qui peut obliger à se con-
- chier. - VII. Son départ nous laisse
- froid. Règle de conduite. Parole
- d'horreur. - VIII. Fut transformée
- par l'amour. Sont souvent avec la
- raie ou dans les filets du merlan. -
- IX. Tenue de soirée de rigueur. -
- X. A deux : quelque attirance pour
- l'uniforme. - XI. Retiré des af-
- aires. Pièce à rajouter parfois au
- sommier.

VERTICALEMENT

- Dissimule parfois tant bien que
- mal certains trésors cachés. -
2. Vieille cité. On y fait certaine-
- ment la lessive et l'éthiopie. -
3. C'est le signe d'une corde usée.
4. Lourd mais pas calé. Lyre céleste.
5. Point d'attache. Il a la peau
- dure. - 6. Cri de guerre. Vêtement
- de service ou de sortie. - 7. Terme
- de mépris. Est bon à faire du feu.
- Autant pour la vie que pour l'odeur.
8. Distribué par les postes. -
9. Est difficile à percer.

Solution du problème n° 3556

- Horizontalement
- I. Habitude. - II. Aqueuse. -
- III. M. Név. - IV. Malades. -
- V. Ara. Reste. - VI. Mi. Da. Ers. -
- VII. Usage. IP. - VIII. Embruns. -
- IX. Usico. III. - X. Réussir. -
- XI. Eve. Ruée.

- Verticalement
- 1. Hammam. Eure. - 2. Aqua-
- rius. - 3. Bu. La. Sbir. - 4. Iena.
- Dairé. En. Su. - 5. Tû. Dragueur. -
- 6. Usée. En. Su. - 7. Déesse. Sise. -
- 8. Tri. Lie. - 9. Désespoir.

GUY BROUTY.

STAGES

INITIATION A LA CROISIÈRE CO-
TIERE. - La direction régionale
du temps libre, jeunesse et sports
d'Ile-de-France propose, à tous les
jeunes de dix-huit ans qui ont pra-
tiqué le dériveur ou la planche à
voile, une initiation à la croisière
côtière, du 17 au 21 octobre, au
départ des Sables-d'Olonne (Van-
dée).

* 6-8, rue Eugène-Oudiné, 75013
Paris, tél. : 584-12-05, poste 746.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
340 F 554 F 767 F 980 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER
(par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 857 F 1 140 F
IL - SUISSE-TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque
postal (ou virement) voudront bien
joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisaires (deux semaines ou plus) :
nos abonnés sont invités à formuler
leur demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bonne-Mary (1944-1989)
Jacques Fauve (1989-1989)
Imprimerie
do. - Monde -
5, r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 432
ISSN : 0395 - 2031



TARIFS PRÉFÉRENTIELS ICELANDAIR - VOLS RÉGULIERS

(au départ de Luxembourg)

D'autres tarifs aller-retour très avantageux,
à partir de F :

BOSTON	F 3.230	MIAMI	F 4.740
DALLAS	F 4.120	NEW ORLEANS	F 5.140
HOUSTON	F 4.120	SAN FRANCISCO	F 5.640
LOS ANGELES	F 4.730	TAMPA	F 4.120

Consultez votre Agent de Voyages ou

ICELANDAIR

9, bd des Capucines 75002 Paris ☎ 742.52.26

NEW YORK ou
WASHINGTON (BWI)

A.S. F 1.750
A.R. F 2.890

CHICAGO

A.S. F 2.050
A.R. F 3.290

- Aller simple = Tarif LM - Aller-retour = Tarif APEX.
- Acheminement SNCF compris sur les axes de Paris, Strasbourg, Nancy à Luxembourg (et vice versa).
- Tarifs adaptés pour court séjour et voyage d'affaires.
- Entre le 10 déc. 83 et le 8 janv. 84 : suppl. F 100 sur A.R.

السلامة والبيئة

(Publicité)

— EDOUARD LECLERC ET LA FISCALITE —

La liberté économique passe par un désengagement de l'Etat au profit des citoyens !
Les consommateurs et les entrepreneurs de ce pays doivent se mobiliser :

CONTRE LA DICTATURE PAR L'IMPÔT LE PARTI PRIX

PROPOSE

UNE PROFONDE REFORME FISCALE

La France a besoin d'une réforme fiscale basée non sur la sanction systématique du profit, mais sur l'encouragement à investir, à employer et à innover. L'impôt ne doit pas être perçu comme une pénalisation ou une vexation personnelle. Il faut abaisser la tranche maximale de l'impôt sur le revenu à 50% et ramener les prélèvements de l'Etat à 35% !

POUR RELANCER L'EMPLOI FACE A L'ACCELERATION DE LA ROBOTISATION

Cette réforme devrait autoriser :

- La déduction fiscale dès l'embauche d'une provision pour licenciement ;
- la déduction fiscale d'une provision pour congés payés ;
- la déduction fiscale des salaires versés par tout particulier employant du personnel à condition d'avoir préalablement déclaré au fisc leurs noms et leurs salaires (ce serait la fin du travail au noir comme aux Etats-Unis).

POUR RELANCER L'INVESTISSEMENT

Cette réforme devrait autoriser :

- Une grande amnistie fiscale pour tous ceux qui réinvestissent à long terme dans l'appareil productif français leurs avoirs à l'étranger.
- l'exonération totale et définitive de l'IGF sur tous les investissements productifs.
- la déduction fiscale des pertes pour toute personne ou entreprise investissant dans l'appareil productif qu'il soit agricole, industriel ou commercial (par exemple : aux Pays-Bas ou en R.F.A., un particulier n'a pas à payer jusqu'à 70% sur ses bénéfices industriels ou commerciaux si ses investissements dans l'agriculture sont déficitaires).

POUR INCITER A L'EXPORTATION

Cette réforme devrait autoriser :

La transformation des charges sociales en T.V.A. progressive et non sélective accompagnée d'un rééquilibrage des revenus familiaux par une augmentation sensible des allocations familiales (cette mesure aurait pour effet de rendre plus compétitives nos exportations vendues hors taxes, tout en faisant supporter aux importations leurs parts de charges sociales).



Edouard Leclerc

A suivre...

Edouard Leclerc
Ramener l'impôt à un niveau supportable et le retour au franc or

OFFRES D'EMPLOI	La page	La page T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La page	La page T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	38,85
AUTOMOBILES	33,60	38,85
AGENDA	33,60	38,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

OBSERVER... DECOUVRIR... COMPRENDRE...

Seuls nous intéressent les hommes qui, indépendamment de leurs diplômes et de leurs compétences reconnues, ne se satisfont jamais d'une seule solution mais considèrent que tout peut être remis en question. Grâce à eux, nous sommes l'un des premiers groupes français (CA : 26 milliards de francs), menant notre expansion sans à-coups, de façon sûre. Venez essayer votre métier autrement, aux côtés de gens passionnés.

REALISER.

Nos besoins actuels en province :

X, MINES, CENTRALE, PONTS.

Hormis cette exigence de formation, nous sommes ouverts à tous les candidats qui ont réussi leur première expérience. Nous leur proposons, pour affiner leurs compétences, de prendre la tête d'équipes sur le terrain puis, d'accéder progressivement à des responsabilités élargies dans l'une de nos 15 unités régionales fonctionnant de façon autonome, dans le cadre d'une gestion décentralisée.

Si vous pensez que TOUT PEUT ETRE REMIS EN QUESTION, prenez rapidement contact avec notre agence : DESSEIN 69, rue de Provence - 75009 PARIS. (Merci de préciser la référence 4563).

emplois internationaux emplois internationaux



Votre formation supérieure et votre expérience de 2 ans minimum vous ont permis d'acquies les compétences suivantes :
- MFS MOD 400
- DTF - DFE - FIT
- Nous opposerons la connaissance des bases de données TOTAL et DSS Mod 400.

SG2, groupe français implanté dans 19 pays étrangers, leader dans le domaine de l'ingénierie informatique, vous propose de rejoindre sa dynamique filiale Gabon Informatique (20 % de progression du CA en 82).

Votre mission d'assistance technique des services études vous permettra de mettre en œuvre vos qualités d'organisation, d'autonomie et de contact humain.

L'importance de notre groupe vous garantit les moyens de compléter en permanence vos connaissances afin de rester à la pointe de la technique et une rémunération intéressante allée aux nombreux avantages habituels de l'expatriation (logement, véhicule, primes...).

Jacques Thomas, responsable de ce recrutement, sera à Paris du 18 au 21 Octobre. Adresses-lui dès maintenant votre dossier (CV, lettre et prétentions) à SG2, 12-14 Avenue Vian-Whitcomb, 75016 Paris ou contactez-le au 524.52.22 poste 1778.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes

Ingénieur système Mini 6

Participez à des développements importants dans notre filiale au Gabon

ARCO Chemical Europe, Inc., la filiale européenne d'ARCO Chemical Company (division d'Atlantic Richfield Company, siège à Los Angeles, Etats Unis) développe rapidement ses activités chimiques en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Pour faire face à l'expansion de nos affaires, nous recherchons pour l'Europe

coordonateurs - produits chimiques spéciaux

Les candidats devront avoir une licence ou un B.T.S. en Sciences, de préférence en Chimie, ainsi qu'une large expérience dans le développement de nouveaux produits et dans la vente de Produits Chimiques Spéciaux.

Nos produits s'adressent à une grande variété de secteurs industriels : papeterie, encres, adhésifs, peintures, mastics... Après une période d'initiation, les candidats retenus seront capables de développer et renforcer les ventes dans leurs territoires.

La responsabilité reposera sur le Directeur des Produits Chimiques Spéciaux, cependant les candidats devront faire preuve d'un grand esprit d'initiative personnelle. Une excellente connaissance de l'anglais et du français est indispensable, ainsi qu'une bonne connaissance de l'allemand ou d'une autre langue européenne. Pour cette fonction il sera nécessaire de passer environ 50 % du temps en voyage.

Rémunération très avantageuse plus voiture de fonction; les frais de déplacement seront, si nécessaires, couverts par la société.

Les candidatures seront traitées en toute discrétion par: M.H. Galt, Employee Relations Department, ARCO Chemical Europe, Inc., Windsor Bridge House, 1 Brocas Street, Bion, Berkshire SL4 6BW, Angleterre.



Important établissement français recrutant son personnel CAMEROUN recherche :

3 INFO 3 COMPT. CONFIRMES

Conditions à remplir :
- Etre de nationalité camerounaise
- Etre de bonne moralité, d'une grande disponibilité et avoir le sens de l'organisation.
POUR LES INFORMATIENS :
- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures en informatique (grande école d'ingénieurs ou université).
- Avoir une expérience d'environ 3 ans, acquise de préférence sur le matériel DPS/32-48.
POUR LES COMPTABLES :
- Etre titulaire du diplôme d'études comptables supérieures (DECS) complet.
- Avoir une expérience professionnelle d'environ 3 ans dans un service comptable.
Les candidatures complètes (c.v. et photocopies des diplômes) seront adressées au Cabinet S. BALLY (0837), 40, avenue Noche, Paris.

ETRANGER (1) 372-45-52 FIELD ENGINEER

MECHANICAL ELECTRICAL (ingénieur bilingue) pour contrôle, réparation, maintenance, mise en œuvre, planification, qualité d'exécution. Bon niveau anglais courant et technique pour réunions, coordination client, dont 50 % d'effectifs U.S.A.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE ANALYSTE SYSTEME SERVICE DES APPLICATIONS DOCUMENTAIRES ET SCIENTIFIQUES

L'Agence internationale de l'énergie atomique recherche un spécialiste expérimenté pour prendre la direction d'un groupe de programmation d'application au Service des applications documentaires et scientifiques de sa Section de l'ordinateur.

Indispensable : Diplôme universitaire plus 6 années d'expérience pratique de la programmation d'application. Essentiel : Expérience de la programmation pour les applications documentaires.

Soins : Expérience de l'échange de données bibliographiques à l'échelle internationale, de la photocomposition informatisée et de la production de microfilms sur ordinateur. Application : Le Système International de documentation nucléaire (INIS). Le titulaire du poste sera chef d'un petit groupe de programmation chargé de la mise au point et de la maintenance d'un système informatique interne de production de base de données INIS; il doit pouvoir assumer la partie informatique du travail.

Contrat initial de deux ans, renouvelable automatiquement d'un an à l'expiration de la première période. Les qualifications et l'expérience, plus indemnités pour personnes à charge. Frais de voyage et de déménagement payés. Cagnotte annuelle de six semaines. Prière d'adresser curriculum vitae indiquant nationalité et numéro de vacances du poste (85-83) à la Division de personnel, Agence internationale de l'énergie atomique, B.P. 100, A-1400 Vienne (Autriche).

GROUPE AGRO-INDUSTRIEL AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE recherche

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Les candidats doivent :
- Etre capables d'assurer sous le contrôle direct du D.G. une gestion d'exploitation sans technique qu'administrative très rigoureuse;
- Etre de formation supérieure, technique Arts et Métiers ou similaire;
- Posséder une expérience de plusieurs années dans un même poste.

Env. C.V. et photo sous réf. 11.246 à Pierre Lichau S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

ETABLISSEMENT SCIENTIFIQUE de GRENOBLE recherche

CANDIDAT POSTE CHERCHEUR CHRS

pour thèse doctorale en chimie de coordination, à débiter en octobre 84, dans le laboratoire associé au CNRS. Formation souhaitée : grande école de chimie + DEA ou thèse de 3^e cycle.

Adresser lettre, c.v., photo et prétentions sous réf. 60.354 à Comptex Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

JEUNE INGENIEUR Formation Grande Ecole pour la METROLOGIE D'IMPULSIONS LUMINEUSES BREVES

Possibilité préparation d'une thèse avec débouché assuré dans l'industrie.

Candidatures à : M. KENTZ, Centre de Recherches Nucléaires, PRN, 67037 Strasbourg Cedex.

Importante industrie en expansion Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE EXPORT ESCE - ESC formation export ou similaire

● Disposant d'une expérience de l'exportation de 3 à 5 ans, parlant bien l'anglais et l'espagnol.
● Maitrise :
- Développement et gestion de nouveaux marchés d'exportation.
- Missions ponctuelles dans le monde entier.
● Véhicule de fonction type R6.
● Grandes possibilités d'avancement liées à la volonté exportatrice de la D.S.
Adr. CV et photo sous réf. 1038-01 à SELETEC Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

LABORATOIRE C.N.R.S. dans la recherche spatiale recherche

TECHNICIEN

titulaire d'une licence
- Formation en informatique et électronique numériques.
- Il participera à l'analyse et au développement des données scientifiques ou développement des logiciels d'application en langage Fortran.
- Connaissance de l'anglais indispensable.
- Poste à pourvoir Toulouse. Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., prétentions, photo sous réf. 8.021 à l'Agence Pub. Services Annonces Classées, 5, rue des Italiens, Paris-9^e.

JEUNE CHEF DE VENTE France - Europe de l'Ouest ESCE ou similaire 200 000 brut

Une importante industrie de l'est (produits d'emballage) recherche ce cadre commercial.

Mission :
- Animation et gestion du réseau France + Europe Ouest.
- Contacts de vente à niveau élevé.
- Participation au marketing.
Indispensable :
- Expérience vente 3 ans minimum.
- Déplacement 30 à 40 % du temps de travail.

● Poste d'avenir stable, rémunération évolutive.
● Logement facilité.
● Discretion absolue garantie.

Adr. CV et photo sous réf. D à SELETEC Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

Ingénieur logiciel expérimenté

Thomson TITN Rhône-Alpes recherche pour projets de télécommunications réseaux locaux et systèmes de messageries sur mini-calculateurs un ingénieur logiciel expérimenté.

Ecrire avec C.V. à Thomson TITN Rhône-Alpes - immeuble le Trident - 34, avenue du Gel-de-Gaulle - 38100 GRENOBLE.

THOMSON-TITN

ROUSSELOT.

IMPORTANT GROUPE PRODUITS CHIMIQUES leader dans sa spécialité recherche pour son usine D'ANGOULEME (SUD-OUEST)

UN INGENIEUR CHEF DU SERVICE ENTRETIEN - TRAVAUX NEUFS

de formation supérieure (Arts et Métiers ou équivalent). Il aura la responsabilité :
- de la production d'énergie;
- de la maintenance des installations;
- de l'étude et de la réalisation des investissements.

Il animera un effectif de 40 techniciens et ouvriers d'entretien et un bureau d'études de 5 personnes. Plusieurs années d'expérience dans des services similaires sont nécessaires et en particulier dans des industries pratiquant le travail posté en équipes. La personnalité affirmée du candidat lui permettra ultérieurement d'intéressants développements de carrière.

Adresser C.V. et rémunération souhaitée sous référence S.O. ROUSSELOT, 8, rue Christophe-Colomb, 75360 PARIS Cedex 08.

NICE IMPORTANTE ENTREPRISE PAR CORRESPONDANCE C.A. de groupe : 100 M.F.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Directement rattaché au P.D.G., il aura la responsabilité de l'organisation comptable, financière et budgétaire et il sera pour cela, très familiarisé avec l'utilisation d'une informatique sophistiquée. Il traitera toutes les questions administratives, juridiques et fiscales. Pour un candidat de valeur, le poste débouchera sur la Direction Générale. Age de 30 à 38 ans, E.S.C. + D.E.C.S. ou équivalent, bonne pratique de l'anglais, la connaissance de la V.P.C. sera un plus. C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. DSI 01 à FIDEXED 19 avenue Aubert 06000 NICE qui transmettra.

HELIOS STRECO DURANDO membre d'Arthur Young International

recrute pour LYON et GRENOBLE

AUDITEURS CONFIRMES

Nous vous proposons :
● le cadre de travail stimulant d'un cabinet international d'Audit et de conseil.
● une carrière évolutive et des prises de responsabilités pouvant conduire à l'association.
● une formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.

Nous vous demandons :
● le diplôme d'une grande école.
● une expérience d'au moins 2 ans.

Adresser votre CV, ainsi qu'une photo et une lettre de candidature manuscrite à : Hélios Stresco Durando Département Recrutement BP 39 69611 TASSIN CEDEX

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde

économie

C.E.E.

L'ÉPUISEMENT DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES

Les dangers d'une réforme à chaud de la politique agricole se précisent

De notre envoyé spécial

Athènes. - L'Europe verte en état de cessation de paiements ! Le président de la Commission, M. Thorn, a confirmé officiellement, ce mercredi matin, dans la capitale hellénique, que, après avis du comité de gestion - où siègent les États membres -, la Commission « a décidé de suspendre, pendant les dix prochains jours, le paiement d'avances sur des restitutions et sur diverses primes. Elle délibérera, lors de sa réunion du vendredi 14 octobre, sur les autres disciplines susceptibles d'être appliquées ».

An rythme actuel des dépenses, le « trou » serait de l'ordre de 600 millions d'ECU, soit plus de 4 milliards de francs. La somme, pour être importante, ne représente, grosso modo, que quinze jours de budget de la politique agricole commune (PAC). Sur le plan pratique immédiat, ces difficultés de trésorerie devraient être sans conséquence,

pour les opérateurs : sauf défaillance des trésors nationaux, les agriculteurs ne devraient, au moins à ce stade, d'aucune manière pâtir de ce manque d'argent dans la caisse commune.

Sauf surprise, les États membres, à qui il revient de toute façon d'effectuer les règlements, continueront à opérer les versements comme dans le passé, mais accumuleront pendant quelques semaines une créance sur la Commission. En principe, au 1^{er} janvier 1984, la Communauté disposera d'un nouveau budget. La Commission s'acquittera de ses dettes et tout rentrera dans l'ordre.

Au niveau politique, l'accident aura contribué à révéler mieux que des discours la gravité de la situation des finances européennes et la nécessité de prendre sans tarder

l'ensemble des décisions - mesures d'économies, en particulier agricoles, et mesures de relance - qui convaincront les gouvernements les plus réticents, la R.F.A. et surtout le Royaume-Uni, de donner leur feu vert à l'augmentation des ressources propres. Tel est l'objectif que les Dix affirment vouloir atteindre lors du conseil européen des 4, 5 et 6 décembre à Athènes.

Le blocage budgétaire, encore heureusement très partiel, auquel la Communauté est maintenant confrontée, un peu plus tôt que prévu (les hyper-réactions qui se sont produites mardi dans plusieurs capitales en disent long sur l'ignorance ou plus simplement sur le refus de voir les choses d'une part de la profession), est-il de nature à modifier les négociations en cours ? On imagine déjà les Britanniques qui jubilent, en bonne posture - plus rapidement qu'ils ne l'avaient prévu - pour imposer les remises en cause radicales auxquelles ils rêvent depuis dix ans. Et à côté neuf États membres, tous attachés à la PAC - même si c'est à des degrés divers, - dépités de ne pas avoir su indiquer, avant que la catastrophe ne survienne, comment ils allaient redresser la barre !

« Pitoyable »

Toutefois on peut espérer, comme l'a fait mardi soir 11 octobre, M. Varfis, le secrétaire d'État grec chargé des affaires étrangères qui préside le conseil des Dix, que l'alerte sera profitable, incitant les ministres à nouer plus vite une négociation qui, moins de deux mois avant le conseil européen, n'est pas vraiment engagée. Quant au plus

immédiat, à savoir le financement de la PAC en 1984, M. Varfis a estimé que, si le conseil européen parvenait en décembre à un accord d'ensemble - ce qui implique la décision d'augmenter les ressources propres - la Communauté trouverait bien les voies et moyens de l'assurer, même si l'application, du fait des délais de ratification par les Parlements nationaux, ne pouvait être immédiate.

Quoi qu'il en soit, le conseil n'a pas encore été révoqué par le coup de semonce tiré par la Commission. « Il ne s'est rien passé. C'est quelque chose de prévisible », tel fut le commentaire de M. Chandonnagor, le ministre chargé des affaires européennes, à propos du déroulement de la session spéciale. Il considère en particulier que le débat sur la réforme de la PAC n'a strictement rien apporté de nouveau. Les ministres de l'agriculture, constata-t-il, ne sont même pas parvenus à restreindre la liste des sujets qu'ils ont renvoyés aux experts !

Cependant l'Allemagne fédérale continuera à avoir des États d'ine tant que ses partenaires ne l'auront pas convaincue de leur volonté de consentir des efforts réels pour réformer une Europe verte qu'elle considère actuellement « hors contrôle ». Cette démonstration n'a pas été apportée : mettre en relief les difficultés qui ont leur origine en R.F.A., tels les montants compensatoires monétaires, ou insister sur les avantages que tire Bonn du libre-échange industriel, comme le font les Français, y compris M. Rocard, pour être sans doute nécessaire dans la démonstration, n'est pas de nature à déclencher le déclic indispensable pour que l'Allemagne rejoigne le camp de ceux qui entendent aller de l'avant.

PHILIPPE LEMAITRE.

L'Assemblée européenne fait face à l'imbroglie budgétaire

De notre envoyé spécial

Strasbourg. - La dramatisation de la situation financière de la Communauté intervient à la veille du vote de l'Assemblée européenne sur le budget supplémentaire 1983, qui porte sur de nouveaux crédits à l'agriculture et un allègement supplémentaire de la contribution budgétaire britannique pour l'exercice 1982.

Alors que les propos, lundi soir, à Athènes, de M. Dalsager, commissaire à l'agriculture, sur les conséquences de l'épuisement des ressources de la C.E.E., avaient semé le trouble dans les milieux communautaires, la Commission a récupéré l'affaire en prenant sa décision dans la nuit de mardi à mercredi. Au départ, en effet, dans l'entourage proche des commissaires présents à Bruxelles et à Strasbourg, on disait tout ignorer du report des avances envisagé par M. Dalsager. M. Tugendhat, le commissaire du budget, a même annoncé, mardi matin, à la tribune de l'Assemblée européenne, qu'il n'y avait aucune difficulté d'ici à la fin du mois d'octobre, que les problèmes se poseraient ensuite, si les parlementaires européens n'adaptaient pas rapidement le budget supplémentaire pour 1983. On est en droit de s'interroger sur cette cacophonie agitée de ratapages.

Un « mauvais coup »

Pour sa part, l'Assemblée européenne prend très mal la chose. Dès mardi matin, M. Franchère (P.C., France) dénonçait « le mauvais coup » de la Commission. Dans la soirée, M. Delarue (libéral, France), vice-président de la commission de l'agriculture, parlait de « chantage

inacceptable ». Au début déjà du débat sur l'adoption du budget supplémentaire, une controverse opposait tous les groupes (à l'exception des conservateurs britanniques) au conseil, d'une part, à la Commission, de l'autre.

La majorité des parlementaires souhaitent voter les dépenses agricoles (1 761 millions d'ECU), mais bloquaient les compensations supplémentaires au Royaume-Uni et à l'Allemagne fédérale (respectivement 307 millions et 62 millions d'ECU). Ils estiment, en effet, que les transferts en faveur de ces deux pays doivent financer désormais des politiques communautaires (énergétiques, notamment). Bruxelles et les Dix considèrent, pour leur part, qu'il s'agit d'un simple ajustement d'une décision acceptée en février dernier par l'Assemblée. Apparemment, cette dernière a des velléités d'en découdre avec les États membres, si la négociation en cours sur la réforme de la Communauté ne leur donne pas satisfaction et veut garder en main la seule carte qu'elle détient - la procédure budgétaire - pour se faire entendre du conseil des ministres.

Comment l'Assemblée va-t-elle interpréter, maintenant qu'elle est officielle, la décision de la commission ? Quelle signification a le vote d'un budget que l'un défend, mais dont on dit en dernière minute qu'il ne sera pas suffisant pour couvrir le coût de l'Europe verte ?

Bruxelles a ajouté un peu plus de confusion à l'imbroglie communautaire. Est-ce la bonne méthode pour faciliter le débat sur l'avenir de l'Europe ?

MARCEL SCOTTO.

LOGEMENT

SELON UNE ÉTUDE DE LA FNAIM

Les charges d'habitation ont augmenté de 15 % en un an

De juin 1982 à juin 1983, les charges d'habitation ont augmenté en moyenne d'environ 14 % à 15 %. « C'est-à-dire deux fois plus vite que les loyers et une fois et demie plus vite que les prix de détail », a déclaré M. Louis Reich, président adjoint de la FNAIM (Fédération nationale des agents immobiliers) en présentant à la presse, mardi 11 octobre, les résultats de l'enquête annuelle menée dans quatorze villes (1).

Par charges d'habitation, il faut entendre le coût global des prestations (chauffage, eau chaude, éclairage des parties communes, entretien de l'ascenseur, gardiennage, etc.), qui sont supportées entièrement par le propriétaire occupant ou ventilées entre le propriétaire bailleur et le locataire. Il peut s'agir que de moyennes, la disparité et la variété des situations étant très grande selon les immeubles (avec ou sans ascenseur, avec ou sans espaces verts, avec ou sans gardien...).

Cette hausse de 15 %, malgré quatre mois de blocage des prix du 10 juin au 1^{er} novembre 1982, s'explique en partie par l'évolution du coût de l'énergie (non bloqué) : + 10 % sur l'électricité, + 10,19 % sur le gaz en 1983, + 13 % sur le fuel, seul le prix de la vapeur étant resté stable (+ 0,26 %).

Or, le logement est particulièrement « glouton » en énergie, puisque le chauffage, suivant les régions et les immeubles, représente de 35 % à 65 % du montant des charges. De plus, explique-t-on à la FNAIM, la hausse du combustible proprement dite s'ajoute, à quantité constante consommée, la progression du coût de l'énergie d'entraînement du système de chauffe (souvent l'électricité) et l'augmentation des prestations de maintenance. Là encore, la disparité est grande : à Reims, dans un immeuble donné (2), la progression du coût du chauffage est de 2,45 %, à Nevers, elle est de 16,86 %, à Poitiers, de 26,03 %. La FNAIM s'inquiète de voir que les travaux pour l'économie d'énergie ne suscitent que peu d'enthousiasme maintenant que les réajustements et autres interventions simples ont été effectués. La réglementation qui se voulait incitative ne l'est pas dès qu'il s'agit de travaux lourds d'isolation.

Autres raisons qui expliquent la hausse : l'application au salaire des

gardiens de la nouvelle convention collective, le rattrapage des primes d'ancienneté (depuis juin 1981), l'obligation de remplacement des gardiens les jours de repos ayant parfois fait progresser ce poste de plus de 20 %, et parfois jusqu'à 40 % dans les cas extrêmes. Enfin, selon la FNAIM, plus de 20 % de retardes sont enregistrés dans le paiement des charges par les propriétaires.

Pour M. Claude Massu, président de la Confédération nationale du logement, cette progression de 15 % ne peut s'expliquer que par la mauvaise gestion des administrateurs de biens, ceux-ci trop souvent passant des contrats de prestations insuffisamment négociés qui aboutissent à des montants de charges plus lourds que ce qu'ils devraient être.

(1) Paris, Nancy, Besançon, Besançon, Dijon, Lorient, Lyon, Monton, Nevers, Poitiers, Reims, Rouen et Toulouse.

(2) Il s'agit d'immeubles réels, donnés comme exemple.

• Les ventes de logements neufs ont baissé de 13 % au deuxième trimestre. - Selon une étude du ministère de l'urbanisme et du logement, sur les 22 650 logements vendus (contre 26 150 au premier trimestre soit une baisse de 13 %), on compte 9 150 maisons individuelles (contre 10 000 au premier trimestre, soit une baisse de 9 %) et 13 500 logements en immeubles collectifs (contre 16 150, soit une baisse de 16 %). Le premier trimestre avait marqué une nette reprise avec 16 % de hausse. Pour les mises sur le marché (17 800 logements contre 21 400 au premier trimestre) le mouvement est encore plus accusé avec une baisse de 24 %.

• Record des faillites dans le Vaucluse. - Le nombre de faillites enregistrées dans le Vaucluse n'aura jamais été aussi important qu'en 1983. En effet, au 1^{er} septembre dernier, 115 faillites avaient déjà été enregistrées contre 101 pour l'ensemble de l'année 1982. Si l'on considère les chiffres des dix dernières années, on remarque que c'est en 1973 qu'il y en avait le moins (54 seulement) et que le record avait été établi en 1981 avec 104 faillites. Dans le même temps, on a constaté une importante augmentation des créations d'entreprises individuelles (773 en 1982 contre 552 en 1972). - (Corresp.).

LE PROGRAMME DES CADRES DÉCIDEURS.

Sous l'égide de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, le Groupe ESCP propose un programme de « Généraliste », Stage Gestion-Direction. Il a pour vocation de permettre aux spécialistes opérationnels d'élargir leur domaine de compétence, leur champ d'action et de développer leur aptitude à la direction des entreprises.

Sur 20 jours de formation, le Stage Gestion-Direction consacre une semaine à un diagnostic d'entreprise, « sur le terrain ».

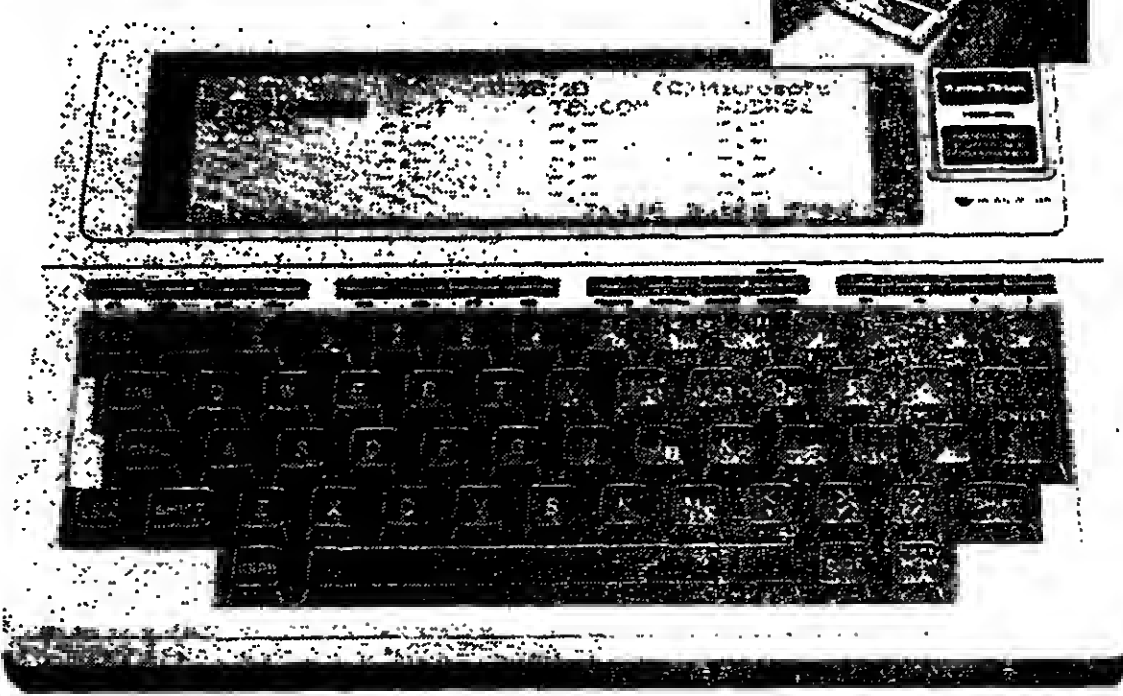
stege
groupe escp

79, avenue de la République - 75011 Paris - Tél. : 355.39.08

Votre nom : _____
Votre Société : _____
Adresse : _____
Tél. : _____

NOUVEAU

TRS-80
Modèle 100



Dimensions : 21,5 x 31 x 5 cm. Poids : 1 kg 800. Modèle illustré : 24K (26-3802)

L'ordinateur portable autonome et multifonction.

Son langage BASIC Microsoft® et ses 4 programmes d'application intégrés font du TRS-80 Modèle 100 un ordinateur performant et prêt à l'emploi. Communication active avec d'autres ordinateurs, traitement de texte, agenda, fichier d'adresses et répertoire téléphonique sont les principales fonctions de ce véritable poste de travail qui se glisse aisément dans une mallette.

Sur piles comme sur secteur, le TRS-80 Modèle 100 peut assumer avec brio la fonction d'ordinateur de bureau. Ainsi, il reçoit et transmet, par ligne téléphonique, lettres, rapports ou autres documents. Et - même en position "arrêt" - il sauvegarde vos programmes et vos données pendant un

mois. Connecté à un autre ordinateur, à toute imprimante TRS-80 ou à un magnétophone à cassette, il offre des possibilités sans commune mesure avec ses dimensions. Son authentique clavier de machine à écrire et son écran ultra-lisible vous assurent une sécurité et un agrément d'utilisation appréciables en toutes circonstances.



Le Modèle 100 se connecte aisément à d'autres ordinateurs et périphériques.

Profitez du crédit gratuit. Achetez maintenant et payez en 6 mensualités sans intérêt. Après occupation du dossier par CETELM. Frais de crédit pris en charge par TANDY Assurance Incubation en sus. TEG de 24,9 % Barème en vigueur en juin 83. Les conditions peuvent varier dans les magasins franchisés.

Cetel

Le Modèle 100 concrétise un nouveau concept informatique d'une grande diversité. Il ne vous reste qu'à en tirer profit. En bénéficiant des conseils, de la garantie et des services Tandy.

A partir de
5.995 F
(TVA 18,60 % incl.)

Prix au 1^{er} septembre 1983 sous réserve de modification du programme de vente ou des tarifs.

Tandy

TANDY FRANCE S.A. Département TRS-80 (Monsieur J. Beaulieu)
211-213, boulevard MacDonat - 75019 Paris - Tél. 28.80.88
J'aime en savoir plus sur le TRS-80 Modèle 100
Nom _____ Rue _____ Boite _____ Localité _____
Tél. _____

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

BUREAU DU PROJET ÉDUCATION
B.P. 22-50
Tél. : 66-29 et 54-25 - TLX BDI 70
BUJUMBURA

AVIS D'APPEL D'OFFRES 1358/BU/8/83

Le Gouvernement du Burundi - Bureau du Projet Éducation (B.P.E.) - lance un appel d'offres international pour la fourniture de papier : « OFFSET », duplicateur et « KRAFT » destiné à la Régie des productions pédagogiques (ancienne imprimerie B.E.R.).

Le projet est financé conjointement par le Gouvernement du Burundi et la Banque Mondiale.

La participation est ouverte aux fournisseurs et entrepreneurs admis à soumissionner conformément aux directives concernant la passation des marchés financés par les prêts de la Banque Mondiale et les Crédits de l'IDA.

Le Cahier Spécial des Charges peut être obtenu contre paiement de 10 000 FBu ou U.S. \$ 112 - auprès du Bureau du Projet Éducation (B.P.E.) à Bujumbura.

Les soumissions rédigées en français et établies en C + F Bujumbura doivent parvenir à M. le Secrétaire Permanent du Conseil des Adjudications de la République du Burundi, B.P. 2087 à Bujumbura, le 29 novembre 1983, à 17 heures, heure locale, au plus tard.

L'ouverture des plis en séance publique aura lieu le 30 novembre 1983, à 9 heures, heure locale, dans la salle des réunions du Conseil des Adjudications, Ministère des Finances, à Bujumbura.

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

BUREAU DU PROJET ÉDUCATION
B.P. 22-50
Tél. : 66-29 et 54-25 TLX BDI 70
BUJUMBURA

AVIS D'APPEL D'OFFRES 1358/BU/9/83

Le Gouvernement du Burundi - Bureau du projet éducation lance un appel d'offres international pour l'acquisition de 2000 tonnes de ciment Portland P.A.N.50.

Le Gouvernement du Burundi a obtenu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA - Banque mondiale) pour cette acquisition.

La participation est ouverte aux fournisseurs et entrepreneurs admis à soumissionner, conformément aux directives concernant la passation des marchés financés par les prêts de la Banque mondiale et les crédits de l'IDA.

Le cahier spécial des charges peut être obtenu contre paiement de 10 000 FBu ou U.S. \$ 112 - auprès du Bureau du projet éducation (B.P.E.), à Bujumbura.

Les soumissions rédigées en français doivent parvenir par pli fermé à M. le secrétaire permanent du Conseil des adjudications de la République du Burundi, B.P. 2087, à Bujumbura, avant le 29 novembre 1983 au plus tard, à 17 heures, heure locale.

L'ouverture des plis en séance publique aura lieu le 30 novembre 1983, à 9 heures, heure locale, dans la salle des réunions du Conseil des adjudications, ministère des finances, à Bujumbura.

SOCIAL

Les élections du 19 octobre à la Sécurité sociale

Le Front national a pris position lundi 10 octobre dans la campagne pour les élections à la Sécurité sociale en appelant à voter « pour les syndicats non politisés et non révolutionnaires, c'est-à-dire les syndicats réformistes, C.F.T.C., C.G.C. et F.O. », afin de « ne pas laisser aux syndicats marxistes l'administration des caisses ». De son côté, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale, a souhaité, mardi, à l'issue de la réunion de son groupe, que les électeurs ne portent pas leurs voix sur les « deux syndicats marxistes politisés » (C.G.T. et C.F.D.T.).

Onze organisations syndicales non confédérées, « représentatives de plus de

400 000 salariés (1) » et se réclamant du mouvement syndical « progressiste », « regret- tent », dans un communiqué commun, de ne pouvoir présenter de candidats aux élections. Elles « estiment que le législateur intervient de façon abusive sur les choix que font les travailleurs en ce qui concerne les structures internes du mouvement syndical ». Quant à la Fédération des retraités des chemins de fer, elle appelle à voter blanc dans les caisses d'allocation familiales, « où il n'y a pas de représentants des retraités ».

M. Jacques Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français, a indiqué mardi que de nombreux

pratiquants conventionnés n'avaient pas été inscrits sur les listes électorales dans plusieurs communes de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et dans certains arrondissements de Paris. Il a demandé que des instructions soient données par le gouvernement pour réparer cette erreur, sinon cela « risquerait d'entraîner qu'il s'agit d'une volonté délibérée d'écarter de ces élections un certain nombre de professionnels ».

M. Pierre Mauroy a adressé une lettre de remerciements aux maires de France « Le travail accompli, écrit-il, a été à la mesure de la complexité des opérations et fera l'objet d'une compensation financière ».

IMMIGRÉS : les militants et les autres

Pour les travailleurs immigrés, les élections sociales du 19 octobre revêtent une importance spécifique. Le droit de vote est en effet accordé, pour cette consultation, sans distinction de nationalité, à condition d'être âgé de plus de seize ans au 31 mars 1983 et d'être affilié à une caisse de Sécurité sociale. Et c'est la première fois, en dehors des élections professionnelles dans les entreprises, que les étrangers en situation régulière peuvent participer à un scrutin de ce genre non seulement en tant qu'électeurs mais encore en tant que candidats éligibles - ce qui n'est toujours pas le cas, notamment, aux conseils de prud'hommes, où les immigrés votent, mais ne peuvent être élus.

Les opinions des immigrés que nous avons interrogés sur le terrain, au hasard des rencontres dans la rue ou aux portes des usines - opinions anonymes : ils ont tous refusé de révéler leur identité, - varient sur l'intérêt réel de l'opération.

De prime abord, l'indifférence, ou l'ignorance, de la question. Pour N'Doulaye, un Camerounais d'une trentaine d'années, balayeur de rue à proximité de l'Hôtel de Ville de Paris : « La Sécurité, c'est affaire de Blancs ! » Ou encore des réactions franchement négatives : les élections à la « Sécurité », Mohamed, quarante ans, manœuvre marocain à l'usine Citroën de Levallois, « s'en balance royalement » - c'est sa propre expression. Pourquoi ? Parce que, de toute façon, une élection de ce

genre ne résoudra pas, selon lui, les problèmes des immigrés.

Pour Abderramane, un O.S. d'une trentaine d'années, également marocain, le scrutin du 19 octobre n'a qu'une signification très vague :

« La Sécurité sociale, c'est pour la maladie, les allocations. Mais ma famille est restée au pays. Là-bas, elle ne touche presque rien, et ma femme a trois enfants. Pourtant, je paie les mêmes cotisations que les Français. Alors, pour moi, la « Sécurité », c'est les patrons. »

Un autre immigré, qui se proclame militant cégétiste, proteste énergiquement :

« C'est justement pour empêcher ça qu'il faut aller voter. Pour avoir les mêmes droits que les Français. Alors que les patrons ont transféré en Suisse illégalement 80 milliards de francs en 1983, on reproche aux immigrés l'argent qu'ils transfèrent légalement dans leur patrie d'origine. Or la moitié seulement d'entre eux envoient des fonds à leur famille. Etant donné leurs revenus - 6 000 F par an et par ménage en moyenne - ça ne fait pas plus de 300 F par mois par immigré. Mais on ne dit pas qu'ils financent eux-mêmes, par leurs cotisations, le Fonds d'action sociale, et qu'ils créent des richesses en France en consommant sur place. Voilà pourquoi il faut aller voter : pour que cela change, en éliminant les représentants des travailleurs. »

C'est un diatribe tout aussi « conscient » que tient Ahmed, un

jeune immigré de la deuxième génération, actuellement cariste (c'est-à-dire enrouleur de chariot de déchargement) à l'usine Chausson de Gennevilliers :

« Moi, je ne suis pas syndiqué : je n'appartiens à aucun parti, à aucune organisation. Mais j'ai été très heureux de recevoir pour la première fois une carte d'électeur. J'irai voter parce que je me sens doublement concerné. D'abord en tant que travailleur. Ensuite comme immigré. C'est le premier vote auquel je puisse participer. C'est peut-être le premier pas vers une insertion des immigrés et des fils d'immigrés dans la vie politique du pays où ils travaillent, où ils paient leurs impôts. »

Parmi certaines organisations d'immigrés, on prépare autant que possible la sensibilisation des travailleurs étrangers aux enjeux du 19 octobre. Mais un responsable de la Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés (FASTI) nous avoue que la tâche est difficile. Pour sa part, le Collectif pour le développement des droits civiques des immigrés, qui avait organisé en mars dernier, sous l'égide du journal *Sans frontières*, une consultation « fictive » des travailleurs étrangers à l'occasion des municipales, annonce qu'il va lancer un appel « à la plus large participation » aux élections sociales. Cette organisation se dispose en effet à recommander aux immigrés, par voie de tracts, de sanctionner par leur vote les candidats peu favora-

bles aux immigrés, « et particulièrement les éventuels administrateurs présentés par F.O. et la C.G.C., dont les leaders ont montré, comme M. Bergeron à Radio-Monte-Carlo, ou M. Marchetti lors de la manifestation des cadres à Paris le 3 octobre, qu'ils ne pouvaient être, en aucun cas, les candidats de la population immigrée ».

Est-ce à dire que seuls les candidats des syndicats non réformistes - la C.G.T. et la C.F.D.T. - faisant des efforts particuliers de sensibilisation auprès des immigrés - sont jugés dignes d'administrer les caisses de Sécurité sociale ? « Il ne s'agit pas d'un règlement de comptes, précise un militant du Collectif. Simple- ment, nous pensons que les candidats qui se sentent plus proches des immigrés, et du monde ouvrier en général, seront plus aptes à faire évoluer la Sécurité sociale vers une gestion égalitaire et démocratique. »

JEAN BENOÎT.

(1) Fédération autonome des syndicats de police, Fédération générale des salariés des organisations agricoles et de l'agro-alimentaire, Fédération générale autonome des fonctionnaires et agents de l'Etat, Syndicat national unifié des impôts, Syndicat national des journalistes, Syndicat unifié des agents et cadres des caisses d'épargne, Fédération autonome des transports, Fédération autonome des agents de conduite S.N.C.F., Fédération nationale autonome des agents communaux hospitaliers et services publics, Fédération autonome de la défense nationale, Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien.

AU CŒUR DE MONTPARNASSE LE GRAND ESPACE INFORMATIQUE DE PARIS

Entreprises, professions libérales,
artisans, commerçants, enseignants,
chercheurs : tous ceux
que l'informatique personnelle
concerne.

**PRENEZ VOTRE ENVOL PROFESSIONNEL
AVEC RYO**

RYO : le premier centre français offrant tous les moyens
micro-informatiques nécessaires à une société de progrès.
RYO : les outils de l'efficacité. Tableau de calcul, graphique,
traitement de texte, gestion fichier, aide à la décision, etc.
RYO : les matériels de la performance. Apple Lisa, IBM PC, etc.
RYO : l'innovation et l'imagination. Prestations de services
sur place pour entreprises et professions libérales,
autoformation, stages applicatifs pour l'entreprise,
bibliothèque (France-USA), jeux d'initiation,
marché de l'ordinateur personnel d'occasion.

VOIR PLAN DÉTAILLÉ
PAGE 31

RYO : 94, boulevard Montparnasse, 75014 Paris. Tél. : 321.46.35
à Lille : 42, rue de Paris. Tél. : (20) 30.63.11

سلا مة الله

155

SOCIAL

LA GRÈVE DES CENTRES DE TRI POSTAL

M. Gattaz demande une réglementation « très stricte » du droit de grève

Plusieurs centres de tri des P.T.T. — de vingt à trente-six, selon les sources — sont encore perturbés par des mouvements divers, tant en région parisienne qu'en province. Parallèlement, les protestations se multiplient. En Seine-Saint-Denis, le 11 octobre, une déléguée de l'Union patronale et des représentants du S.N.P.M.I. ont été reçus à la préfecture. Le Syndicat de la presse parisienne, dans un communiqué, « appelle l'attention des pouvoirs publics sur les difficultés considérables de diffusion des quotidiens nationaux d'information » (voir ci-dessous). Le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, lors d'une entrevue, le 11 octobre, avec M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., a évoqué la situation des entreprises « gravement menacées » par les retards et le manque de courrier. Il a demandé une réglementation « très stricte » du droit de grève.

Cette proposition a provoqué de vives réactions de la part de M. Edmond Maire, qui a considéré que M. Gattaz se comportait comme un « patron sauvage », et de la fédération C.G.T. des P.T.T., qui estime que « ce n'est pas en reculant le C.N.P.F. qu'on règlera les problèmes qui sont à l'origine du conflit ».

L'étonnant étonnement de M. Mexandeau

M. Louis Mexandeau, qui s'exprimait le 11 octobre, devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré : « Je ne sais pas pourquoi aujourd'hui il y a encore des grèves ». Selon M. Neiertz, porte-parole du groupe socialiste, qui rapportait ces propos, le ministre a estimé que la grève était le fait de personnels non syndiqués ou de militants de base qui n'obéissent pas à leurs organisations syndicales. « Lorsque je rencontre les organisations syndicales au niveau national, elles sont d'accord avec la réforme », a ajouté le ministre.

Les déclarations de M. Louis Mexandeau ont fait qu'accroître la confusion. S'il y a eu « concertation » au niveau national, toutes les organisations n'ont pas donné leur accord à la réforme loin s'en faut. La C.G.T. demande préalablement à l'ouverture de négociations nationales la suspension de l'application du plan de réorganisation de M. Daucet et la C.G.C. fait savoir qu'elle n'a pas été consultée. Ensuite la réorganisation intervenue depuis le 1^{er} octobre, dans le cadre du plan Daucet, prévoyait des négociations locales pour la mise en place de la réforme.

L'échec ou les difficultés nées de ces négociations décentralisées, inhabituelles aux P.T.T., ont provoqué les mouvements de grève dans les centres de tri, mais aussi maintenant dans les centres de chèques postaux.

En fait, on constate que les chefs d'établissement, les directeurs départementaux ou régionaux ne disposent pas d'une marge de manœuvre

suffisante pour mener à bien ces discussions, car ils sont coincés entre les directives du ministère et les contraintes locales. Selon plusieurs syndicalistes, le dossier se complique d'arrière-pensées politiques ou de règlements de comptes, tant au ministère que dans les directions locales des postes. Beaucoup considèrent enfin que M. Mexandeau a agi avec précipitation. En affirmant qu'il ne comprend plus la situation, le ministre ne se retrouve-t-il pas dans la position désagréable de l'arroseur arrosé ? Après tout, il avait souhaité ces négociations locales...

A. L.

DES CONSÉQUENCES GRAVES POUR LES JOURNAUX

Le Syndicat de la presse parisienne, dans une motion adoptée le mardi 11 octobre, « appelle instamment l'attention des pouvoirs publics sur les difficultés considérables que rencontrent dans leur diffusion les quotidiens nationaux d'information du fait du prolongement des grèves dans les centres de tri de la poste ».

« Certaines abondent, notamment dans le centre parisien, se résolvant dans l'attente qu'une à trois semaines plus tard », ajoute le syndicat qui affirme en conclusion : « Il est urgent qu'une solution soit trouvée entre les partenaires sociaux, qui permette d'assurer, dans des conditions normales de délai, l'établissement et la distribution des journaux ».

RÉGIONS

Le budget 1984 des collectivités locales devrait concrétiser l'effort de décentralisation

Décentralisation oblige : en 1984, le budget du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation portera les marques des lois de 1982 et 1983 qui donnent aux collectivités locales (communes, départements et régions) des compétences et des pouvoirs nouveaux. En même temps, l'administration d'Etat doit s'adapter à ses tâches dans le nouveau contexte institutionnel.

Les concours financiers de l'Etat aux collectivités locales enregistreront en 1984 une nette progression. La dotation générale de décentralisation (D.G.D.), prévue à l'article 94 de la loi du 7 janvier 1983, compensera les charges nouvelles des collectivités après le transfert des compétences (aide sociale, urbanisme, ports, transports scolaires). Une enveloppe de 7,54 milliards de francs est inscrite.

D'autre part, la plus classique dotation générale de fonctionnement (D.G.F.), prélevée sur les recettes de l'Etat, sera, comme à l'habitude, fixée définitivement sur proposition du comité des finances locales, mais on peut penser qu'elle se situera autour de 63 milliards de francs (y compris la dotation spéciale pour le logement des instituteurs).

Les subventions d'équipement s'élèveront, pour leur part, à 13 milliards de francs en crédits de paiement (+26,12 % par rapport à 1983). On sait en effet que, progressivement, la subvention globale d'équipement se substitue aux multiples subventions spécifiques accordées au coup par coup, ministère par ministère.

La décentralisation au profit des élus s'accompagne d'une déconcentration qui permettra aux commissaires de la République — représentants de tous les ministères — de mieux exercer leurs missions dans les régions et les départements. La volonté de déconcentration se traduira par la suppression de 50 emplois d'administration centrale dans les services de la place Beauvau (5,45 millions de francs d'économie).

En revanche, 500 emplois de préfecture (200 en catégorie A et 300 en catégorie B) seront créés.

En outre, un véritable plan de modernisation des moyens informatiques des préfectures est décidé. Dès 1984, un premier centre informatique interdépartemental va être créé et le programme d'informatisation de la gestion des tribunaux administratifs sera poursuivi.

Au titre des travaux immobiliers, on notera l'inscription d'un crédit de

6,4 millions (en autorisations de programme) pour la construction d'une sous-préfecture à Vierzon (Cher).

La sécurité civile

Le budget total de 1984 s'élève à 831 millions (814 millions en 1983) en crédits de paiement. Ils seront, notamment, affectés à l'acquisition de bombardiers Tracker destinés à la lutte contre les incendies de forêts. Un corps professionnel permanent de sapeurs-pompiers sera créé à l'école de Nainville-les-Roches (Essonne).

Enfin, la brigade des sapeurs-pompiers de Paris bénéficiera de l'inscription, en année pleine, de 400 emplois pour renforcer ses moyens d'action (15 millions de francs), tandis que la participation de l'Etat au fonctionnement du bataillon des marins-pompiers de Marseille sera désormais prise en charge par le budget du ministère de l'Intérieur (25,4 millions) et non plus du ministère de la Défense.

F. Gr.

ÉTRANGER

Le Brésil évaluerait à 9 milliards de dollars ses besoins d'argent frais d'ici à la fin de 1984

Les représentants du Brésil qui participent à titre d'invités aux débats de l'Association des banquiers américains actuellement réunie à Honolulu auraient fait savoir que leur pays aurait besoin d'ici à la fin de 1984 de 9 milliards de dollars de nouveaux prêts (3,8 milliards pour 1983 et 5,2 milliards pour l'année prochaine). Ces chiffres figureraient, selon une dépêche de l'Associated Press confirmée par l'agence Reuter, dans un document distribué à quelque deux cents banquiers invités à participer à une réunion de travail officieuse avec le gouverneur de la Banque centrale du Brésil, M. Alfonso Celso Pastore. Le total de la dette brésilienne à la fin de 1984 s'élèverait à 100 milliards de dollars, serait-il dit dans le même document (ce qui supposerait que les 9 milliards en question soient accordés).

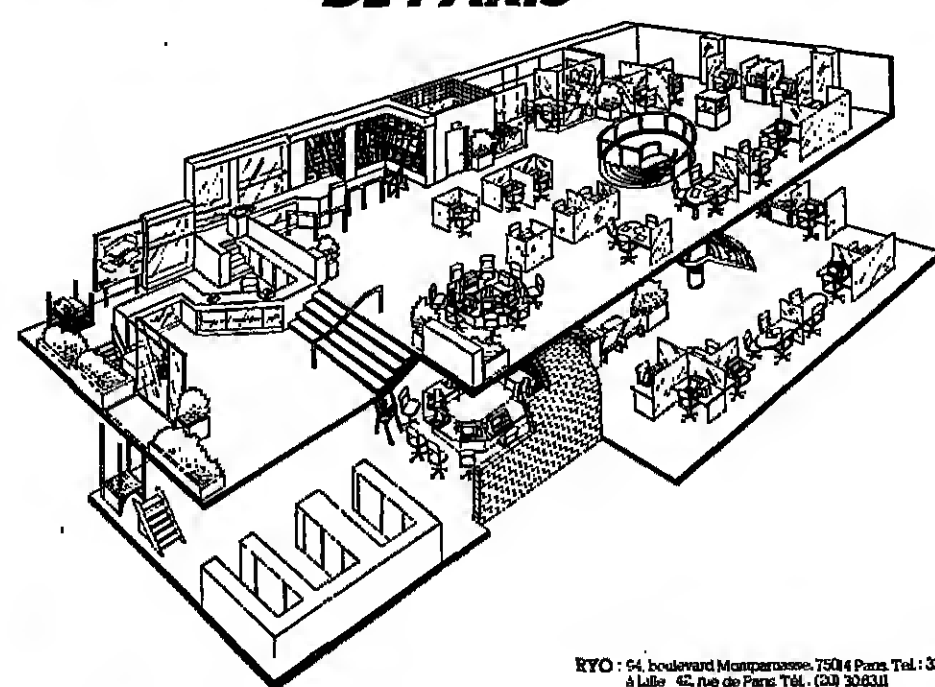
On sait que l'accord de principe conclu à Washington pendant la réunion de l'assemblée générale du Fonds monétaire portait sur un total de 11 milliards de crédits, dont 6,5 milliards de prêts bancaires nouveaux. Compte tenu, notamment, des réticences manifestées par de

nombreuses petites et moyennes banques américaines pour accepter de faire entrer dans leurs bilans respectifs de nouvelles créances sur le Brésil, ce dernier chiffre apparaît comme le maximum que ce pays puisse obtenir. Telle est en tout cas l'opinion dominante dans les milieux bancaires. Cependant, le Brésil avait déjà fait savoir, avant la réunion du F.M.I., qu'il évaluait entre 8 et 9 milliards le montant de ses besoins de financement nouveaux pour accompagner son plan de redressement.

ARGENTINE

● Le paiement de la dette. — Buenos-Aires aurait obtenu un délai de soixante jours pour le paiement des intérêts de sa dette. Les banques internationales auraient accordé à l'Argentine un délai de soixante jours pour le paiement des intérêts de sa dette extérieure. Toutes les négociations entre l'Argentine et ses créanciers internationaux seraient d'autre part suspendues jusqu'à la mise en place des nouvelles autorités, après les élections du 30 octobre prochain. — (A.F.P.)

AU CŒUR DE MONTPARNASSE LE GRAND ESPACE INFORMATIQUE DE PARIS



RYO : 04, boulevard Montparnasse, 75004 Paris. Tél. : 321.46.35
à Lille : 42, rue de Paris 59001. Tél. : 330.33.11

MAGNIFICUS MINI FRICUS RENAULT 5 SUPER CAMPUS

Par Mars et par Junon, comment font-ils pour réussir à proposer une telle orgie de luxe à un tel prix ?

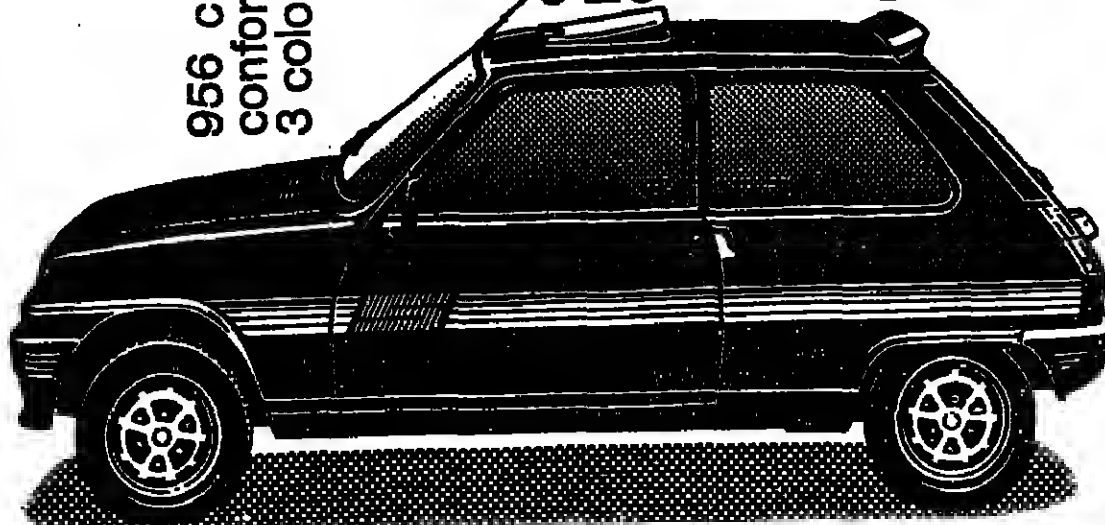
956 cm³ pour parcourir confortablement la Gaule, 3 coloris au choix, un toit

ouvrant « Moon Roof » pour vérifier que le ciel ne vous tombe

pas sur la tête, un prééquipement radio, un essuie-lave-vitre

arrière et un becquet arrière aussi beau que le nez de Cléopâtre. Par Toutati, ils sont tous chez Renault.

956 cm³
RENAULT préconise elf



36300 F
SERIE LIMITEE

© P. H. A. S.

X 5233

AGRICULTURE

LE PROJET DE RÉFORME DE LA FISCALITÉ

La longue marche vers la transparence

Le gouvernement veut mieux connaître les revenus agricoles, et pour cela entend accélérer le passage au régime de l'impôt selon les bénéfices réels.

Amoncé au conseil des ministres du 21 septembre, la réforme des impôts sur les bénéfices agricoles, envisagée par le projet de loi de finances pour 1984, est une surprise. Non pas que le sujet soit nouveau. Au contraire même, car l'importance de l'enjeu n'avait d'égale que la longue guerre des études qui ne débouchent pas. Chez M. Rocard, au ministère de l'Agriculture, on ne semblait guère plus pressé que précédemment. Il se trouve que le ministère des finances a poussé le feu sous la réforme, petite rupture de rythme qui a pris les négociateurs traditionnels à contre-pied. Aussi la F.N.S.E.A. parle-t-elle d'une « consultation précipitée », alors même

qu'elle est favorable au principe de cette réforme.

Cette réforme est donc une surprise, parce qu'elle fut longtemps attendue. Pour importante qu'elle soit elle ne satisfait pas les professionnels, qui souhaitent une approche d'ensemble de la fiscalité agricole, alors que l'impôt sur les revenus de l'exploitation ne représente, selon la F.N.S.E.A., que 20 % des impôts à caractère professionnel payés par les agriculteurs.

L'objectif global, à savoir parvenir à une connaissance réelle du revenu des exploitants, est, on l'a dit, partagé. Pour la profession, il s'agit d'effacer l'image négative dans l'opinion des agriculteurs « qui ne paient jamais d'impôts ». Pour les pouvoirs publics, la clarté en ce domaine est un instrument de politique agricole. Elle permet, et c'est plus utile que jamais dans une période de

restriction, de distinguer l'économie du social. Pour les exploitants eux-mêmes, la connaissance de leur situation, imposée par la fiscalité, peut représenter un utile outil de gestion.

Cette réforme est donc voulue, mais elle est délicate, car elle se heurte à la méfiance historique des paysans pour le fisc et ses agents et à l'absence aussi de formation comptable et fiscale. C'est ce qui explique le peu de succès du « schéma fiscal » en matière agricole, à savoir l'assujettissement à la T.V.A., introduit en 1968 et qui ne concerne aujourd'hui que 365 000 exploitants, résultat obtenu avec une forte sensibilisation syndicale, et la création en 1972 du régime d'imposition d'après le bénéfice réel puis, en 1977, d'un « réel simplifié » encore appelé « mini-réel ».

En 1983, ces deux modes d'imposition ne sont appliqués que dans 65 000 exploitations, dont 25 000 au mini-réel. Pour le reste de l'agriculture, soit on total d'environ un million d'exploitations, 400 000 sont imposées selon le régime du forfait collectif.

Le « super » remplace le « mini »

La réforme projetée propose un double mouvement. D'une part, le seuil du chiffre d'affaires au-delà duquel l'adhésion au régime « réel » est obligatoire est relevé de 1 million à 1,8 million de francs. D'autre part, il est créé un nouveau régime « super-simplifié » (1) qui remplacera le « mini-réel ». Optionnel pour tous, il serait obligatoire en 1986 pour ceux dont le chiffre d'affaires aura été supérieur à 450 000 F (contre 500 000 F pour l'actuel « mini-réel »), dans les deux années précédentes. Cette obligation serait étendue en 1988 à ceux dont le chiffre d'affaires aura dépassé 380 000 F, en 1986 et 1987. Ces dispositions ne concernent pas les agriculteurs âgés de cinquante-cinq ans et plus.

L'échec du « réel » de 1972 et même du « mini-réel » tenait aussi au fait que les spécificités propres à l'entreprise agricole n'avaient pas été prises en compte, notamment pour les stocks à rotation lente (animaux, vins) et les amortissements.

Chaque année, dans le système actuel, ces stocks, qui sont à la frontière de la notion d'outil de production et de produit fini, sont réévalués en fonction de l'inflation. L'exploitant peut alors être imposé sur des bénéfices latents mais non réels, qui ne se vérifieront qu'au moment de la vente. Ainsi le vieillissement d'une cave peut entraîner le paiement d'un impôt sur le bénéfice, alors même qu'aucune transaction n'aurait été

effectuée au cours de l'année. Cette « taxation sur l'inflation », comme l'appelle M. Rocard, sera supprimée. La valeur des animaux, des végétaux et, dans le cas du « super-simplifié », des vins sera bloquée au bout du second exercice suivant l'entrée en stocks. Pour les viticulteurs choisissant le « réel » normal, cette valeur sera bloquée dès l'entrée en stock.

Quant aux amortissements, un groupe de travail cherchera à adapter les durées aux réalités économiques de l'exploitation. Il devra rendre ses premières conclusions en ce qui concerne les vergers, les porcheries et les poulleries pour le 15 novembre. Et ensuite s'occuper des vignes.

Le projet gouvernemental comporte d'autres mesures qui devraient concourir également à une meilleure connaissance de la situation des agriculteurs. C'est le cas de la nouvelle procédure adoptée pour le forfait collectif : jusqu'ici, il revenait à la seule administration fiscale le soin de recenser la matière imposable. Il sera, dans ce projet, demandé à l'exploitant de fournir une déclaration portant sur les données physiques de l'exploitation, à l'exclusion de toute donnée financière.

Ce début d'individualisation introduisant plus de souplesse et de transparence dans le fonctionnement du forfait collectif sera mis également à profit pour établir, au cours du IX^e Plan, une nouvelle grille des revenus cadastraux, qui servent de base, même pour les agriculteurs au forfait, à d'autres prélèvements obligatoires, tels les impôts locaux ou les cotisations sociales.

D'autres modifications projetées ressortent au chapitre de l'incitation à l'investissement.

Ainsi la déduction fiscale de 50 % sur cinq ans pour les jeunes agriculteurs est-elle prorogée, et l'imposition de la dotation à l'installation sera dorénavant étalée sur cinq ans. De même, les souscriptions aux parts de coopératives bénéficieront des dispositions relatives aux comptes d'épargne en actions.

Le rejet du « réel »

Devant ces projets de réforme, la critique syndicale, celle de la F.N.S.E.A. en tout cas, est assez forte. Selon elle, le mouvement vers le « réel » n'est pas assez progressif et risque d'entraîner une déperdition de bénéfices. Déjà, on a constaté combien les agriculteurs, pour ne pas être contraints de passer au « réel », cherchaient à limiter l'accroissement de leur chiffre d'affaires. De trois manières : en travaillant à façon pour une ferme intégratrice, en créant des groupements d'exploitation en commun purement « fiscaux », en restreignant volontairement leurs productions, ce qui est le comble quand on souhaite une « fiscalité incitative » pour les investisseurs. Sur le seuil de passage obligatoire au « super-simplifié », on aurait pu laisser jouer l'inflation, pense-t-on.

De plus, le coût des comptabilités en « super-simplifié » serait, selon la F.N.S.E.A., plus élevé que pour l'actuel « simplifié ». Et ce coût est lui aussi un obstacle à l'adoption du « réel ». Enfin, la F.N.S.E.A. regrette que la réforme fiscale ne porte que sur les bénéfices agricoles, et ne concerne pas l'ensemble des charges fiscales (ou parafiscales) de l'agriculture. Parmi celles-ci, la fiscalité locale.

Depuis la loi du 10 janvier 1980, qui libérait les taux des impôts directs locaux, on a assisté à une envolée de la taxe sur le foncier non bâti, surtout dans les communes où les agriculteurs sont minoritaires dans les conseils municipaux. Or le rendement de la taxe foncière sur le non-bâti représente près du tiers des impôts à caractère professionnel contre 20 % seulement pour l'impôt sur le revenu.

On peut faire du projet gouvernemental une critique plus radicale. C'est celle de la C.N.S.T.P. (Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans). Pour elle, l'idée de faire payer des impôts en fonction du revenu réel est juste, mais, en agriculture, le revenu agricole inclut à la fois la capitalisation et le salaire disponible. La généralisation de l'imposition au « réel » conduira dès lors certains agriculteurs à payer des impôts sur leur capitalisation obligatoire, pour un revenu qu'ils n'auront pas. Aussi la C.N.S.T.P. profite-t-elle de l'occasion pour pousser son idée de statut pour les paysans, dans lequel ceux-ci ne seraient pas contraints de « capitaliser » pour exercer ce métier.

JACQUES GRALL

(1) Il se caractérise par la présentation d'un bilan résumé, avec une comptabilité annuelle (recettes, dépenses, stocks et balance).

INDUSTRIE

L'AVENIR DE LA CHIMIE LOURDE

Un dinosaure en voie de disparition ?

De notre envoyé spécial

Florence. — Les grands groupes chimiques de la planète vont-ils abandonner la fabrication des produits de base dont ils ont besoin pour faire tourner leurs usines et la confier à des pays en voie de développement ? L'idée était dans l'air depuis plusieurs années. Mais, pour la première fois, on en a parlé sérieusement à Florence, le 10 octobre, au cours de l'assemblée annuelle de la Society of Chemical Industry (section européenne).

Les « chimistes » les plus réputés du monde étaient là et, à l'exception des Américains — les seuls à avoir chez eux directement accès à une matière première relativement bon marché (gaz, éthane et pétrole) — tous ont retenu une telle hypothèse.

La chimie lourde appartient au passé. Sa mise en œuvre est trop onéreuse. Grossièrement, en 1982, ses pertes cumulées, au seul échelon européen, ont dépassé 20 milliards de francs. Malgré l'amélioration conjoncturelle constatée par les industriels ces derniers mois, tous observent que les gains de productivité ne permettront pas de remonter la pente. Question de valeur ajoutée : elle est nulle ou très souvent négative dans ce secteur.

Après avoir fait remarquer qu'en dix ans les prix des produits pétrochimiques avaient plongé de 71 % au Japon, M. Hisashi Karakawa, président de la Mitsubishi Petrochemical Company, a fait un long plaidoyer en faveur d'un développement des accords de collaboration avec les pays producteurs de pétrole. Il a souligné la nécessité, pour son pays, privé de matières premières, de développer ses importations de bases chimiques. Selon lui, le processus de désengagement total est inévitable. Il est déjà commencé. Dans le cadre d'une nouvelle loi promulguée à leur initiative, les douze principaux producteurs japonais d'éthylène vont, d'ici au 31 mars 1984, réduire de 36 % environ leur capacité.

Graphiques à l'appui, M. John Harvey Jones, président des ICI, a noté un déclin de la chimie britannique, a montré que le taux de croissance moyen de la chimie lourde, de 1974 à 1982, était tombé au niveau le plus bas depuis celui atteint durant les années de la grande crise s'étendant de 1929 à 1938.

M. Mario Schimberni, grand patron de la Montedison, chef de file de la chimie italienne, était plus à

l'aise pour parler de désengagement. Tout comme Rhône-Poulenc en son temps, le groupe, déjà persuadé du bien-fondé de la démarche, a en grande partie résolu le problème posé par sa pétrochimie en la revendant à l'ENI. Il aborde désormais la seconde phase de sa restructuration entièrement fondée sur le redéploiement international de la chimie fine.

M. Edwin C. Holmes, président d'Exxon Chemical, n'a pas usé d'un autre langage. La chimie lourde est en déclin. C'est une réalité douloureuse. La preuve : de 1977 à 1979, selon lui, le taux de surcapacité aux États-Unis, qui était de 16 %, est monté, l'an dernier, à 35 %, tandis que la production chutait de 17 %.

Les industriels américains s'organisent autour de leurs centres d'approvisionnement pour ne pas perdre pied, avec pour objectif principal un retour rapide dans l'ère des profits.

Aucun orateur français n'était inscrit pour prendre la parole. Mais tous les représentants des sociétés chimiques de l'Hexagone reconnaissent en aparté que l'industrie chimique a atteint un moment décisif de son histoire. C.D.F.-C.B.M., Ato-Chem (Elf-Aquitaine), Totalchimie dans une certaine mesure, ne voient pas leur avenir sous un jour enchanteur.

C'est l'opinion que formule aussi la société française Hoechst, qui recherche une rentabilité dont elle s'est éloignée depuis dix ans, en disposant, il est vrai, d'atouts sérieux dans les spécialités.

La chimie lourde sera-t-elle l'un des derniers grands dinosaures du monde industriel à la recherche de sa nourriture, comme s'est plu à le faire remarquer, avec humour, M. John Harvey Jones ? Les chimistes européens doivent, de toute façon, se mettre d'urgence d'accord pour aplanir leurs derniers différends, pour ce qui est, en particulier, des surcapacités sans se laisser anesthésier par les bouffées de reprise économique. Faut-il qu'ils paient cher le prix de leur embaumement. Telle est la conclusion que l'on peut tirer des entretiens de Florence. Mais l'unionification, si elle est possible, on l'espère, sera l'œuvre, selon M. Schimberni, des entrepreneurs, non des hommes politiques.

ANDRÉ DESSOT.

Conversation d'affaires ? Vous souhaitez vous en occuper ?

CCS peut vous fournir des preuves de chaque conversation professionnelle ou privée grâce à :

- des porte-documents enregistrants de longue durée et longue portée
- magnétophones miniatures
- magnétophones d'une durée de 24 heures

Communication

Control Securite Ltd
20 Place Vendôme 75001
Paris Tél. 207-5000 Telex 215524 F

Devenir spécialiste en informatique c'est aussi apprendre les hommes et l'entreprise. Un

B.T.S. en Informatique

est une garantie sûre pour entreprendre une carrière valorisante dans un secteur en pleine expansion.

icd vous prépare solidement à un diplôme d'État, le B.T.S. Services Informatiques, et vous fait acquérir en plus un savoir-faire professionnel apprécié (techniques de communication, stages spécialisés en entreprises, séminaires de préparation à l'embauche...).

Statut étudiant
Inscriptions et renseignements pour la rentrée 1983 : écrire ou se présenter 63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Établissement privé d'enseignement supérieur

(Publicité)

SOCIÉTÉ POUR L'HABITAT ET LE LOGEMENT TERRITORIAL EN AFRIQUE

(Shelter-Afrique)

(Une institution panafricaine de financement du logement créée récemment dont le siège est à Nairobi - Kenya)

LANCER un appel à la coopération pour la conception de son emblème devant représenter graphiquement son principal objectif, qui est la mobilisation de ressources destinées au financement de projets de logements dans ses pays membres africains.

N.B. 1) Les œuvres soumises accompagnées d'une description complète des motifs doivent être envoyées sous enveloppe scellée à :
SHELTER AFRIQUE compétition emblème
c/o ADB
01 B.P. 1387
ABIDJAN 01

2) Date de clôture des soumissions : 15 novembre 1983.

3) La décision du panel est définitive.

FENÊTRES Paris Rénov

remplace vos vieilles fenêtres dans la journée

Le spécialiste de la fenêtre P.V.C.

Devis sans engagement de votre part
Crédit gratuit 9 mois

468.18.10

Z.I. de LOUVRES 95 380

si vos lignes sont trop souvent occupées vos clients risquent de faire appel ailleurs

Appareil de construction mécanique - 4 lignes - 50 personnes - 10 appels par jour ne leur paraissent pas.

Et sans qu'ils le sachent. C'est un exemple parmi tant d'autres. Nombre de lignes utilisant un standard mal adapté, une mauvaise répartition des postes, et votre installation ne peut recevoir que le trafic destiné à votre entreprise. Il y a des embouteillages : vos affaires comme votre image peuvent en souffrir.

Des solutions existent, simples et rapides à mettre en œuvre. Appelez votre agence commerciale des Télécommunications en composant le 14. Un agent technico-commercial saura vous conseiller.

Pensez à ceux qui vous appellent
Adaptez votre installation téléphonique à votre activité

468.18.10

Bien armés pour affronter le futur

Quelle est l'originalité de la Compagnie Générale des Eaux ?

GUY DEJOUANY. - La Compagnie Générale des Eaux aujourd'hui, c'est une certaine éthique de service. C'est aussi le fruit d'une longue histoire.

L'éthique de la Générale des Eaux est celle d'une entreprise de services. Nous sommes avant tout des ingénieurs et des entrepreneurs, par tradition et par conviction.

Comme beaucoup qui ont été forgés par les réalités du terrain, nous sommes habitués par ce que j'appellerai la vertu d'humilité. Nous n'aimons pas donner de leçons ni faire du triomphalisme. Nous préférons la leçon des faits.

La longue histoire, c'est le mariage solide et durable que nous avons contracté au milieu du siècle dernier avec les communes. Nous avons grandi par l'expérience acquise auprès des responsables locaux. Le milieu local est notre milieu naturel.

Une indépendance liée à nos métiers

Vous parlez souvent d'indépendance : n'est-ce pas un vœu pieux dans le monde d'aujourd'hui ?

G. D. - L'indépendance de la Générale des Eaux est liée à la nature même

La plupart des activités du groupe Générale des Eaux, notamment dans le domaine de l'eau, de l'énergie ou du génie urbain, sont exercées sous la responsabilité des collectivités locales. La nature de ces activités impose un certain devoir de réserve, par déférence vis-à-vis des maîtres d'ouvrage.

Mais au cours des dernières années, le groupe Générale des Eaux a connu une forte croissance et s'est développé dans

faire appel à des entreprises privées spécialisées fait partie de leur liberté. Les élus ont, en effet, une possibilité de choix entre la gestion directe ou la gestion déléguée à des entreprises. Les élus peuvent déléguer tout ou partie des tâches du service, discuter du contour exact des missions, des conditions d'exécution... C'est ce qui se passe déjà dans le monde industriel : personne en général n'a intérêt à tout faire par lui-même.

L'organisation souple et décentralisée du groupe Générale des Eaux lui permet d'être très proche des problèmes locaux et des soucis des élus. En même temps, les moyens techniques et les spécialistes de haut niveau dont le groupe dispose permettent de faire bénéficier les collec-

Français disposent de l'eau courante ; alors, que reste-t-il à faire dans ce domaine ?

G. D. - Presque tous les Français ont maintenant l'eau à leur robinet, et de l'eau d'une qualité et d'un goût généralement supérieurs à ce qu'on constate à l'étranger. Cela est à porter au crédit des communes, des administrations et des entreprises de notre pays. Il y a pourtant encore beaucoup à faire.

D'abord, on peut, et on doit toujours, s'efforcer d'améliorer la productivité, en intégrant des techniques encore plus modernes, de contrôle ou de télégestion par exemple. Par ailleurs, les réseaux vieillissent, et cela peut devenir une source de risques ou de gaspillage. Nous sommes dans un monde où on ne peut se permettre de gaspiller. Les exigences des hygiénistes s'accroissent : l'eau du robinet doit bientôt répondre à de nouveaux critères de potabilité restés au niveau européen (62, alors qu'il n'y en avait antérieurement que 27). Il faut là aussi, dès maintenant, investir.

Mais le plus grave, c'est la lutte contre la pollution, car la bataille contre l'eau polluée est loin d'être gagnée. On peut même dire que le front antipollution a un peu reculé ces dernières années. Bien que les maires placent l'assainissement, selon un récent sondage, au premier rang de leurs préoccupations, depuis plus de cinq ans notre pays prend du retard.

Si nous voulons redresser la situation, il faut faire preuve d'imagination et trouver des solutions financières et techniques. Nous avons des idées nouvelles sur ce point, que nous sommes prêts à proposer.

Vous avez annoncé, au cours d'une récente réunion de presse, de nouvelles perspectives de développement et de diversification. Pourquoi ce brusque tournant ?

G. D. - Je n'ai jamais employé le terme de diversification. Il s'agit en fait d'activités que nous menons déjà et que nous sommes seulement en train de développer. Il n'y a pas, dans notre démarche, de hasard et d'impulsion soudaine. Nous avons simplement réfléchi patiemment à l'avenir de nos activités de services pour le compte des collectivités. Nous nous sommes aperçus que, progressivement, notre action était devenue ou devenait significative dans trois domaines nouveaux, susceptibles d'une large ouverture :

- la communication,
- l'agro-alimentaire,
- les services à l'étranger.

La communication c'est le dialogue

Votre intervention dans la communication est un peu surprenante ?

G. D. - La communication est un prolongement naturel de notre activité traditionnelle.

La communication, c'est le dialogue, l'échange. Ce n'est pas la vente d'un produit. C'est le suivi attentif d'un service.

On retrouve là notre attitude de toujours, notre type de relations avec le milieu local, qui consiste à savoir écou-

plusieurs secteurs. Cette évolution rapide justifie aux yeux des responsables du groupe certaines explications et une plus large ouverture vers l'extérieur.

A l'occasion de «Trois jours avec...», Guy Dejouany, président-directeur général de la Compagnie Générale des Eaux, parle du présent. Il trace aussi les perspectives futures du groupe, qui se développe notamment dans la communication, l'agro-alimentaire et les services à l'étranger.

ter, à savoir nous adapter au contexte. C'est ce type d'attitudes qui nous a rapprochés de J.-C. Decaux.

Il y a près de dix ans, des communes sont venues nous dire : vous qui vous occupez de notre réseau d'eau, aidez-nous à mettre en place des réseaux de câbles. Des industriels sont venus nous dire la même chose : il y en a à l'étranger, mais pas ou très peu en France ; pourquoi ?

Depuis lors, nous sommes la seule entreprise privée française de services à avoir poursuivi, dans le domaine de la télédistribution, des efforts systématiques avec toutes les parties concernées (et elles sont nombreuses !).

C'est comme cela que nous sommes devenus gestionnaires, pour le compte des collectivités locales, notamment des réseaux de la vallée de Munster (Haut-Rhin), du Vaudreuil (Eure) et de Nice.

Le groupe peut jouer un rôle d'«ensemblier» ou d'«opérateur» neutre, en laissant toutes les prérogatives aux décideurs, et en mettant à profit sa connaissance des montages locaux et sa présence locale. Elle restera, dans ce domaine, très soucieuse d'inscrire son action dans le cadre des objectifs définis au plan national.

Le groupe a su prendre des risques dans d'autres domaines (tels que le chauffage urbain ou l'éco) ; il est disposé à le faire dans la télédistribution, ainsi que le lui a demandé le ministre des P.T.T. dans une convention signée le 3 mars 1983.

Agro-alimentaire et bio-combustible

Que voulez-vous faire dans l'agro-alimentaire ?

G. D. - Le déficit des sols en matières organiques est une préoccupation importante des responsables du monde agricole. C'est aussi la nôtre, en tant que distributeurs d'eau potable, très soucieux de la sauvegarde du milieu naturel. Si l'on n'amende pas le sol, sa qualité se dégrade. On gaspille alors des engrais. Les nitrates polluent les nappes d'eau souterraines, ce qui oblige à intervenir dans des conditions parfois difficiles et coûteuses.

Depuis longtemps, dans le groupe, nous fabriquons du compost. A travers nos différentes entreprises, nous sommes d'ailleurs le plus gros détenteur de cette «matière première» : nous fabriquons à peu près le tiers du compost utilisé en France. Bien sûr, c'est un minéral pauvre. Il est nécessaire maintenant de l'enrichir pour créer un matériel plus noble, un amendement de deuxième génération en quelque sorte, mieux adapté aux exigences du monde agricole.

Et dans le domaine des bio-combustibles ?

G. D. - Il s'agit de fabriquer de l'énergie à partir des déchets ménagers, mais aussi des déchets industriels ou agricoles. Nous gérons déjà une trentaine d'usines produisant de l'énergie à partir d'ordures ménagères. Des expériences fort encourageantes de valorisation éner-

gétique de la biomasse (déchets agricoles et forestiers) sont en cours.

En France, l'ensemble des déchets ménagers et des boues de stations d'épuration représente un pouvoir calorifique global de 2,5 millions de tonnes équivalent-pétrole, sans tenir compte des déchets industriels et agricoles.

Dans le secteur agricole, nous participons activement à des expériences de production, à partir principalement de la déshydratation de la luzerne et du broyage de rafles de maïs ainsi que de l'utilisation d'algues marines ou de déchets de poissons. A cet égard, notre potentiel technique de recherche et notre avance sont importants, car les procédés utilisés dans l'industrie alimentaire se rapprochent de plus en plus de ceux du traitement de l'eau (filtre biocarbone, osmose inverse, fermentation anaérobie...).

Des atouts à l'étranger

Le développement des services à l'étranger : que pouvez-vous faire à cet égard ?

G. D. - Notre groupe dispose de plusieurs atouts :

Il est devenu le plus important groupe de distribution d'eau du monde. Il dispose d'un très considérable réservoir d'ingénierie, car notre pays est varié et rassemble dans le domaine de l'eau beaucoup de situations que l'on peut rencontrer dans les différentes contrées du globe.

Il est équilibré, avec des activités de services, mais aussi des activités d'entreprises et de travaux. C'est, ne l'oublions pas, dans ces entreprises de travaux que se trouve la matière grise la plus efficace pour conquérir de nouveaux marchés.

Mais surtout, il a depuis plus de dix ans suivi une démarche originale, consistant à créer au niveau mondial un réseau de conseil et de coopération technique à haut niveau, en entretenant avec plusieurs dizaines de pays des relations suivies. Je crois que cela est très important, car il s'agit de pouvoir contrer les grandes ingénieries étrangères, notamment dans le domaine de l'eau. Or, progressivement, la demande de matière grise dans les pays étrangers, qui subissent tous la crise, est une demande d'hommes d'expérience, qui ont connu les services d'eau. Ne serait-ce que parce que dans beaucoup de cas, on se rend compte qu'il vaut mieux commencer par bien gérer ce dont on dispose que de se lancer dans des projets coûteux.

Dans l'avenir, il s'agit peut-être d'investir moins, certainement d'investir mieux. C'est ce « mieux » que nous pouvons proposer, en étant pleinement responsables, parce que nous disposons, dans le groupe, d'un éventail d'entreprises capables de réaliser concrètement ce que nous préconisons.

Vous êtes un grand groupe et vous parlez beaucoup de métiers locaux. N'y a-t-il pas là un paradoxe ?

G. D. - Je vous répondrai en vous rappelant les résultats d'une enquête récente, qui a montré que, en France, ce sont les petites entreprises qui créent le plus d'emplois. Ce n'est pas en faisant, dans des structures trop lourdes, des métiers que tout le monde sait faire qu'on prépare le mieux l'avenir.

Nous sommes une grande famille de métiers enracinés dans le milieu local et toujours à la recherche de l'innovation. Nous sommes devenus importants. Mais nous sommes à l'échelle humaine et nous cherchons à rester inventifs. Entre le conglomérat industriel et la P.M.E., nous pensons être une entreprise de troisième type et bien armée pour affronter le futur.



GUY DEJOUANY : «... une certaine éthique et le fruit d'un mariage solide. »

de nos métiers. Notre tâche est de proposer aux communes la meilleure solution au moindre coût pour la collectivité. Dans chaque cas, nous devons être en position d'offrir le meilleur produit adapté, ou la meilleure combinaison de produits. Nous sommes très libres dans ce domaine pour préconiser le bon choix, car nous fabriquons nous-mêmes peu de produits.

Dans cette perspective, estimez-vous que la décentralisation est une bonne réforme ?

G. D. - C'est une réforme qui, dans son principe, a toujours fait la quasi-unanimité, sans doute parce qu'on sait qu'en laissant régler les questions locales par ceux qui sont élus à cet effet, on risque moins d'erreurs. Or la plupart de nos métiers sont des métiers locaux. Nous pensons donc que nous pouvons être des outils efficaces pour les maires et contribuer concrètement à la réussite de la décentralisation.

Les élus locaux souhaitent disposer de davantage de liberté et de moyens. Nous les y aidons.

Un modèle original

Quelle est, dans cette perspective, l'utilité des entreprises comme les vôtres ?

G. D. - Je prends l'exemple de l'eau : la possibilité donnée aux communes de

activités d'un « effet d'échelle » générateur d'économies.

La possibilité pour les collectivités locales de recourir à des entreprises peut être considérée comme un modèle original de gestion qui concilie l'initiative locale et l'efficacité.

Les grands groupes distributeurs d'eau ne détiennent-ils pas un « monopole » ?

G. D. - Nullement. Comme je vous l'ai dit, c'est le conseil municipal ou le conseil syndical (lorsque les communes sont regroupées en syndicat de communes) qui décide. Il y a, en France 36 433 communes, mais seulement 15 230 services des Eaux (car de nombreuses communes sont regroupées en syndicats). Sur ce total, 11 485 services (75,4 %) sont gérés directement (en régie) par les collectivités locales et 1 546 (10,2 %) sont délégués au groupe de la Compagnie Générale des Eaux. Les autres services sont confiés aux divers autres distributeurs d'eau.

Il y a, en moyenne, quatre entreprises de distribution indépendantes par département. L'extrême diversité du découpage des zones d'activité de chaque entreprise montre que tout dépend, en l'occurrence, du choix des communes.

Parlons maintenant de l'avenir de votre groupe. Aujourd'hui, tous les



GROUPE GÉNÉRAL DES EAUX

52, rue d'Anjou
75008 Paris
266-91-50

الجمهورية العربية السورية

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

11 octobre
Hésitation

Le marché est demeuré très hésitant mardi. Tantôt au-dessus de son niveau de lundi, tantôt en-dessous, l'indice a finalement affiché en fin de séance une très légère hausse de 0,06 %.

Cette hésitation s'est manifestée dans un marché calme, les cotations étant réalisées assez rapidement.

Ce comportement du marché a quelque peu surpris après les nouvelles performances accomplies par Wall Street. En effet, lundi l'indice Dow Jones a connu la troisième séance consécutive, inédite son précédent record - historique.

Certes, le marché parisien a tenu compte de cette bonne nouvelle, mais il a surtout été préoccupé par les répercussions des ventes de l'après-midi, livraisons, plus que probable, de cinq Super-Standard à l'air.

De plus, les boursiers attendaient avec une certaine curiosité le début de la politique industrielle à l'Assemblée.

Les titres du groupe Cressat-Lore ont été en tête de liste des baisses : Cressat-Lore a chuté de 7 % et Schneider de 4,5 %. Les titres de la distribution ont subi des dégonflements bénéficiaires, en particulier Orléans - 3,2 %, Vinoprix et Gascogne - 2,4 % et Promodes - 2,6 %.

En revanche, Intertek a gagné 2,5 %, la Générale des Eaux 4 %, la Compagnie de Fonderie et le Compagnie des Entrepreneurs 3,5 %, l'Imprimerie B.S.N. + 3 %, des Grands Travaux de Marseille et de Pérolles B.P. + 2,6 %.

La devise-tire a été fermée à 10,88 F contre 10,84 F lundi. Les valeurs américaines ont été demandées, notamment Xerox + 3,8 % et General Motors + 3 %.

Le marché de l'or a été très calme. La lingot a gagné 100 F à 102,25 F, tandis que le napoléon cédait 5 F à 676 F. La parité de l'once a été négociée à 402,64 dollars et à Londres à 400,50 dollars.

NEW-YORK

Forte baisse

Sous la double menace d'un blocage de l'approvisionnement pétrolier par l'Iran et d'une remontée des taux d'intérêt, Wall Street a enregistré mardi une très forte baisse de cours. Amorcé presque dès l'ouverture, le mouvement de repli s'est poursuivi durant toute la séance et, à la clôture, l'indice des Industriels, parvenu à la veille au sommet historique de 234,65, s'est effondré à 126,14, soit à 19,51 points en dessous de son niveau précédent.

Le bilan de la journée a été tout aussi désastreux. Sur 1 992 valeurs traitées, 1 133 ont baissé, 489 seulement ont monté et 370 n'ont pas varié.

Les opérateurs ont pris très au sérieux l'avertissement lancé par l'Organisation pour le contrôle du pétrole et les Super-Standard français étaient livrés à l'air. Ils ont aussi retenu avec attention les propos tenus par M. Paul Volcker sur la nécessité de rester vigilant dans la lutte engagée contre l'inflation. Ce n'est pas, de ce fait, écarté la possibilité de voir les taux d'intérêt remonter. Ils ont été d'autant plus sensibles à la déclaration du président de la Réserve fédérale qu'accumulé des tensions se manifestent sur les Baux du Trésor.

Le recul des cours s'est toutefois effacé en fin de séance et l'activité, bien qu'accrochée, est restée très modérée. Au total, 79,51 millions de titres ont changé de mains contre 67,05 millions lundi.

VALEURS

	Cours de 10 oct.	Cours de 11 oct.
Alcoa	48 7/8	48
A.T. & T.	42 1/2	41 1/4
Boeing	42 1/2	41 1/4
Chrysler	42 1/2	41 1/4
General Motors	42 1/2	41 1/4
IBM	42 1/2	41 1/4
International Harvester	42 1/2	41 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	41 1/4
Kodak	42 1/2	41 1/4
McDonald's	42 1/2	41 1/4
Merck & Co.	42 1/2	41 1/4
Procter & Gamble	42 1/2	41 1/4
Union Carbide	42 1/2	41 1/4
Xerox	42 1/2	41 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PRESSÉS DE LA CITÉ. - Au cours du premier semestre 1983, le groupe a enregistré un bénéfice net de 29 millions (après amortissements, provisions et impôts et parts minoritaires incluses) de 30,3 millions de francs contre 32,5 millions durant la période comparative du précédent exercice. Quant à la société mère, la progression des résultats est plus modeste avec un bénéfice net de 26,4 millions de francs contre 24,9 millions pour les six premiers mois de 1982.

SICAV. - En raison d'une courte période de chômage exceptionnel (durée de phase d'application du contrat de solidarité), le résultat du premier semestre 1983 est déficitaire de 6 millions de francs (contre un résultat net juste équilibré pour les six premiers mois de 1982). Le chiffre d'affaires atteint 319 millions.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 à 31 déc. 1982)

Valeurs françaises : 144,3 144,7
Valeurs étrangères : 143,4 139,7

COTE DES AGENTS DE CHANGEMENT
(base 100 à 31 déc. 1982)

Indice officiel : 140,9 141,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés de 12 oct. : 12,3/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO
11 oct. 12 oct.
1 dollar (en yen) : 232,35 233,85

lions (contre 29 millions), en raison d'une baisse du volume d'activité en France qui ne parvient pas à compenser la progression de 30 % des exportations. Tout en escomptant un redressement sensible de la situation pour les six prochains mois de l'exercice en cours, Sicav fait état des résultats bénéficiaires des filiales Sicav et Sicav, qui devraient constituer une contribution positive au résultat consolidé.

COUPON VICTOIRE. - La compagnie financière du groupe Victorio annonce, pour l'exercice clos le 31 août dernier, un bénéfice net de 112,6 millions de francs contre 79,5 millions en 1981-1982 et 21,4 millions durant le précédent exercice. La société va proposer la distribution d'un dividende net de 22,30 F (contre 21,50 F précédemment), assorti d'un avo fiscal de 11,15 F en raison de la réglementation limitant la distribution des dividendes.

Au cours d'une prochaine assemblée extraordinaire, il sera proposé d'augmenter le capital social par incorporation de réserves à hauteur de 47,2 millions de francs de façon à attribuer aux actionnaires une action nouvelle gratuite pour cinq anciennes. De plus, le conseil d'administration devrait être autorisé à porter le capital à un maximum de 400 millions de francs par incorporation de réserves pendant un délai de cinq ans.

BOURSE DE PARIS

Comptant

11 OCTOBRE

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
2 %	28,20	0,080	
3 %	40	2,488	
4 %	71	0,980	
5 %	94,40	0,980	
6 %	113,80	3,414	
7 %	88,12	2,468	
8 %	88,60	7,328	
9 %	10,80	7,834	
10 %	98,58	4,742	
11 %	101,16	13,648	
12 %	100,20	10,208	
13 %	110,10	1,484	
14 %	108,70	12,072	
15 %	108,06	5,484	
16 %	137	11,041	
17 %	101	4,848	
18 %	138	1,517	
19 %	101,76	0,917	
20 %	101,76	0,917	
21 %	101,76	0,917	
22 %	101,76	0,917	
23 %	101,76	0,917	
24 %	101,76	0,917	
25 %	101,76	0,917	

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
2 %	28,20	0,080	
3 %	40	2,488	
4 %	71	0,980	
5 %	94,40	0,980	
6 %	113,80	3,414	
7 %	88,12	2,468	
8 %	88,60	7,328	
9 %	10,80	7,834	
10 %	98,58	4,742	
11 %	101,16	13,648	
12 %	100,20	10,208	
13 %	110,10	1,484	
14 %	108,70	12,072	
15 %	108,06	5,484	
16 %	137	11,041	
17 %	101	4,848	
18 %	138	1,517	
19 %	101,76	0,917	
20 %	101,76	0,917	
21 %	101,76	0,917	
22 %	101,76	0,917	
23 %	101,76	0,917	
24 %	101,76	0,917	
25 %	101,76	0,917	

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
2 %	28,20	0,080	
3 %	40	2,488	
4 %	71	0,980	
5 %	94,40	0,980	
6 %	113,80	3,414	
7 %	88,12	2,468	
8 %	88,60	7,328	
9 %	10,80	7,834	
10 %	98,58	4,742	
11 %	101,16	13,648	
12 %	100,20	10,208	
13 %	110,10	1,484	
14 %	108,70	12,072	
15 %	108,06	5,484	
16 %	137	11,041	
17 %	101	4,848	
18 %	138	1,517	
19 %	101,76	0,917	
20 %	101,76	0,917	
21 %	101,76	0,917	
22 %	101,76	0,917	
23 %	101,76	0,917	
24 %	101,76	0,917	
25 %	101,76	0,917	

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
2 %	28,20	0,080	
3 %	40	2,488	
4 %	71	0,980	
5 %	94,40	0,980	
6 %	113,80	3,414	
7 %	88,12	2,468	
8 %	88,60	7,328	
9 %	10,80	7,834	
10 %	98,58	4,742	
11 %	101,16	13,648	
12 %	100,20	10,208	
13 %	110,10	1,484	
14 %	108,70	12,072	
15 %	108,06	5,484	
16 %	137	11,041	
17 %	101	4,848	
18 %	138	1,517	
19 %	101,76	0,917	
20 %	101,76	0,917	
21 %	101,76	0,917	
22 %	101,76	0,917	
23 %	101,76	0,917	
24 %	101,76	0,917	
25 %	101,76	0,917	

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
2 %	28,20	0,080	
3 %	40	2,488	
4 %	71	0,980	
5 %	94,40	0,980	
6 %	113,80	3,414	
7 %	88,12	2,468	
8 %	88,60	7,328	
9 %	10,80	7,834	
10 %	98,58	4,742	
11 %	101,16	13,648	
12 %	100,20	10,208	
13 %	110,10	1,484	
14 %	108,70	12,072	
15 %	108,06	5,484	
16 %	137	11,041	
17 %	101	4,848	
18 %	138	1,517	
19 %	101,76	0,917	
20 %	101,76	0,917	
21 %	101,76	0,917	
22 %	101,76	0,917	
23 %	101,76	0,917	
24 %	101,76	0,917	
25 %	101,76	0,917	

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
2 %	28,20	0,080	
3 %	40	2,488	
4 %	71	0,980	
5 %	94,40	0,980	
6 %	113,80	3,414	
7 %	88,12	2,468	
8 %	88,60	7,328	
9 %	10,80	7,834	
10 %	98,58	4,742	
11 %	101,16	13,648	
12 %	100,20	10,208	
13 %	110,10	1,484	
14 %	108,70	12,072	
15 %	108,06	5,484	
16 %	137	11,041	
17 %	101	4,848	
18 %	138	1,517	
19 %	101,76	0,917	
20 %	101,76	0,917	
21 %	101,76	0,917	
22 %	101,76	0,917	
23 %	101,76	0,917	
24 %	101,76	0,917	
25 %	101,76	0,917	

Marché à terme

Le Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant des échéances de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des cotations de l'après-midi.

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
2 %	28,20	0,080	
3 %	40	2,488	
4 %	71	0,980	
5 %	94,40	0,980	
6 %	113,80	3,414	
7 %	88,12	2,468	
8 %	88,60	7,328	
9 %	10,80	7,834	
10 %	98,58	4,742	
11 %	101,16	13,648	
12 %	100,20	10,208	
13 %	110,10	1,484	
14 %	108,70	12,072	
15 %	108,06	5,484	
16 %	137	11,041	
17 %	101	4,848	
18 %	138	1,517	
19 %	101,76	0,917	
20 %	101,76	0,917	
21 %	101,76	0,917	
22 %	101,76	0,917	
23 %	101,76	0,917	
24 %	101,76	0,917	
25 %	101,76	0,917	

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
2 %	28,20	0,080	
3 %	40	2,488	
4 %	71	0,980	
5 %	94,40	0,980	
6 %	113,80	3,414	
7 %	88,12	2,468	
8 %	88,60	7,328	
9 %	10,80	7,834	
10 %	98,58	4,742	
11 %	101,16	13,648	
12 %	100,20	10,208	
13 %	110,10	1,484	
14 %	108,70	12,072	
15 %	108,06	5,484	
16 %	137	11,041	
17 %	101	4,848	
18 %	138	1,517	
19 %	101,76	0,917	
20 %	101,76	0,917	
21 %	101,76	0,917	
22 %	101,76	0,917	
23 %	101,76	0,917	
24 %	101,76	0,917	
25 %	101,76	0,917	

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
2 %	28,20	0,080	
3 %	40	2,488	
4 %	71	0,980	
5 %	94,40	0,980	
6 %	113,80	3,414	
7 %	88,12	2,468	
8 %	88,60	7,328	
9 %	10,80	7,834	
10 %	98,58	4,742	
11 %	101,16	13,648	
12 %	100,20	10,208	
13 %	110,10	1,484	
14 %	108,70	12,072	
15 %	108,06	5,484	
16 %	137	11,041	
17 %	101	4,848	
18 %	138	1,517	
19 %	101,76	0,917	
20 %	101,76	0,917	
21 %	101,76	0,917	
22 %	101,76	0,917	
23 %	101,76	0,917	
24 %	101,76	0,917	
25 %	101,76	0,917	

COTE DES CHANGES

112	110	St-Helena	530	530	530	530
112	80	St-Helena	530	530	530	530
112	440	Bonnie-Ald.	530	530	530	530
45	30	Souris Prairie	368	30	365	30
36	226	Trales Centre	368	345	360	360
112	110	St-Helena	530	530	530	530
501	501	1186	1206	1206	1206	1206
97	1186	T.A.T.	2000	2000	2000	1960
1186	300	W.L.P.	230	231	231	230
9	85	U.L.S.	478	485	485	50
112	110	St-Helena	530	530	530	530
68	275	Valois	280	252	281	280
68	91	Valouroux	80	80	80	78
68	150	V. Clapton	1676	1676	1676	1676
232	1130	Victoria	1030	1050	1050	1051
646	1300	St-Basile	1131	1131	1131	1131
940	1010	St-Basile	1121	1121	1121	1121
168	230	St-Basile	275	275	275	275
50	420	Amir. Express	424	430	433	430
53	700	Amir. Talp.	702	710	710	706
570	220	Anglo-Am.	198	190	198	190

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE P.C.F. EN 40 : « Un double langage », par Stéphane Courtois : « Mieux vaut tard que jamais », par René L'Hermite.
- LU : la Véritable Histoire de France, de Bernard Quillet.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
- Les relations entre Paris et Tripoli.
 - Israël : la politique d'austérité va susciter une épreuve de force avec les syndicats.
- 4.5. ASIE
- CHINE : les responsables souhaitent « informer des expériences étrangères de lutte contre la criminalité ».
6. DIPLOMATIE
- La visite de M. Mitterrand en Belgique.
 - La fin du voyage de M. Mauroy à Alger.
- 7-8. AMÉRIQUES
- ARGENTINE : le candidat radical est bien placé dans la course à la présidence.
 - CHILI : à Santiago, 80 000 personnes ont répondu à l'appel de l'extrême gauche.
9. EUROPE

POLITIQUE

9. Les partielles et l'essentiel.
- 10-11. Le débat sur la politique industrielle à l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

12. Les mésaventures d'un gendarme à l'Elysée.
13. SCIENCES : l'électronique et le micro-informatique au service des handicaps.

ARTS
ET SPECTACLES

- 15 à 17. CINÉMA : John Huston, au-dessous du volcan ; Hollywood, le choc du futur.
18. Une sélection.
- Programmes, Expositions.
- 19 à 22. Programmes-spectacles.
23. COMMUNICATION : Vi ; Bwans.

ÉCONOMIE

28. C.E.E. : l'épuisement des ressources communautaires.
- LOGEMENT : les charges d'habitation ont augmenté de 15 %.
 - 30-31. SOCIAL : les élections à la Sécurité sociale.
 - 32. INDUSTRIE : l'avenir de la chimie lourde.
 - AGRICULTURE : le projet de réforme de la fiscalité ; la longue marche vers la transparence.
 - 33. AFFAIRES.

RADIO-TÉLÉVISION (23)

- INFORMATIONS
- SERVICES : (24) : Automobile ; Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
 - Annonces classées (26 à 28) ; Carnet (14) ; Marchés financiers (35).

Le numéro du « Monde » daté 12 octobre 1983 a été tiré à 494 352 exemplaires

Que choisir
pour bien dormir ?

UNE BONNE LITTÉRATURE

TRÉCA

EXPOSITION ET VENTE :
CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR
37, Avenue de la République
75011 PARIS - M^e Farnetier
Téléphone : 357.46.35

Cherchez GRATUITEMENT
les livres dans toute la France

FORSHO

LA MAISON
DU LODEN

le véritable
LODEN
AUTRICHIEN

146, rue de Rivoli Paris 1^{er}
Tél : 260.13.51

A B C D E F G

Une mise en demeure de la Haute Autorité
à Radio-Solidarité

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a adressé, mardi 11 octobre, une lettre à la station parisienne Radio-Solidarité, la mettant en demeure de rejoindre, d'ici au 17 octobre prochain, la fréquence du 103,9 MHz qui lui est officiellement attribuée, ou de cesser ses émissions. Cette sommation intervient après plusieurs mois de négociations entre la Haute Autorité et la petite station de la rue de la Harpe, et suit la publication successive de

deux ordonnances de référé lui enjoignant de cesser le brouillage, par sa position illicite sur la bande FM, des émissions de deux autres radios.

De son côté, M. Lucien Sfez, président du Conseil national de la communication audiovisuelle (C.N.C.A.), a saisi la présidence de la Haute Autorité et condamné « la lenteur extrême dans l'application de la loi ».

Mariée le 6 mai à trois radios dont elle avait que faire (La voix du lézard, Artequin, Fréquence arts et spectacles), « reléguée » en bout de bande (103,9 MHz) pour mieux être « oubliée », peut-être bien « brouillée » par l'armée toute proche (104-108 MHz). Radio-Solidarité, qui émet sur 89,8 MHz, une fréquence historique, allait vite se rebeller. Le 103,9 MHz ? « Inaudible, trop excentré », dit-elle, accusant le pouvoir de vouloir « la suffoquer ». La « bâillonnée », voire la « persécutée ». Un complet politicien en quelque sorte, auquel sa « lutte » au nom des libertés et puis du pluralisme, sa « foi », l'a « appuie » des auditeurs et de toute l'opposition « auraient dû », pense-t-elle, la faire échapper.

Réunions, convocations, négociations auprès de la Haute Autorité. On vérifie pour la rassurer la bonne qualité du 103,9 MHz. On prend des

garanties sur sa parfaite quiétude et sa bonne réception... Radio-Solidarité persiste. On lui demande de vérifier son matériel d'émission, suspect de perturber quelques fréquences aériennes... elle crie à la persécution. Quelques policiers, se trompant de radio et d'étage, montent leurs képis dans l'escalier... elle proclame l'état de siège, la directrice au micro n'hésitant pas à prédire « une nouvelle affaire Lucet » (le Monde du 20 août). L'immunité, sent-elle, risque de ce pouvoir durer ? MM. Charles Pasqua, sénateur R.P.R. des Hauts-de-Seine, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat et Adolphe Chauvin, vice-président du groupe U.C.D.P., promettent d'intervenir auprès du bureau du Sénat pour qu'il évalue l'impact de la station et trouve une solution.

Mais la perspective du 30 septembre, butoir fixé par la Haute Autorité pour que chaque station se

M. Michel Guy deviendrait
vice-président du Festival d'Avignon

M. Michel Guy, directeur du Festival d'automne, secrétaire d'Etat à la culture de 1974 à 1976, va devenir le vice-président délégué du conseil d'administration du Festival d'Avignon.

Cette nomination devrait être proposée par M. Jean-Pierre Roux, nouveau maire (R.P.R.) de la ville, le 4 novembre prochain, en réunion du conseil d'administration du festival.

Le contrat de M. Bernard Faivre d'Arzier, actuel directeur du festival, arrive à expiration après l'été 1984.

« Je serai donc, déclare M. Michel Guy, l'œil du conseil d'administration sur le festival ou plutôt le conseiller du maire en cette matière. Il ne s'agit pas d'un rôle exécutif, j'apporterai ce qui peut être mon aide tant à la municipalité qu'au festival, mais ne me mêlerai pas de la programmation. » D'ailleurs, ajoute-t-il, il est déjà convenu que, si M. Bernard Faivre d'Arzier souhaitait voir renouveler son contrat, sa demande serait volontiers acceptée.

M. Michel Guy affirme que, contrairement à ce qui pourrait être

sous-entendu, les « collaborations » Festival d'Avignon-Festival d'Automne du type coproduction, telles qu'elles existent depuis longtemps, ne seront pas multipliées pour autant. Les deux manifestations, selon lui, « n'ont pas la même objet ». Le directeur du Festival d'Automne — dont le mandat, rappelle-t-on, a été prolongé fin 1981 pour cinq ans — assure qu'il n'est aucunement question pour lui de succéder à l'actuel directeur du Festival d'Avignon.

M.L.B.

Selon Associated Press

MOSCOU DONNERAIT UNE
NOUVELLE VERSION DES
CIRCONSTANCES DE LA
DESTRUCTION DU BOEING
SUD-CORÉEN

L'agence Associated Press fait état d'informations recueillies mardi 11 octobre « de sources officielles soviétiques » selon lesquelles deux des trois installations radars de la péninsule du Kamchatka qui auraient dû détecter le vol du Boeing sud-coréen abattu le 1^{er} septembre dernier ne fonctionnaient pas, et que l'intrusion de l'avion dans l'espace aérien soviétique n'a été confirmée que lorsqu'il a survolé l'île de Sakhaline.

Selon les mêmes sources, ajoute l'agence, le commandement de la défense aérienne soviétique a réagi avec confusion après la découverte de l'intrusion de l'appareil, et les commandants ainsi que les pilotes impliqués dans la destruction de l'appareil ignoraient qu'il s'agissait d'un avion civil transportant deux cent soixante-neuf personnes.

Toujours selon les mêmes sources qui, indique A.P., « ne peuvent pas dire identifier », les responsables de la défense ont ordonné la destruction de l'avion parce qu'ils disposaient de la preuve qu'il transmettait des informations d'espionnage aux installations américaines.

VIVE REMONTÉE DU DOLLAR
PLUS DE 7,98 F

Très rapide la semaine dernière, la baisse du dollar sur les marchés des changes s'est brutalement interrompue mardi 11 octobre et, selon, fait place, mercredi 12 octobre, à une remontée accélérée. En deux jours, le cours de la monnaie américaine est passé, à New York, de 2,5750 DM à 2,61 DM et, à Paris, de 7,89 F à 7,9850 F.

Cette reprise brutale est due aux craintes d'un relâchement des taux d'intérêt aux Etats-Unis, après les déclarations faites à Honolulu par M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, sur la « stabilité des prix, sous prioritaire ». La vigueur de la reprise économique pourrait inciter les autorités américaines à ne pas soulever leur politique. La conséquence a été une hausse du loyer de l'argent au jour le jour entre banques (les Federal Funds), à plus de 9,50 %, et de l'euro dollar à six mois, qui frôle 10 % contre 9 1/2 % auparavant. La monnaie qui plane sur le défilé d'Ormaiz, a également, stimulé le dollar.

En Europe, la baisse du mark par rapport au dollar s'est répétée à Paris, où le cours de la monnaie allemande a été repoussé en dessous de son cours pivot de 3,9766, cotant 3,9598 francs mercredi matin.

« Mort d'un Iranien à Paris. — La brigade criminelle a été chargée de l'enquête sur la mort d'un ressortissant iranien âgé de cinquante-quatre ans, Garabed Farman, retrouvé tué, mardi 11 octobre, d'une balle de pistolet, dans son appartement, 44, rue Guersant, à Paris-17^e. Il pourrait s'agir d'un suicide.

Piano Center

PIANOS : 71, rue de l'Aigle, 92250 LA GARENNE (La Défense). 781.93.11
PIANOS, ORGUES, SYNTHÉS :
122-124, rue de Paris, 93100 MONTREUIL (Mo Robespierre). 857.63.38
Rue Hélène-Boucher, Z.I. 78350 BUC (Versailles). 956.06.22

LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

Ambiguïté

par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, a réussi mardi 11 octobre, devant l'Assemblée nationale, un très bel exercice de style. Parler près de 90 minutes, sans notes ni lapsus, sur un sujet — la politique industrielle — qui ne se prête guère aux envolées lyriques n'est pas à la portée de tous. A l'évidence, M. Fabius fait partie de ces « surdoués » que le système politique sait si bien sélectionner. Homme politique jusqu'au bout des ongles, il continue patiemment, prudemment, son ascension vers les sommets de l'Etat. « Il y a du Giscard dans cet homme », entendait-on hier dans les couloirs de l'Assemblée après la prestation du jeune ministre de l'industrie.

Au-delà de la performance technique, les citoyens et les parlementaires étaient en droit d'attendre du ministre une définition claire et précise de la stratégie industrielle de la France. « Constat, objectif, moyens et conditions... ». Dans un devoir — pardon un discours — bien construit, bien polé, tous les sujets ont été abordés. Sans doute, les spécialistes n'auront rien appris de très nouveau. Si ce n'est la création d'une Commission nationale tripartite patronat-gouvernement — de l'industrie, en liaison avec le Commissariat au Plan, chargée de suivre les activités industrielles et l'organisation en 1985 d'une grande exposition de la technologie, de la recherche et de l'industrie.

Personne n'attendait, à vrai dire, l'annonce de telle ou telle mesure spectaculaire. Mais on pouvait espérer des orientations plus tranchées qu'auparavant, des choix plus marqués. Moderniser l'appareil productif, former les hommes, développer un tissu

industriel... qui ne saurait souffrir de tels objectifs ! Reste à savoir comment. Or, sur ce plan, M. Fabius laisse toujours planer l'ambiguïté. « Adapter les industries de base, renforcer les industries de transformation, valoriser les atouts énergétiques et agricoles, donner la priorité aux secteurs de l'avenir... ». C'est bien une action tous azimuts que l'on entend mener : pas d'impasse, cahin-caha, sans trop de vagues. En espérant qu'avec le temps et la bonne volonté de tous les choses s'arrangeront, et que le dilemme emploi-compétitivité se résoudra de lui-même.

Or l'explosion technologique que le monde connaît entraîne une accélération de l'histoire. Tout va plus vite, et tout retard dans les choix ne fait qu'aggraver la situation. Ainsi en est-il de la sidérurgie, où chacun sait que les objectifs arrêtés en 1982 ne correspondraient pas aux réalités. Or, M. Fabius déclare : « Nous devons non pas remettre en cause les choix envisagés qui ont été faits mais rester à l'affût des modifications de notre environnement. » Formule peu claire qui témoigne de cette difficulté du gouvernement et du ministre de l'industrie à trancher dans le vif. Dans la sidérurgie comme ailleurs. Car, outre les drames sociaux que cela entraînerait, mais ils auront lieu de toute façon — ces dossiers des entreprises et secteurs en difficulté comportent pour tout ministre de l'industrie de sérieux risques pour sa carrière politique. Comment s'étonner, dans ces conditions, que les ministres « politiques » qui ont en charge le dossier de l'industrie aient toujours répué à éviter des décisions aussi brutales que douloureuses ?

(Lire nos informations
pages 10 et 11.)

Church's
famous English
shoes

collection complète en plusieurs largeurs
J. CARTIER
chaussure pour homme
à 30 m de la rue Tronchet
23, rue des Mathurins 8^e - tél. 265.25.85

**TISSUS
COUTURE**
L'ORIGINALITE
ET L'ESPRIT
DE LA MODE
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

(Publicité)
5 Répondeurs
dep. 795 F
chez Duriez

AGREES P.T.T. • Ré-
pondeur simple 795 F.
tic. • Enregistreur sur mesure.
Coupe des fin du message de
votre correspondant. Vs
gagnez beaucoup de temps à
l'écoute : 1.580 F tic.
• Consultable à distance par
code vocal : 2600 F tic. • Id.
par boîtier codé : 3100 F tic.
• Id., vocal et boîtier : 3450 F
tic.
• Téléphones tous modèles,
toutes couleurs, depuis 385 F
tic. • Duriez, 132, Bd St Ger-
main. M^o Odéon.

En promotion exceptionnelle
jusqu'au 15 novembre
4 quarts KRITER pour le prix de 3

**GROUPE
GENERALE DES EAUX**

« Bien armés pour affronter le futur. »
en page 34

RENDEZ-VOUS
SUR LE RHIN
OU LE REVE
DEVIENT REALITE

Partir pour une croisière...

Réaliser le rêve de la plupart de vos amis, collègues, collaborateurs, clients... c'est un privilège pour celui qui organise une croisière sur le Rhin.

Conçu pour recevoir dans la meilleure tradition jusqu'à 200 personnes, les bateaux de la KD vous offrent tout ce que l'on peut attendre : un grand confort, une bonne cuisine, une riche cave.

Et un accueil comme vous souhaitez le retrouver ailleurs.

Pour programmer l'affirmation totale on partiel d'un bateau pour votre congrès, séminaire, voyage de stimulation etc., c'est maintenant qu'il faut prendre contact.

Renseignements dans votre agence de voyage ou :
KD German Rhine Line

et 800 kms
de paysages « légendaires » en plus

Retournez ce bon à : **Karl Noack Agent Général**
9 rue Fbg St-Hippolyte 75006 Paris - Tél. : 742.52.27